

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

PARAISANT LE JEUDI

Philippe  
MACHENAUD-JACQUIERMatahiti 150  
N° 17

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 26  
no Eperera 2001

IMPRIMERIE OFFICIELLE — Tél. : 42.50.67 - Télécopieur (Fax) : 42.52.61 - B.P. 117 - 98713 PAPEETE

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

##### ACTES PROMULGUES

##### Pages

Décrets n° 2001-265 et n° 2001-266 du 27 mars 2001 relatifs au régime des activités financières en Nouvelle-Calédonie, dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte. (Arrêté de promulgation n° 203 DRCL du 12 avril 2001) . . . . . 947

##### ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Arrêté n° 76 CAB du 16 février 2001 portant attribution de la médaille d'honneur du Travail au titre de la promotion du 1er janvier 2001 . . . . . 950

Arrêtés n° 36 et n° 37 ISLV du 20 mars 2001 annulant les délibérations n° 12-2001 du 31 janvier 2001 et n° 15-2001 du 23 février 2001 du conseil municipal de Huahine approuvant le dossier technique et sollicitant un financement de l'Etat pour la nouvelle architecture informatique de la commune . . . . . 951

Arrêté n° 190 DAT du 3 avril 2001 fixant les taux de rémunération des interventions de la direction de l'assistance technique du haut-commissariat au profit des services de l'Etat et de ses établissements publics . . . . . 952

Arrêté n° 194 MAC du 4 avril 2001 portant modification des annuités d'emprunts prises en charge par le Fonds intercommunal de péréquation (F.I.P.) au titre de l'exercice 2001 . . . . . 952

Arrêté n° 1086 IDV du 5 avril 2001 déclarant nulle de plein droit la délibération n° 43-2001 du 23 février 2001 portant prise en charge des frais de transport de M. Pito Rémy . . . . . 953

Arrêtés n° 91 et n° 92 DAF/FIN du 6 avril 2001 portant concession de logement par nécessité de service au profit du gardien, agent de maison, de la résidence du haut-commissaire à Punaauia et de l'intendant de la résidence du haut-commissaire à Papeete . . . . . 954

Arrêté n° 195 SATP du 6 avril 2001 annulant et remplaçant l'arrêté n° 127 SATP du 13 mars 2001 portant composition de la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps de maîtrise et d'application de la police du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française . . . . . 955

Arrêté n° 88 DAF/PERS du 6 avril 2001 fixant la liste des organisations syndicales aptes à désigner des représentants du personnel au sein du comité technique paritaire du haut-commissariat . . . . . 956

Arrêté n° 93 DAF/PERS du 9 avril 2001 portant nomination des membres du comité technique paritaire institué auprès du secrétaire général de la Polynésie française compétent à l'égard des services du haut-commissariat . . . . . 957

##### EXTRAITS

Arrêté n° 184 MASC du 2 avril 2001 portant attribution du brevet d'Etat d'éducateur sportif du 2e degré, option Taekwondo . . . . . 958

Arrêté n° 189 MIDCR du 3 avril 2001 portant attribution d'une subvention au titre de la section territoriale du Fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (F.I.D.E.S.) (secrétariat d'Etat à l'outre-mer, chapitre 68-92, article 10), tranche 2000, territoire de la Polynésie française, construction d'un modèle d'équilibre général calculable (M.E.G.C.) . . . . .	958
Arrêté n° 95 DAF/PERS du 10 avril 2001 portant nomination du chef de la mission des affaires économiques et des entreprises à la mission d'aide financière et de coopération régionale . . . . .	958

## **ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**

### **DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE OU DE LA COMMISSION PERMANENTE**

Délibération n° 2001-43 APF du 19 avril 2001 modifiant la délibération n° 92-6 AT du 24 janvier 1992 prorogée instituant un régime fiscal temporaire d'exonération de droits et taxes à l'importation applicable aux établissements hôteliers classés . . . . .	958
Délibération n° 2001-44 APF du 19 avril 2001 modifiant la délibération n° 84-1048 AT du 28 décembre 1984 portant dispositions relatives à la redevance d'aménagement touristique (R.A.T.), transformée par la délibération n° 92-167 AT du 13 octobre 1992 en "redevance de promotion touristique (R.P.T.)" affectée au G.I.E. Tahiti tourisme . . . . .	959
Délibération n° 2001-45 APF du 19 avril 2001 portant modification n° 3 du budget général du territoire, exercice 2001 . . . . .	959
Délibération n° 2001-46 APF du 19 avril 2001 portant modification du code des impôts . . . . .	963
Délibération n° 2001-47 APF du 19 avril 2001 relative à la délivrance des actes de justice . . . . .	965
Délibération n° 2001-48 APF du 19 avril 2001 portant modification du tableau relatif à l'échelonnement indiciaire des emplois fonctionnels annexé à la délibération n° 96-177 APF du 19 décembre 1996 modifiée relative aux agents publics occupant des emplois fonctionnels ou rémunérés par rapport à la grille des emplois fonctionnels . . . . .	965
Délibération n° 2001-49 APF du 19 avril 2001 modifiant la délibération n° 80-106 du 22 août 1980 modifiée portant création d'un établissement public territorial dénommé "Office territorial d'équipements sportifs et socio-éducatifs". . . . .	966
Délibération n° 2001-50 APF du 19 avril 2001 relative à la modification de la délibération n° 92-176 AT du 20 octobre 1992 modifiée relative aux garanties de techniques et de sécurité dans les clubs, centres, écoles, organismes de plongée subaquatique sportive et de loisir en Polynésie française . . . . .	966
Délibération n° 2001-51 APF du 19 avril 2001 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente . . . . .	970

### **ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES**

Arrêté n° 489 CM du 12 avril 2001 portant ouverture de concours externes et internes pour le recrutement de fonctionnaires de la fonction publique du territoire de la Polynésie française. (Extraits) . . . . .	975
Arrêté n° 493 CM du 12 avril 2001 fixant les normes et les modalités du classement, par étoiles, des hôtels et résidences de tourisme international. (Extraits) . . . . .	976
Arrêté n° 494 CM du 12 avril 2001 fixant les critères d'appréciation, normes et modalités de classement, par tiare, des établissements relevant de l'hébergement de tourisme chez l'habitant et de la petite hôtellerie familiale . . . . .	985
Arrêté n° 495 CM du 12 avril 2001 fixant les critères d'appréciation, normes et modalités de classement, par hibiscus, des meublés de tourisme . . . . .	994
Arrêté n° 496 CM du 12 avril 2001 portant désignation de certains représentants des intérêts professionnels en qualité de membres de la commission de classement des établissements d'hébergement de tourisme . . . . .	1002
Arrêté n° 497 CM du 12 avril 2001 fixant les caractéristiques des panonceaux signalant les établissements d'hébergement de tourisme classés . . . . .	1002
Arrêté n° 498 CM du 18 avril 2001 portant modification de l'arrêté n° 1834 CM du 29 décembre 2000 relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé "Institut Louis-Malardé" . . . . .	1003

**EXTRAITS**

Arrêté n° 490 CM du 12 avril 2001 portant règlement d'office du budget de l'exercice 2001 de l'Agence tahitienne de presse .....	1003
Arrêté n° 492 CM du 12 avril 2001 portant répartition des crédits de paiement du budget n° 4-2001 de l'exercice 2001 .....	1004
Arrêté n° 499 CM du 18 avril 2001 accordant à Mlle Kinnander Maimiti Margaretha le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française .....	1004
Arrêté n° 500 CM du 19 avril 2001 fixant la valeur CAF barème représentative de la valeur en douane de certains produits pétroliers en Polynésie française .....	1004
Arrêté n° 501 CM du 19 avril 2001 fixant les montants de stabilisation applicables à certains hydrocarbures en Polynésie française. ....	1004
Arrêté n° 502 CM du 19 avril 2001 fixant la rémunération des prestations locales des sociétés pétrolières pour le M.D.O. destiné à E.D.T. ....	1004
Arrêtés n° 503 et n° 504 CM du 19 avril 2001 fixant le prix maximal de gros et de vente au détail de certains hydrocarbures en Polynésie française. ....	1005
Arrêté n° 505 CM du 19 avril 2001 fixant le prix de vente de l'additif à l'essence sans plomb à base de phosphore de marque Valvemaster conditionné en dosette de 10 millilitres .....	1005
Arrêtés n° 506 à n° 508 CM du 19 avril 2001 fixant : - la valeur CAF barème représentative de la valeur en douane du gaz butane ; - le montant de stabilisation applicable au gaz butane ; - les prix maximaux de vente du gaz butane de numéro de nomenclature douanière 27.11.13.90. en Polynésie française .....	1005

**ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES****Présidence**

Arrêté n° 512 PR du 19 avril 2001 relatif à l'exercice des attributions du ministre des transports. ....	1006
--	------

**Ministère des finances et des réformes administratives****EXTRAITS**

Arrêté n° 1136 MFR/PEL du 4 avril 2001 nommant les membres du jury du concours externe et interne, sur épreuves, pour le recrutement d'adjoints administratifs de catégorie C .....	1006
Arrêté n° 1267 MFR du 12 avril 2001 portant autorisation d'organiser une tombola au profit de l'Association des parents d'élèves de l'enseignement libre des écoles Fariimata et Putiaoro. ....	1006

**Ministère de l'économie, du plan et de la prévision économique, de l'énergie et de la circonscription portuaire des îles du Vent****EXTRAITS**

Arrêtés n° 1304 et n° 1305 MEC du 19 avril 2001 portant application de la délibération n° 93-52 AT du 10 juin 1993 modifiée et complétant l'arrêté n° 1177 CM du 20 décembre 1993 fixant la liste des entreprises agréées au titre de ladite délibération. ....	1006
---	------

**Ministère de l'équipement et des autres circonscriptions portuaires****EXTRAITS**

Arrêté n° 1289 MEQ du 18 avril 2001 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la parcelle M 97 de 1.542 mètres carrés (terre Vaihi) nécessaire aux travaux de la 2e tranche de la route des Plaines et de ses ouvrages annexes (rivière de Matatia - pont de Punaruu) dans la commune de Punaauia .....	1007
Arrêté n° 1314 MEQ du 19 avril 2001 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux parcelles de terre nécessaires au projet de résorption de l'habitat insalubre du quartier Timiona à Titiro .....	1007

**Ministère de l'agriculture et de l'élevage**

- Arrêté n° 1290 MAG du 18 avril 2001 portant modification de l'arrêté n° 6198 MAG du 5 octobre 2000 portant délégation de signature du ministre de l'agriculture et de l'élevage. .... 1007

**Ministère de l'environnement**

- Arrêté n° 1264 MEN du 12 avril 2001 autorisant M. Michel Amiot à installer et exploiter un site de ball-trap, commune de Papara (établissement de la 1<sup>re</sup> classe des installations classées pour la protection de l'environnement). (Extraits). .... 1008
- Arrêté n° 1265 MEN du 12 avril 2001 abrogeant l'arrêté n° 2464 MEN du 10 mai 2000 et autorisant la société "Paulero S.C.l." à installer et exploiter des appareils frigorifiques et un parc à stationnement, commune de Papeete (établissement de la 2<sup>e</sup> classe des installations classées). (Extraits) ..... 1010

**Ministère des transports****EXTRAITS**

- Arrêté n° 1048 MTR du 28 mars 2001 autorisant Mme Rosalie Tu à occuper le domaine public aéroportuaire de Fakarava (Tuamotu) dans le cadre de l'exploitation commerciale d'un snack-bar ..... 1012

**ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION****ACTES DU POUVOIR CENTRAL**

- Arrêté interministériel du 26 décembre 2000 pris en application de l'article 3 du décret n° 85-605 du 13 juin 1985 relatif aux groupements d'intérêt public constitués en application de la loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur. (J.O.R.F. du 28 décembre 2000, page 20735) ..... 1013

**EXTRAITS**

- 1<sup>er</sup> avenant n° 32-01 FREPF du 3 avril 2001 à la convention n° 380 FREPF du 25 novembre 1999 relative à la participation de l'Etat aux dotations financières de la Société de financement du développement de la Polynésie française (Sofidep), ministère de la défense, chapitre 66-50, article 21 ..... 1014
- Conventions de financement n° 33-01 et n° 34-01 du 6 avril 2001, n° 35-01 à n° 37-01 du 10 avril 2001 définissant les conditions dans lesquelles le Fonds intercommunal de péréquation apporte son soutien financier aux communes de : - Hitiaa O Te Ra pour faciliter la réalisation des opérations intitulées "Construction d'un préau à l'école Mamu primaire à Papenoo" et "Réalisation d'une station d'épuration à l'école Momoa à Hitiaa" ; - Taïarapu-Est pour faciliter la réalisation des opérations intitulées "Grosses réparations à l'école maternelle de Pueu" et "Grosses réparations à l'école maternelle de Tautira (2<sup>e</sup> tranche)" ; - Fatu Hiva pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Reconstruction de l'école primaire de Omoa, études" ..... 1014

**ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**

- Service de l'urbanisme.— 1° Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles Australes pour le mois de mars 2001 ..... 1016
- 2° Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles Sous-le-Vent pour le mois de mars 2001 ..... 1016
- Délégation à l'environnement.— Enquête de commodo et incommodo :  
- M. Fabrice Noël, mandataire de la Société d'étude et de gestion commerciale, commune de Arue ..... 1017

**PARTIE NON OFFICIELLE**

- Annonces judiciaires et légales ..... 1018
- Annonces diverses ..... 1019

# PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

### ACTES PROMULGUES

#### ARRETE n° 203 DRCL du 12 avril 2001 portant promulgation des décrets n° 2001-265 et n° 2001-266 du 27 mars 2001.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française, notamment son article premier ;

Le gouvernement de la Polynésie française informé,

Arrête :

Article 1er.— Sont promulgués en Polynésie française pour y être exécutés selon leur forme et teneur les textes suivants :

— Décret n° 2001-265 du 27 mars 2001 relatif au régime des activités financières en Nouvelle-Calédonie, dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte, paru au J.O.R.F. du 30 mars 2001 à la page 4967 ;

— Décret n° 2001-266 du 27 mars 2001 relatif au régime des activités financières en Nouvelle-Calédonie, dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte, paru au J.O.R.F. du 30 mars 2001 à la page 4968.

Art. 2.— Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 avril 2001.

Pour le haut-commissaire,  
par délégation :

*Le secrétaire général  
de la Polynésie française,*  
Christian MASSINON.

#### DECRET n° 2001-265 du 27 mars 2001 relatif au régime des activités financières en Nouvelle-Calédonie, dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et du ministre de l'intérieur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, modifiée par la loi n° 96-624 du 15 juillet 1996 ;

Vu la loi organique n° 99-208 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu le code monétaire et financier ;

Vu la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961 modifiée conférant aux îles Wallis et Futuna le statut de territoire d'outre-mer ;

Vu la loi n° 76-1212 du 24 décembre 1976 relative à l'organisation de Mayotte, modifiée par la loi n° 79-1113 du 22 décembre 1979 ;

Vu l'ordonnance n° 98-775 du 2 septembre 1998 relative au régime des activités financières dans les territoires d'outre-mer et les collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon, ratifiée par la loi n° 99-1122 du 28 décembre 1999 ;

Vu le décret n° 83-359 du 2 mai 1983 pris pour l'application de l'article 94-II de la loi de finances pour 1982 (n° 81-1160 du 30 décembre 1981) et relatif au régime des valeurs mobilières, modifié par le décret n° 92-473 du 21 mai 1992 ;

Vu le décret n° 89-158 du 9 mars 1989 portant application des articles 26 et 34 à 42 de la loi n° 88-1201 du 23 décembre 1988 et relatif aux fonds communs de créances, modifié par le décret n° 93-589 du 27 mars 1993, le décret n° 97-916 du 6 octobre 1997 et le décret n° 98-1015 du 6 novembre 1998 ;

Vu le décret n° 89-623 du 6 septembre 1989 modifié pris en application de la loi n° 88-1201 du 23 décembre 1988 relative aux organismes de placement collectif en valeurs mobilières et portant création des fonds communs de créances ;

Vu le décret n° 89-624 du 6 septembre 1989 pris en application de la loi n° 88-1201 du 23 décembre 1988 relative aux organismes de placement collectif en valeurs mobilières et portant création des fonds communs de créances, modifié par le décret n° 94-780 du 31 août 1994, le décret n° 97-546 du 14 février 1997 et le décret n° 98-1123 du 10 décembre 1998 ;

Vu le décret n° 90-263 du 23 mars 1990 relatif à la procédure d'injonctions et de sanctions prononcées par la Commission des opérations de bourse et aux recours contre les décisions de cette commission qui relèvent de la compétence du juge judiciaire, modifié par le décret n° 97-774 du 31 juillet 1997 et par le décret n° 2000-721 du 1er août 2000 ;

Vu le décret du 28 mars 1990 relatif au conseil de discipline de la gestion financière, modifié par le décret du 15 septembre 1992 ;

Vu le décret n° 92-137 du 13 février 1992 relatif aux titres de créances négociables, modifié par le décret n° 94-848 du 27 septembre 1994, le décret n° 96-353 du 24 avril 1996 et le décret n° 98-1316 du 31 décembre 1998 ;

Vu le décret n° 96-868 du 3 octobre 1996 relatif à la formation et à l'organisation du Conseil des marchés financiers, modifié par le décret n° 98-620 du 21 juillet 1998 ;

Vu le décret n° 96-869 du 3 octobre 1996 relatif aux recours exercés devant la cour d'appel de Paris contre les décisions du Conseil des marchés financiers ;

Vu le décret n° 96-871 du 3 octobre 1996 relatif à la procédure de sanction de la Commission des opérations de bourse en matière de gestion pour compte de tiers ;

Vu le décret n° 96-872 du 3 octobre 1996 relatif aux formations disciplinaires du Conseil des marchés financiers ;

Vu le décret n° 96-880 du 8 octobre 1996 relatif à l'accès à l'activité de prestataire de services d'investissement ;

Le Conseil d'Etat (section des finances) entendu,

Décrète :

#### Chapitre Ier

##### *Dispositions relatives aux instruments financiers*

#### Section 1

##### *Inscription en compte*

Article 1er.— Il est inséré, après l'article 23 du décret du 2 mai 1983 susvisé, un article 23-1 ainsi rédigé :

“Art. 23-1.— Le présent décret est applicable en Nouvelle-Calédonie, dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte, à l'exception du premier alinéa de l'article 14, des articles 17 et 19, du second alinéa de l'article 20 ainsi que des articles 21 à 23, et sous réserve des adaptations suivantes :

- “- au premier alinéa de l'article 13, les mots : “à l'exception de ceux frappés d'opposition, soit en vertu du décret du 11 janvier 1956 susvisé, soit en vertu du décret du 27 novembre 1964” sont supprimés ;
- “- aux articles 1er, 10 et 12, les mots : “dix-huit mois après la publication du présent décret” sont remplacés par les mots : “à compter du 1er juillet 2001” ;
- “- le délai de cinq ans prévu au premier alinéa de l'article 13 est remplacé par un délai expirant au 1er janvier 2002 ;
- “- à l'article 6, la référence au décret n° 49-1105 du 4 août 1949 est supprimée.”

#### Section 2

##### *Dispositions relatives aux titres de créances négociables*

Art. 2.— Il est inséré, après l'article 18 du décret du 13 février 1992 susvisé, un article 18-1 ainsi rédigé :

“Art. 18-1.— Le présent décret est applicable en Nouvelle-Calédonie, dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte, à l'exception de l'article 18 et sous réserve des adaptations suivantes :

- “- au 2° du I de l'article 1er et au IV du même article, la référence au 5° du III de l'article 19 de la loi du 26 juillet 1991 est supprimée ;
- “- au 3° du I de l'article 1er, sont ajoutés les mots : “à l'exception de la Caisse d'amortissement de la dette sociale”.

“Pour son application en Polynésie française et à Wallis et Futuna, les deux derniers alinéas de l'article 2 sont supprimés.”

#### Section 3

##### *Dispositions relatives aux parts et actions d'organismes de placement collectif*

Art. 3.— Il est inséré, après l'article 10 du décret du 9 mars 1989 susvisé, un article 10-1 ainsi rédigé :

“Art. 10-1.— Le présent décret est applicable en Nouvelle-Calédonie, dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte.”

Art. 4.— Il est inséré, après l'article 16 du décret n° 89-623 du 6 septembre 1989 susvisé, un article 16-1 ainsi rédigé :

“Art. 16-1.— Le présent décret est applicable en Nouvelle-Calédonie, dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte, à l'exception du quatrième alinéa de l'article 4, des articles 6 à 9, du deuxième alinéa du I de l'article 10, et sous réserve des adaptations suivantes :

- “- à l'article 1er, les mots : “aux fonds communs de placement d'entreprise” sont supprimés ;
- “- à l'article 14, la référence au chapitre IV bis de la loi n° 88-1201 du 23 décembre 1988 est supprimée.”

Art. 5.— Il est inséré, après l'article 14 bis du décret n° 89-624 du 6 septembre 1989 susvisé, un article 14-1 ainsi rédigé :

“Art. 14-1.— Le présent décret est applicable en Nouvelle-Calédonie, dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte.”

#### Chapitre II

##### *Conditions d'agrément*

##### *des prestataires de services d'investissement*

Art. 6.— Il est inséré, après l'article 19 du décret du 8 octobre 1996 susvisé, un article 19-1 ainsi rédigé :

“Art. 19-1.— Le titre Ier du présent décret est applicable en Nouvelle-Calédonie, dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte.”

#### Chapitre III

##### *Dispositions relatives aux autorités financières*

#### Section 1

##### *Le Conseil des marchés financiers*

Art. 7.— Il est inséré, après l'article 9 du décret n° 96-868 du 3 octobre 1996, un article 9-1 ainsi rédigé :

“Art. 9-1.— Le présent décret est applicable en Nouvelle-Calédonie, dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte, à l'exception de ses articles 1er et 9.”

Art. 8.— Il est inséré, après l'article 10 du décret n° 96-869 du 3 octobre 1996, un article 10-1 ainsi rédigé :

“Art. 10-1.— Le présent décret est applicable en Nouvelle-Calédonie, dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte, à l'exception de ses articles 11 et 12.”

Art. 9.— Il est inséré, après l'article 10 du décret n° 96-872 du 3 octobre 1996, un article 10-1 ainsi rédigé :

“Art. 10-1.— Le présent décret est applicable en Nouvelle-Calédonie, dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte, à l'exception de son article 11.”

### Section 2

#### *La Commission des opérations de bourse*

Art. 10.— Il est inséré, après l'article 18 du décret du 23 mars 1990 susvisé, un article 18-1 ainsi rédigé :

“Art. 18-1.— Le présent décret est applicable en Nouvelle-Calédonie, dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte.”

Art. 11.— Il est inséré, après l'article 6 du décret n° 96-871 du 3 octobre 1996, un article 6-1 ainsi rédigé :

“Art. 6-1.— Le présent décret est applicable en Nouvelle-Calédonie, dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte.”

### Section 3

#### *Le conseil de discipline de la gestion financière*

Art. 12.— Il est inséré, après l'article 7 du décret du 28 mars 1990 susvisé, un article 7-1 ainsi rédigé :

“Art. 7-1.— Le présent décret est applicable en Nouvelle-Calédonie, dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte.”

Art. 13.— Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre de l'intérieur et le secrétaire d'Etat à l'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 mars 2001.

Lionel JOSPIN.

Par le Premier ministre :

*Le ministre de l'économie,  
des finances et de l'industrie,*  
Laurent FABIUS.

*Le ministre de l'intérieur,*  
Daniel VAILLANT.

*Le secrétaire d'Etat à l'outre-mer,*  
Christian PAUL.

**DECRET n° 2001-266 du 27 mars 2001 relatif au régime des activités financières en Nouvelle-Calédonie, dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte.**

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et du ministre de l'intérieur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, modifiée par la loi n° 96-624 du 15 juillet 1996 ;

Vu la loi organique n° 99-208 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu le code monétaire et financier ;

Vu la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961 modifiée conférant aux îles Wallis et Futuna le statut de territoire d'outre-mer ;

Vu la loi n° 76-1212 du 24 décembre 1976 relative à l'organisation de Mayotte, modifiée par la loi n° 79-1113 du 22 décembre 1979 ;

Vu l'ordonnance n° 98-775 du 2 septembre 1998 relative au régime des activités financières dans les territoires d'outre-mer et les collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon, ratifiée par la loi n° 99-1122 du 28 décembre 1999 ;

Vu le décret n° 97-509 du 21 mai 1997 pris pour l'application des articles 29 et 29-I de la loi n° 83-1 du 3 janvier 1983 sur le développement des investissements et la protection de l'épargne, modifiée par l'article 102 de la loi n° 96-597 du 2 juillet 1996 de modernisation des activités financières ;

Vu le décret n° 98-880 du 1er octobre 1998 portant application des dispositions de l'article 6 de l'ordonnance n° 67-833 du 28 septembre 1967 instituant une Commission des opérations de bourse et relative à l'information des porteurs de valeurs mobilières et à la publicité de certaines opérations de bourse,

Décète :

Article 1er.— Il est inséré, après l'article 5 du décret du 21 mai 1997 susvisé, un article 5-1 ainsi rédigé :

“Art. 5-1.— Le présent décret est applicable en Nouvelle-Calédonie, dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte.”

Art. 2.— Il est inséré, après l'article 2 du décret du 1er octobre 1998 susvisé, un article 2-1 ainsi rédigé :

“Art. 2-1.— Le présent décret est applicable en Nouvelle-Calédonie, dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte, à l'exception des 4°, 6° et 7° du I de l'article 1er et des 1°, 2° et 5° du II du même article.”

Art. 3.— Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre de l'intérieur et le secrétaire d'Etat à l'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 mars 2001.

Lionel JOSPIN.

Par le Premier ministre :

*Le ministre de l'économie,  
des finances et de l'industrie,*  
Laurent FABIUS.

*Le ministre de l'intérieur,*  
Daniel VAILLANT.

*Le secrétaire d'Etat à l'outre-mer,*  
Christian PAUL.

## ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

### ARRETE n° 76 CAB du 16 février 2001 portant attribution de la médaille d'honneur du Travail au titre de la promotion du 1er janvier 2001.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut de la Polynésie française, modifiée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996 ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie interne de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 84-591 du 4 juillet 1984 relatif à l'attribution de la médaille d'honneur du Travail, modifié par le décret n° 86-401 du 12 mars 1986 ;

Vu l'arrêté du 7 avril 1986 du ministre des affaires sociales et de l'emploi portant délégation de pouvoirs aux hauts fonctionnaires représentant le Gouvernement dans les territoires d'outre-mer pour l'attribution de la médaille d'honneur du Travail,

Arrête :

Article 1er.— La médaille d'honneur du Travail, échelon argent, au titre de la promotion du 1er janvier 2001, est décernée aux personnes suivantes :

- 1 M. Ariitai Rollinat, employé de la S.A. Cegelec Polynésie ;
- 2 Mlle Cicciari Nancy, employée de la banque Socrédo ;
- 3 Mme Chene épouse Pihatarioe Thérèse, employée de la compagnie Air Tahiti ;
- 4 Mme Delord épouse Amiot Angèle, employée de la compagnie Air Tahiti ;
- 5 Mlle Descamps Blanche, employée de la banque Socrédo ;
- 6 M. Gentilhomme Théodore, employé de la S.A. Gaz de Tahiti ;
- 7 M. Kervella Dominique, employé de la banque Socrédo ;
- 8 M. Madrenes Philippe, employé de la banque Socrédo ;
- 9 M. Mare Arthur, employé de la compagnie Air Tahiti ;
- 10 M. Matehau Luc, employé de la compagnie Air Tahiti ;
- 11 M. Moua Alexandre, employé du centre océanologique du Pacifique Ifremer ;
- 12 M. Rehia Teta, employé de la compagnie Air Tahiti ;
- 13 M. Santos Natouefitu, employé de la compagnie Air Tahiti ;
- 14 M. Teikihuavanaka Michel, employé de la compagnie Air Tahiti ;
- 15 M. Teriitehau Henri, employé de la compagnie Air Tahiti ;
- 16 M. Teissier Joseph, employé de la banque Socrédo ;
- 17 M. Tinitua Maxime, employé de la S.A. Cegelec Polynésie ;
- 18 M. Titifa Charles, employé de la compagnie Air Tahiti ;
- 19 M. Turc Jean-Michel, employé de la S.A. Cegelec Polynésie ;
- 20 M. Wan Riau Francis, employé de la compagnie Air Tahiti ;
- 21 M. Winchester Robert, employé de la compagnie Air Tahiti.

Art. 2.— La médaille d'honneur du Travail, échelon vermeil, au titre de la promotion du 1er janvier 2001, est décernée aux personnes suivantes :

- 1 M. Ariitai Rollinat, employé de la S.A. Cegelec Polynésie ;
- 2 Mme Chene épouse Pihatarioe Thérèse, employée de la compagnie Air Tahiti ;
- 3 M. Cochet Daniel, employé de la compagnie Air Tahiti ;
- 4 Mme Deane épouse Vernaude Liliane, employée de la compagnie Air Tahiti ;
- 5 M. Mauri Moe, employé de la compagnie Air Tahiti ;
- 6 M. Moua Alexandre, employé du centre océanologique du Pacifique ;
- 7 M. Teikihuavanaka Michel, employé de la compagnie Air Tahiti ;
- 8 M. Tepava Edouard, employé de la compagnie Air Tahiti ;
- 9 M. Teriitehau Henri, employé de la compagnie Air Tahiti ;
- 10 M. Teriitehau Joël, employé de la compagnie Air Tahiti ;
- 11 M. Tinitua Maxime, employé de la S.A. Cegelec Polynésie.

Art. 3.— La médaille d'honneur du Travail, échelon or, au titre de la promotion du 1er janvier 2001, est décernée aux personnes suivantes :

- 1 Mme Barff Marie, employée de la Comsup, groupe des foyers de Tahiti ;
- 2 Mme Chene épouse Pihatarioe Thérèse, employée de la compagnie Air Tahiti ;
- 3 M. Doom Milton, employé de la compagnie Air Tahiti ;
- 4 Mlle Ly Chang Ly Wai Kiau, employée de la compagnie Air Tahiti ;
- 5 M. Marea Marc, employé de la compagnie Air Tahiti ;
- 6 M. Mirot Lucien, employé de la compagnie Air Tahiti ;
- 7 M. Moua Alexandre, employé du centre océanologique du Pacifique ;
- 8 M. Rehia Ben, employé de la compagnie Air Tahiti ;
- 9 Mme Tapa épouse Teai Sophie, employée de la compagnie Air Tahiti ;
- 10 M. Teriitehau Ismaël, employé de la compagnie Air Tahiti ;
- 11 M. Uuru Jean, employé de la compagnie Air Tahiti ;
- 12 Mlle Zephir Diane, employée de la compagnie Air Tahiti.

Art. 4.— La médaille d'honneur du Travail, échelon grand or, au titre de la promotion du 1er janvier 2001, est décernée aux personnes suivantes :

- 1 Mme Chene épouse Pihatarioe Thérèse, employée de la compagnie Air Tahiti ;
- 2 M. Dauphin Arsène, employé de la compagnie Air Tahiti ;
- 3 M. Henriou René, employé de la compagnie Air Tahiti ;
- 4 M. Mirot Lucien, employé de la compagnie Air Tahiti ;
- 5 M. Moua Alexandre, employé du centre océanologique du Pacifique ;
- 6 M. Tommasini Jean-Pierre, employé de la compagnie Air Tahiti.

Art. 5.— Le directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 février 2001.  
Jean ARIBAUD.



**ARRETE n° 36 ISLV du 20 mars 2001 annulant la délibération n° 12-2001 du 31 janvier 2001 du conseil municipal de Huahine.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, et notamment son article 20, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996, complétée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-609 du 5 juillet 1996 portant dispositions diverses relatives à l'outre-mer ;

Vu l'arrêté n° 287 DAF/PERS du 17 octobre 2000 portant délégation de signature à M. Christophe Tissot, chef de la subdivision administrative des îles Sous-le-Vent ;

Vu le code des communes applicable en Polynésie française et notamment ses articles L. 121-26 et L. 121-32 ;

Vu la délibération n° 12-2001 du 31 janvier 2001 autorisant l'entretien et la recharge des routes secondaires, des ruelles des quartiers populeux, des voies de pénétration et des voies d'accès aux ouvrages et infrastructures communaux ;

Vu la lettre d'observation n° 215 JMS/ISLV du 2 mars 2001 adressée par le chef de subdivision au maire ;

Vu l'absence de réponse à la lettre précitée dans le délai imparti de 15 jours ;

Considérant que la commune n'a pas à intervenir sur la voirie privée sans convention ;

Considérant que la délibération susvisée porte en partie sur un objet étranger aux attributions du conseil municipal,

Arrête :

Article 1er.— La délibération n° 12-2001 du 31 janvier 2001 du conseil municipal de Huahine "autorisant l'entretien et la recharge des routes secondaires, des ruelles des quartiers populeux, des voies de pénétration et des voies d'accès aux ouvrages et infrastructures communaux" est annulée.

Art. 2.— Le chef de la subdivision administrative et le maire de la commune de Huahine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et affiché à la mairie de Fare, et dans les mairies annexes de la commune de Huahine.

Fait à Papeete, le 20 mars 2001.

Pour le haut-commissaire,  
par délégation :

*Le chef de la subdivision administrative  
des îles Sous-le-Vent,  
Christophe TISSOT.*

**ARRETE n° 37 ISLV du 20 mars 2001 annulant la délibération n° 15-2001 du 23 février 2001 du conseil municipal de Huahine approuvant le dossier technique et sollicitant un financement de l'Etat pour la nouvelle architecture informatique de la commune.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, et notamment son article 20, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996, complétée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-609 du 5 juillet 1996 portant dispositions diverses relatives à l'outre-mer ;

Vu l'arrêté n° 287 DAF/PERS du 17 octobre 2000 portant délégation de signature à M. Christophe Tissot, chef de la subdivision administrative des îles Sous-le-Vent ;

Vu la délibération n° 15-2001 du 23 février 2001 du conseil municipal de Huahine approuvant le dossier technique et sollicitant un financement de l'Etat pour la nouvelle architecture informatique de la commune ;

Vu l'absence de transmission du dossier technique visé dans cette délibération ;

Vu l'absence de concordance entre cette délibération et les éléments chiffrés du dossier en possession de la subdivision administrative ;

Vu les échanges téléphoniques et par télécopie entre la subdivision et les services communaux ;

Considérant que le conseil municipal n'a pas pu valablement délibérer sur ce dossier, ni sur la valeur réelle de l'opération,

Arrête :

Article 1er.— La délibération n° 15-2001 du 23 février 2001 du conseil municipal de Huahine acceptant le principe de poser une nouvelle architecture informatique, approuvant le dossier technique et sollicitant un financement de l'Etat est annulée.

Art. 2.— M. le chef de la subdivision administrative et le maire de la commune de Huahine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et affiché à la mairie de Fare.

Fait à Papeete, le 20 mars 2001.

Pour le haut-commissaire,  
par délégation :

*Le chef de la subdivision administrative  
des îles Sous-le-Vent,  
Christophe TISSOT.*

**ARRETE n° 190 DAT du 3 avril 2001 fixant les taux de rémunération des interventions de la direction de l'assistance technique du haut-commissariat au profit des services de l'Etat et de ses établissements publics.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut de la Polynésie française, complétée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996 ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 mai 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté interministériel du 7 mars 1949 fixant les conditions générales d'intervention des fonctionnaires des ponts et chaussées pour le compte des collectivités et organismes divers, en application de la loi du 29 septembre 1948 ;

Considérant l'absence d'applicabilité des dispositions régissant les rémunérations des concours de service entre les différents services de l'Etat et ses établissements publics ;

Considérant la présence unique d'un service technique spécialisé dans le domaine du bâtiment pour les services de l'Etat et ses établissements publics ;

Considérant la nécessité d'une assistance technique auprès des représentants des ministères et responsables d'établissements publics pour la réalisation des travaux liés à leur patrimoine immobilier ;

Considérant que le haut-commissariat assure la maîtrise d'ouvrage pour le compte de l'Etat et ses ministères ;

Considérant la qualité d'ordonnateur secondaire du haut-commissaire de la République en Polynésie française pour l'ensemble des crédits de l'Etat ;

Sur proposition du secrétaire général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Les différentes prestations intellectuelles ou topographiques réalisées par la direction de l'assistance technique du haut-commissariat au bénéfice des services de l'Etat et de ses établissements publics feront l'objet d'une rémunération.

Art. 2.— Afin de tenir compte des conditions économiques de la Polynésie française, la rémunération due par les services de l'Etat et de ses établissements publics au titre des prestations intellectuelles ou topographiques réalisées par la direction de l'assistance technique du haut-commissariat est déterminée par l'application des taux mentionnés ci-dessous au coût prévisionnel de l'opération d'investissement :

Type de prestation	Domaine du bâtiment	Domaine de l'infrastructure
Mission complète de maîtrise d'œuvre	6 %	3 %
Mission partielle de maîtrise d'œuvre	3,5 %	2 %
Mission complète de conduite d'opération	1,2 %	
Mission partielle de conduite d'opération	1 %	
Journée de géomètre agréé sur le terrain	40.000 F CFP	

Art. 3.— Les rémunérations dues par les services de l'Etat et de ses établissements publics en raison des prestations intellectuelles ou topographiques réalisées par la direction de l'assistance technique du haut-commissariat font l'objet de titres de perception assignés sur la caisse du trésorier-payeur général de la Polynésie française.

Art. 4.— Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 avril 2001.  
Jean ARIBAUD.

**ARRETE n° 194 MAC du 4 avril 2001 portant modification des annuités d'emprunts prises en charge par le Fonds intercommunal de péréquation (F.I.P.) au titre de l'exercice 2001.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
officier de la Légion d'honneur,  
président du comité de gestion  
du Fonds intercommunal de péréquation,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 72-407 du 7 mai 1972 portant création de communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 72-408 du 7 mai 1972 portant création des subdivisions administratives dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 72-668 du 13 juillet 1972, modifié par le décret n° 79-127 du 13 février 1979 relatif à la composition et au fonctionnement du comité de gestion du Fonds intercommunal de péréquation, aux modalités d'élection des représentants des communes et de l'assemblée territoriale à ce comité, fixant les modalités suivant lesquelles le fonds assurera à chaque commune un minimum de ressources ;

Vu l'arrêté n° 742 du 7 juillet 1987 portant organisation des élections des représentants des communes au sein du comité de gestion du Fonds intercommunal de péréquation ;

Vu l'arrêté n° 359 MAC du 24 juillet 1998 portant désignation des représentants des communes au comité de gestion du Fonds intercommunal de péréquation pour la période du 1er août 1999 au 31 juillet 2000 ;

Vu l'arrêté n° 324 MAC du 2 juillet 1998 portant désignation des représentants de l'assemblée au comité de gestion du Fonds intercommunal de péréquation pour la période du 1er août 1999 au 31 juillet 2000 ;

Vu l'arrêté n° 147 MAC du 16 mars 2001 portant répartition des annuités d'emprunts versées par le Fonds intercommunal de péréquation (F.I.P.) aux communes de Polynésie française au titre de l'exercice 2001 ;

Vu les avis d'échéance au 30 avril 2001 de l'Agence française de développement,

Arrête :

Article 1er.— Les dotations attribuées par le Fonds intercommunal de péréquation en 2001 pour le remboursement des annuités d'emprunts sont modifiées comme suit :

Intérêts :  
au lieu de ..... 23.504.728 F CFP  
lire ..... 23.546.564 F CFP

Capital :  
au lieu de ..... 116.673.568 F CFP  
lire ..... 116.669.893 F CFP

Ces modifications, relatives aux emprunts constructions scolaires 1992 contractés auprès de l'Agence française de développement, figurent au tableau annexé au présent arrêté.

Art. 2.— Le secrétaire général de la Polynésie française, le trésorier-payeur général, les trésoriers et les maires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 avril 2001.

Pour le haut-commissaire,  
par délégation :

*Le secrétaire général  
de la Polynésie française,  
Christian MASSINON.*

Tableau modificatif des annuités d'emprunts constructions scolaires 1992 pris en charge par le F.I.P.  
(échéance au 30 avril 2001)

Subdi	Commune	Nature de l'emprunt	Référence emprunt	Montants initiaux			Nouveaux montants		
				Intérêts	Capital	Annuité totale	Intérêts	Capital	Annuité totale
IA	Rurutu	CS 92 AFD	CPF 1018 01 P	652.802	2.839.845	3.492.647	656.432	2.839.845	3.496.277
IA	Tubuai	CS 92 AFD	CPF 1024 01 L	5.931	63.927	69.858	9.650	60.252	69.902
IDV	Hitiaa O Te Ra	CS 92 AFD	CPF 1019 01 R	104.440	454.382	558.822	105.029	454.382	559.411
IDV	Punaauia	CS 92 AFD	CPF 1015 01 L	28.780	180.774	209.554	28.952	180.774	209.726
ISLV	Bora Bora	CS 92 AFD	CPF 1014 01 K	848.667	3.691.795	4.540.452	853.362	3.691.795	4.545.157
ISLV	Huahine	CS 92 AFD	CPF 1017 01 N	130.564	567.973	698.537	156.018	567.973	723.991
ISLV	Maupiti	CS 92 AFD	CPF 1027 01 P	26.124	113.591	139.715	26.258	113.591	139.849
ISLV	Tahaa	CS 92 AFD	CPF 1016 01 M	153.559	964.085	1.117.644	154.408	964.085	1.118.493
ISLV	Taputapuataea	CS 92 AFD	CPF 1022 01 J	365.568	1.590.309	1.955.877	367.601	1.590.309	1.957.910
ISLV	Tumaraa	CS 92 AFD	CPF 1020 01 G	26.124	113.591	139.715	26.258	113.591	139.849
TG	Puka Puka	CS 92 AFD	CPF 1021 01 H	78.353	340.773	419.126	78.770	340.773	419.543
Total				2.420.902	10.921.045	13.341.947	2.462.738	10.917.370	13.380.108

**ARRETE n° 1086 IDV du 5 avril 2001 déclarant nulle de plein droit la délibération n° 43-2001 du 23 février 2001 portant prise en charge des frais de transport de M. Pito Rémy.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996, complétée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi organique n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code des communes de Polynésie française et notamment les articles L. 412-49 et R. 412-118 ;

Vu le décret n° 70-544 du 19 juin 1970 portant délégation de pouvoirs et autorisant les délégués du gouvernement, dans certains territoires d'outre-mer, à déléguer leur signature ;

Vu l'arrêté n° 318 DAF/PERS du 20 novembre 2000 par lequel M. Jean Aribaud, haut-commissaire de la République en Polynésie française, a donné délégation de signature à

M. Marcel Renouf, chef de la subdivision administrative des îles du Vent ;

Vu la lettre n° 228 IDV du 2 février 2001 ;

Vu les articles L. 121-32 et L. 121-33 du code des communes de Polynésie française ;

Considérant que la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie a confié au territoire de la Polynésie française la compétence dans toutes les matières non dévolues à l'Etat par les dispositions de son article 6 ou aux communes par la législation applicable sur le territoire ;

Considérant que l'aide sociale est de la compétence du territoire de la Polynésie française ;

Considérant dès lors que la délibération n° 43-2001 du 23 février 2001 du conseil municipal de la commune de Hitia'a O Te Ra porte sur un objet étranger aux attributions du conseil municipal, la commune n'étant pas compétente pour prendre en charge les frais de rapatriement d'une personne se trouvant à l'étranger sans ressources, au titre de l'aide sociale ;

Considérant qu'en tout état de cause, il n'apparaît pas à l'instruction du dossier que la situation personnelle de M. Pito Rémy le place dans une situation justifiant l'intervention de la commune au titre de l'article L. 131-2 alinéa 6 du code des communes de Polynésie française,

## Arrête :

Article 1er.— La délibération n° 43-2001 du 23 février 2001 portant prise en charge des frais de transport de M. Pito Rémy est déclarée nulle de plein droit.

Art. 2.— MM. le chef de subdivision des îles du Vent et le maire de la commune de Hitia'a O Te Ra sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Papeete, le 5 avril 2001.  
Pour le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française  
et par délégation :  
*Le chef de la subdivision administrative  
des îles du Vent,*  
Marcel RENOUF.

**ARRETE n° 91 DAF/FIN du 6 avril 2001 portant concession de logement par nécessité de service au profit du gardien, agent de maison, de la résidence du haut-commissaire à Punaauia.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996, complétée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 64-250 du 14 mars 1964 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les départements et à la déconcentration administrative ;

Vu les articles R. 92 à R. 102 et en particulier l'article A. 91 du code du domaine de l'Etat disposant que les préfets sont délégataires permanents à l'effet de signer au nom du ministre des finances tous arrêtés portant concession de logement ;

Vu le décret du 9 octobre 1997 portant nomination de M. Jean Aribaud, haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu le décret n° 87-713 pris en application de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 fixant notamment la liste des charges incombant au locataire ;

Vu le décret n° 50-1248 du 6 octobre 1950 portant sur le régime des indemnités horaires pour travaux supplémentaires, et notamment son article 4, excluant le bénéfice de ces indemnités pour les personnels civils de l'Etat logés gratuitement dans des bâtiments lui appartenant ;

Vu l'avis du trésorier-payeur général, représentant le service des domaines de l'Etat sur le territoire, en date du 13 mars 2001 ;

Sur proposition du secrétaire général de la Polynésie française,

## Arrête :

Article 1er.— Est concédé par nécessité de service un fare situé sur le domaine de Punaauia, P.K. 18,5, côté mer (propriété de l'Etat, cadastrée section AK n° 2) au gardien, agent de maison, de la résidence du haut-commissaire.

Art. 2.— Ce fare de type F3 représente une surface habitable de l'ordre de 60 mètres carrés.

Art. 3.— La concession prend effet à compter du 1er mai 2001.

Elle est révocable de plein droit à tout moment et prendra fin, en tout état de cause, à la date où son bénéficiaire cessera de remplir les fonctions justifiant l'octroi de la concession.

Art. 4.— La concession comporte la gratuité du logement nu étendue à la fourniture de l'eau, de l'électricité et du gaz.

Art. 5.— Le bénéficiaire sera tenu de souscrire une police d'assurance pour couvrir sa responsabilité civile et les risques locatifs.

Art. 6.— Un état des lieux sera dressé contradictoirement lors de la prise de possession du logement et au départ du bénéficiaire.

Art. 7.— Toutes dispositions antérieures à celles du présent arrêté, prises à l'occasion de l'occupation du logement concédé sont abrogées.

Art. 8.— Le secrétaire général de la Polynésie française et le directeur de l'administration et des finances sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 avril 2001.  
Jean ARIBAUD.

**ARRETE n° 92 DAF/FIN du 6 avril 2001 portant concession de logement par nécessité de service au profit de l'intendant de la résidence du haut-commissaire à Papeete.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996, complétée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 64-250 du 14 mars 1964 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les départements et à la déconcentration administrative ;

Vu les articles R. 92 à R. 102 et en particulier l'article A. 91 du code du domaine de l'Etat disposant que les préfets sont délégataires permanents à l'effet de signer au nom du ministre des finances tous arrêtés portant concession de logement ;

Vu le décret du 9 octobre 1997 portant nomination de M. Jean Aribaud, haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu le décret n° 87-713 pris en application de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 fixant notamment la liste des charges incombant au locataire ;

Vu le décret n° 50-1248 du 6 octobre 1950 portant sur le régime des indemnités horaires pour travaux supplémentaires, et notamment son article 4, excluant le bénéfice de ces indemnités pour les personnels civils de l'Etat logés gratuitement dans des bâtiments lui appartenant ;

Vu l'avis du trésorier-payeur général, représentant le service des domaines de l'Etat sur le territoire, en date du 13 mars 2001 ;

Sur proposition du secrétaire général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Est concédé par nécessité de service un fare implanté dans les jardins de la résidence du haut-commissariat à Papeete (propriété de l'Etat, cadastrée section AE n° 9) aux fins de loger sur place l'intendant de la résidence.

Art. 2.— Ce fare de type F4 représente une surface habitable de l'ordre de 100 mètres carrés.

Art. 3.— La concession prend effet à compter du 1er mai 2001.

Elle est révocable de plein droit à tout moment et prendra fin, en tout état de cause, à la date où son bénéficiaire cessera de remplir les fonctions justifiant l'octroi de la concession.

Art. 4.— La concession comporte la gratuité du logement nu étendue à la fourniture de l'eau, de l'électricité et du gaz.

Art. 5.— Le bénéficiaire sera tenu de souscrire une police d'assurance pour couvrir sa responsabilité civile et les risques locatifs.

Art. 6.— Un état des lieux sera dressé contradictoirement lors de la prise de possession du logement et au départ du bénéficiaire.

Art. 7.— Toutes dispositions antérieures à celles du présent arrêté, prises à l'occasion de l'occupation du logement concédé sont abrogées.

Art. 8.— Le secrétaire général de la Polynésie française et le directeur de l'administration et des finances sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 avril 2001.  
Jean ARIBAUD.

**ARRETE n° 195 SATP du 6 avril 2001 annulant et remplaçant l'arrêté n° 127 SATP du 13 mars 2001 portant composition de la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps de maîtrise et d'application de la police du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi n° 48-1504 du 28 septembre 1948 relative au statut spécial des personnels de police ;

Vu la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création du corps des fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu les lois n° 96-312 et n° 96-313 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 68-20 du 5 janvier 1968 modifié portant application de la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 ;

Vu le décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires, modifié par le décret n° 84-955 du 25 octobre 1984, par le décret n° 95-184 du 22 février 1995, par le décret n° 96-247 du 20 février 1996 et par le décret n° 97-40 du 20 janvier 1997 ;

Vu le décret n° 97-640 du 31 mai 1997 modifiant le décret n° 95-654 du 9 mai 1995 fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires actifs des services de la police nationale ;

Vu le décret n° 97-642 du 31 mai 1997 modifiant le décret n° 95-657 du 9 mai 1995 portant statut particulier du corps de maîtrise et d'application de la police nationale ;

Vu l'arrêté n° 342 SATP du 3 mai 1996 du haut-commissaire de la République en Polynésie française portant création auprès du secrétaire général de la Polynésie française d'une commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps de maîtrise et d'application de la police du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 208 DAPN/RH/CR du 28 mai 1997 portant nomination de M. André Trouvé, commissaire divisionnaire, directeur de la sécurité publique en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 176 DAPN/RH/CR du 8 juin 2000 portant nomination de M. Thierry Martin, commissaire de police, en qualité de chef du service des renseignements généraux ;

Vu l'arrêté n° 947 DAPN/RH/PATS du 21 juillet 2000 portant nomination de M. David Trouchaud, attaché de police, en qualité de chef du service administratif et technique de la police à Papeete ;

Vu l'arrêté n° 274 DAPN/RH/CR du 3 août 2000 portant nomination de M. Pierre Bourlois, commissaire principal, en qualité de directeur territorial de la police aux frontières ;

Vu l'arrêté n° 447 SATP du 20 septembre 2000 modifiant l'arrêté n° 270 SATP du 22 mai 1998 portant composition de la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps de maîtrise et d'application de la police du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 6 octobre 2000 portant nomination de M. Christian Jouve, directeur de cabinet de M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 127 SATP du 13 mars 2001 portant composition de la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps de maîtrise et d'application de la police du C.E.A.P.F. ;

Vu le procès-verbal n° 348 SATP du 28 février 2001 relatif aux résultats du scrutin du 28 février 2001,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 127 SATP du 13 mars 2001 est annulé et remplacé comme suit.

Art. 2.— La commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps de maîtrise et d'application de la police du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française, est composée :

*Représentants de l'administration*

*Titulaires :*

- M. le secrétaire général de la Polynésie française ;
- M. le directeur de la sécurité publique en Polynésie française ;
- M. le directeur des renseignements généraux en Polynésie française ;
- M. le directeur territorial de la police aux frontières en Polynésie française.

*Suppléants :*

- le directeur de cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française ;
- le chef du service administratif et technique de la police à Papeete ;
- l'adjoint au directeur de la sécurité publique de Papeete ;
- l'adjoint au directeur de la D.T.P.A.F. en Polynésie française.

*Représentants du personnel*

*A - Grade de brigadier*

*Titulaires :*

- Yvan Ah Yun (S.N.P.T.) - D.S.P. Papeete ;
- Tihoni Tefaatau (S.N.P.T.) - D.S.P. Papeete.

*Suppléants :*

- Yvon Taero (S.N.P.T.) - D.S.P. Papeete ;
- Philippi Vahine (S.N.P.T.) - S.A.T.P. Papeete.

*B - Grade de gardien de la paix*

*Titulaires :*

- Gérald Toofa (S.N.P.T.) - D.T.P.A.F. Polynésie ;
- Antoine Ganivet (S.G.P.) - D.T.P.A.F. Polynésie.

*Suppléants :*

- Georges Williamu (S.N.P.T.) - D.S.P. Papeete ;
- Danielou Teaniniuraitemoana (S.G.P.) - D.S.P. Papeete.

Art. 3.— Le secrétaire général de la Polynésie française, le directeur de cabinet du haut-commissaire de la République, le chef du service administratif et technique de la police sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 avril 2001.  
Jean ARIBAUD.

**ARRETE n° 88 DAF/PERS du 6 avril 2001 fixant la liste des organisations syndicales aptes à désigner des représentants du personnel au sein du comité technique paritaire du haut-commissariat.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, complétée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996 ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création des corps des fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française, modifiée par la loi organique n° 95-173 du 20 février 1995 portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 modifié relatif aux comités techniques paritaires ;

Vu le décret n° 96-286 du 28 mars 1996 modifiant le décret n° 68-20 du 5 janvier 1968 fixant les conditions d'application de la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 modifiée relative à la création des corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française, et notamment l'article 7, titre II ;

Vu l'arrêté n° 38 DAF/PERS du 11 février 1998 portant création d'un comité technique paritaire auprès du secrétaire général de la Polynésie française compétent à l'égard des services du haut-commissariat ;

Vu l'arrêté n° 35 DAF/PERS du 12 février 2001 fixant la liste des organisations syndicales aptes à désigner des représentants du personnel au sein du comité technique paritaire du haut-commissariat ;

Vu l'arrêté n° 318 CM du 9 mars 2001 fixant la liste des syndicats ou unions de syndicats de salariés les plus représentatifs au niveau territorial ;

Vu les consultations auprès des organisations syndicales des 15 février et 7 mars 2001 et les propositions qu'elles ont effectuées ;

Vu la représentation des organisations syndicales au sein des commissions du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— Sont déclarées aptes à désigner des représentants du personnel au sein du comité technique paritaire du haut-commissariat, les organisations syndicales suivantes :

- la Confédération des syndicats des travailleurs de Polynésie/Force ouvrière (C.S.T.P./F.O.) ;

- la confédération Otahi ;
- la confédération A Tia I Mua.

Art. 2.— Il est attribué :

- 2 sièges de titulaires et 2 sièges de suppléants à la confédération C.S.T.P./F.O. ;
- 1 siège de titulaire et 1 siège de suppléant à la confédération Otahi ;
- 1 siège de titulaire et 1 siège de suppléant à la confédération A Tia I Mua.

Art. 3.— L'arrêté n° 35 DAF/PERS du 12 février 2001 fixant la liste des organisations syndicales aptes à désigner des représentants du personnel au sein du comité technique paritaire du haut-commissariat est abrogé.

Art. 4.— Le directeur de l'administration et des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 avril 2001.

Pour le haut-commissaire  
et par délégation :

*Le secrétaire général  
de la Polynésie française,*  
Christian MASSINON.

**ARRETE n° 93 DAF/PERS du 9 avril 2001 portant nomination des membres du comité technique paritaire institué auprès du secrétaire général de la Polynésie française compétent à l'égard des services du haut-commissariat.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, complétée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996 ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création des corps des fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française, modifiée par la loi organique n° 95-173 du 20 février 1995 portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 96-286 du 28 mars 1996 modifiant le décret n° 68-20 du 5 janvier 1968 fixant les conditions d'application de la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 modifiée relative à la création des corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 38 DAF/PERS du 11 février 1998 portant création d'un comité technique paritaire auprès du secrétaire général de la Polynésie française compétent à l'égard des services du haut-commissariat ;

Vu l'arrêté n° 88 DAF/PERS du 6 avril 2001 fixant la liste des organisations syndicales aptes à désigner des représentants du personnel au sein du comité technique paritaire du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— Sont nommés membres du comité technique paritaire institué auprès du secrétaire général de la Polynésie française compétent à l'égard des services du haut-commissariat :

#### 1° Représentants de l'administration

##### Membres titulaires :

- le haut-commissaire de la République en Polynésie française ;
- le secrétaire général de la Polynésie française ;
- le chef de la subdivision administrative des îles du Vent ;
- le directeur de l'administration et des finances.

##### Membres suppléants :

- le directeur du cabinet du haut-commissaire ;
- le chef de la subdivision administrative des îles Sous-le-Vent ;
- le chef de la subdivision administrative des îles Australes ;
- le chef du bureau du personnel.

#### 2° Représentants du personnel sur proposition des organisations syndicales

##### Représentants de la confédération C.S.T.P./F.O. :

- Titulaires : Teva Lagarde et Titaua Paofai ;
- Suppléantes : Léonne Révauld et Vaea Maout.

##### Représentants de la confédération Otahi :

- Titulaire : Aurore Degage ;
- Suppléante : Ahya-Elisabeth Ngo.

##### Représentants de la confédération syndicale A Tia I Mua :

- Titulaire : Pierre Heitaa ;
- Suppléant : Loulou Ihorai.

Art. 2.— La présidence du comité technique paritaire est assurée par le haut-commissaire ou en son absence par le secrétaire général.

Art. 3.— Le mandat des membres du comité technique paritaire est de 3 ans à compter de la publication du présent arrêté.

Art. 4.— L'arrêté n° 39 DAF/PERS du 11 février 1998 modifié portant nomination des membres du comité technique paritaire institué auprès du secrétaire général de la Polynésie française compétent à l'égard des services du haut-commissariat est abrogé.

Art. 5.— Le directeur de l'administration et des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 avril 2001.

Pour le haut-commissaire  
et par délégation :

*Le secrétaire général  
de la Polynésie française,*  
Christian MASSINON.

**Par arrêté n° 184 MASC** du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 2 avril 2001.— Le brevet d'Etat d'éducateur sportif du deuxième degré, option Taekwondo, est attribué à M. Sylvain Defaix, né le 6 novembre 1965 à Lyon, France, n° 984-2001-0002.

**Par arrêté n° 189 MIDCR** du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 3 avril 2001.— Le présent arrêté a pour objet de définir les modalités de financement, de versement et d'utilisation des crédits, d'un montant de 840.000 FF (128.057,17 euros) (15.281.286 F CFP), affectés au territoire de la Polynésie française pour la réalisation du projet "construction d'un modèle d'équilibre général calculable (M.E.G.C.)".

Cette opération, estimée à un montant global H.T.V.A. de 840.000 FF (128.057,17 euros) (15.281.286 F CFP), concerne la "construction d'un modèle d'équilibre général calculable (M.E.G.C.)".

L'utilisation de ces crédits devra correspondre à celle décrite dans le dossier technique et financier, transmis pour l'engagement de l'opération.

L'opération devra se réaliser selon le calendrier d'exécution suivant : 1 an à compter du démarrage de l'opération.

L'opération décrite ci-dessus s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- Etat, soit 100 %    840.000 FF (128.057,17 euros) (15.281.286 F CFP)

a) L'Etat s'engage à apporter son concours financier au territoire pour la réalisation de l'opération décrite ci-dessus, par imputation sur les disponibilités du chapitre 68-92, article 10, de la section territoriale du F.I.D.E.S.

Son calcul est établi sur les bases suivantes :

- montant de l'opération    840.000 FF (128.057,17 euros) (15.281.286 F CFP)
- montant subv. H.T.V.A.    840.000 FF (128.057,17 euros) (15.281.286 F CFP)
- taux    100 %
- montant de la subv.    840.000 FF (128.057,17 euros) (15.281.286 F CFP)

b) En tout état de cause, il est précisé que cette subvention revêt un caractère forfaitaire et non révisable :

- dans le cas où le coût effectif de l'opération serait supérieur au coût estimé ci-dessus, le montant du concours financier de l'Etat sera plafonné à hauteur du montant exprimé à l'alinéa a) ci-dessus ;
- si le coût définitif de l'opération est inférieur au coût estimé ci-dessus, le montant du concours financier de l'Etat sera plafonné à hauteur du coût réel de l'opération.

**Par arrêté n° 95 DAF/PERS** du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 10 avril 2001.— M. Jean Legrier, attaché de service administratif des services déconcentrés du ministère de la défense, mis à disposition du haut-commissariat de la République en Polynésie française, à compter du 2 avril 2001, est nommé chef de la mission des affaires économiques et des entreprises, au sein de la mission d'aide financière et de coopération régionale, à compter du 7 avril 2001.

## ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

### DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE OU DE LA COMMISSION PERMANENTE

**DELIBERATION n° 2001-43 APF du 19 avril 2001 modifiant la délibération n° 92-6 AT du 24 janvier 1992 prorogée instituant un régime fiscal temporaire d'exonération de droits et taxes à l'importation applicable aux établissements hôteliers classés.**

NOR : DDIO100502DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 90-85 AT du 30 août 1990 modifiée portant règlement de l'assemblée territoriale ;

Vu la délibération n° 92-167 AT du 13 octobre 1992 approuvant la transformation de la redevance d'aménagement touristique en "redevance de promotion touristique" et son affectation au G.I.E. Tahiti tourisme ;

Vu la délibération n° 2000-151 APF du 7 décembre 2000 approuvant le budget général du territoire pour l'exercice 2001, en son article 4 ;

Vu la délibération n° 2000-140 APF du 30 novembre 2000 définissant les catégories d'établissements d'hébergement de tourisme classés en Polynésie française et les conditions de leur agrément en cette qualité ;

Vu le code des douanes de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 12-2001 APF/SG du 12 mars 2001 portant ouverture de la session extraordinaire de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 13-2001 APF/SG du 16 mars 2001 modifiant et complétant l'arrêté n° 12-2001 APF/SG du 12 mars 2001 portant ouverture de la session extraordinaire de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 15-2001 APF/SG du 11 avril 2001 portant complément à l'ordre du jour de la session extraordinaire de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 436 CM du 3 avril 2001 soumettant deux projets de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;



Vu la lettre n° 389-2001 APF/SG du 11 avril 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 1848 du 17 avril 2001 de la commission de l'économie ;

Vu le rapport n° 38-2001 du 19 avril 2001 de l'assemblée de la Polynésie française ;

Dans sa séance du 19 avril 2001,

Adopte :

Article 1er.— L'article 8 de la délibération n° 92-6 AT du 24 janvier 1992 prorogée instituant un régime fiscal d'exonération de droits à l'importation applicable aux établissements hôteliers classés est remplacé par les nouvelles dispositions suivantes :

"Art. 8.— Il est institué un régime fiscal d'exonération de droits à l'importation applicable aux établissements d'hébergement de tourisme classés en application de la délibération n° 2000-140 APF du 30 novembre 2000 et à jour du paiement de la redevance de promotion touristique (R.P.T)."

Art. 2.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,  
Hilda CHALMONT.

Le président de séance,  
Robert TANSEAU.

**DELIBERATION n° 2001-44 APF du 19 avril 2001 modifiant la délibération n° 84-1048 AT du 28 décembre 1984 portant dispositions relatives à la redevance d'aménagement touristique (R.A.T.), transformée par la délibération n° 92-167 AT du 13 octobre 1992 en "redevance de promotion touristique (R.P.T)" affectée au G.I.E. Tahiti tourisme.**

NOR : DD0100503DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 90-85 AT du 30 août 1990 modifiée portant règlement de l'assemblée territoriale ;

Vu la délibération n° 84-1048 AT du 28 décembre 1984 portant modification des dispositions relatives à la redevance d'aménagement touristique (R.A.T) ;

Vu la délibération n° 92-167 AT du 13 octobre 1992 approuvant la transformation de la redevance d'aménagement touristique en "redevance de promotion touristique" et son affectation au G.I.E. Tahiti tourisme ;

Vu la délibération n° 92-6 AT du 24 janvier 1992 prorogée instituant un régime fiscal temporaire d'exonération des droits et taxes à l'importation, applicable aux établissements hôteliers classés ;

Vu la délibération n° 2000-140 APF du 30 novembre 2000 définissant les catégories d'établissements d'hébergement de tourisme classés en Polynésie française et les conditions de leur agrément en cette qualité ;

Vu l'arrêté n° 12-2001 APF/SG du 12 mars 2001 portant ouverture de la session extraordinaire de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 13-2001 APF/SG du 16 mars 2001 modifiant et complétant l'arrêté n° 12-2001 APF/SG du 12 mars 2001 portant ouverture de la session extraordinaire de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 15-2001 APF/SG du 11 avril 2001 portant complément à l'ordre du jour de la session extraordinaire de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 436 CM du 3 avril 2001 soumettant deux projets de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 389-2001 APF/SG du 11 avril 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu la lettre n° 2001 APF/SG du 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 1848 du 17 avril 2001 de la commission de l'économie ;

Vu le rapport n° 38-2001 du 19 avril 2001 de l'assemblée de la Polynésie française ;

Dans sa séance du 19 avril 2001,

Adopte :

Article 1er.— L'article 1er de la délibération n° 84-1048 AT du 28 décembre 1984 portant modification des dispositions relatives à la redevance d'aménagement touristique (transformée par la délibération n° 92-167 AT du 13 octobre 1992) en "redevance de promotion touristique (R.P.T)" est modifié comme suit :

Au lieu de : "établissements touristiques d'hébergement définis par la délibération n° 67-84 du 6 juillet 1967 instituant une nouvelle charte de l'hôtellerie de tourisme" ;

Lire : "hôtels et résidences de tourisme international relevant des dispositions du titre II de la délibération n° 2000-140 APF du 30 novembre 2000".

Art. 2.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,  
Hilda CHALMONT.

Le président de séance,  
Robert TANSEAU.

**DELIBERATION n° 2001-45 APF du 19 avril 2001 portant modification n° 3 du budget général du territoire, exercice 2001.**

NOR : FCC0100641DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2000-151 APF du 7 décembre 2000 approuvant le budget général du territoire pour l'exercice 2001 ;

Vu la délibération n° 2001-25 APF du 15 février 2001 portant modification n° 1 du budget général du territoire, exercice 2001 ;

Vu la délibération n° 2001-40 APF du 30 mars 2001 portant modification n° 2 du budget général du territoire, exercice 2001 ;

Vu l'arrêté n° 12-2001 APF/SG du 12 mars 2001 portant ouverture de la session extraordinaire de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 13-2001 APF/SG du 16 mars 2001 modifiant et complétant l'arrêté n° 12-2001 APF/SG du 12 mars 2001

portant ouverture de la session extraordinaire de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 15-2001 APF/SG du 11 avril 2001 portant complément à l'ordre du jour de la session extraordinaire de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 491 CM du 12 avril 2001 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 389-2001 APF/SG du 11 avril 2001 portant convocation des conseillers territoriaux en séance ;

Vu le rapport n° 1844 du 17 avril 2001 de la commission des finances ;

Vu le rapport n° 39-2001 du 19 avril 2001 de l'assemblée de la Polynésie française ;

Dans sa séance du 19 avril 2001,

Adopte :

Article 1er.— Les recettes ordinaires du budget du territoire pour l'exercice 2001 sont modifiées comme suit :

S-CHAP	ART	LIBELLE	EN +	EN -
943 02	737-017	ENSEIGNEMENT PRIMAIRE Participation de l'Etat (M. Education - PAEI)	14 166 000	
		<b>TOTAL CHAPITRE 943</b>	<b>14 166 000</b>	<b>0</b>
952 50	737-98	FONDS D'ACTION SOCIALE Part. du régime de solidarité territorial	20 000 000	
		<b>TOTAL CHAPITRE 952</b>	<b>20 000 000</b>	<b>0</b>
960 10	737-91	AUTRES INTERVENTIONS - SECTEUR ECONOMIE Part. du fonds de stabilisation des produits de première nécessité	20 000 000	
		<b>TOTAL CHAPITRE 960</b>	<b>20 000 000</b>	<b>0</b>
965 01	799	TRANSPORTS MARITIMES ET AERIENS Autres produits exceptionnels	12 000 000	
		<b>TOTAL CHAPITRE 965</b>	<b>12 000 000</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>			<b>66 166 000</b>	<b>0</b>
<b>SOLDE</b>			<b>66 166 000</b>	<b>0</b>

Art. 2.— Les dépenses ordinaires du budget du territoire pour l'exercice 2001 sont modifiées comme suit :

S-CIAP	ART	LIBELLE	EN +	EN -
943 02	639	ENSEIGNEMENT PRIMAIRE		
		Autres travaux et services extérieurs	14 166 000	
		<b>TOTAL CHAPITRE 943</b>	<b>14 166 000</b>	<b>0</b>
952 50	831-04	FONDS D'ACTION SOCIALE		
		Prélèvement pour autofinancement - Fonds d'action sociale	20 000 000	
		<b>TOTAL CHAPITRE 952</b>	<b>20 000 000</b>	<b>0</b>
960 10	639	AUTRES INTERVENTIONS - SECTEUR ECONOMIE		
	657-800	Autres travaux et services extérieurs		30 000
		Subv pour autres interventions économiques	20 000 000	
		<b>TOTAL CHAPITRE 960</b>	<b>20 000 000</b>	<b>30 000</b>
965 01	699	TRANSPORTS MARITIMES ET AERIENS		
		Autres charges exceptionnelles	12 000 000	
		<b>TOTAL CHAPITRE 965</b>	<b>12 000 000</b>	<b>0</b>
966 10	639	AUTRES INTERVENTIONS - SECTEUR COMMUNICATIONS		
		Autres travaux et services extérieurs	14 279 000	
		<b>TOTAL CHAPITRE 966</b>	<b>14 279 000</b>	<b>0</b>
970	831-02	CHARGES ET PRODUITS NON AFFECTES		
		Prélèvement pour autofinancement		14 249 000
		<b>TOTAL CHAPITRE 970</b>	<b>0</b>	<b>14 249 000</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>			<b>80 445 000</b>	<b>14 279 000</b>
<b>SOLDE</b>			<b>66 166 000</b>	

Art. 3.— Sont autorisées les créations de postes figurant dans l'annexe 1 jointe.

### Annexe 1

#### LISTE DES CREATIONS DE POSTES COLLECTIF N° 3/2001

Imputation	Service	Nbre	Statut	Cat	Intitulé de poste
------------	---------	------	--------	-----	-------------------

#### MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA RECHERCHE

	<b>Service de soins psychiatriques pour enfants et adolescents</b> Centre d'accueil thérapeutique de jour	1	TT	A	Psychologue
		1	TT	B	Orthophoniste
		1	TT	B	Educateur spécialisé
		1	TT	B	Secrétaire
		2	TT	D	Femme de service
	Centre de crise	2	TT	A	Pédopsychiatre
		1	TT	A	Psychologue
		7	TT	B	Infirmier
		1	TT	B	Infirmier cadre surveillant
		6	TT	C	Aide soignant
		1	TT	C	Secrétaire
		2	TT	D	Gardien vigile
	<b>TOTAL MSR</b>	<b>26</b>			

Légende : TT Agent relevant de la fonction publique territoriale.

Art. 4.— Les recettes extraordinaires du budget du territoire pour l'exercice 2001 sont modifiées comme suit :

CHAP	ART	LIBELLE	EN +	EN -
900	115-04	BATIMENTS ADMINISTRATIFS Prélèvement sur la section de fonctionnement - Fonds d'action sociale <b>TOTAL CHAPITRE 900</b>	20 000 000 20 000 000	0
902	105-114	RESEAUX TERRITORIAUX Participation de l'Etat (Ministère de l'environnement) <b>TOTAL CHAPITRE 902</b>	75 200 000 75 200 000	0
903	105-109 230	EQUIPEMENT SCOLAIRE ET CULTUREL Participation de l'Etat (contrat de développement) Travaux neufs <b>TOTAL CHAPITRE 903</b>	650 000 000 7 258 000 657 258 000	0
925	254	MOUVEMENTS FINANCIERS Avances à des tiers <b>TOTAL CHAPITRE 925</b>	250 000 000 250 000 000	0
927	115-00 169-90	FINANCEMENT COMPLEMENTAIRE SECTION D'INVEST. Prélèvement sur la section de fonctionnement Enveloppe globale d'emprunts - Budget général <b>TOTAL CHAPITRE 927</b>	1 410 000 000 1 410 000 000	14 249 000 14 249 000
TOTAL GENERAL.....			2 412 458 000	14 249 000
SOLDE.....			2 398 209 000	

Art. 5.— Les autorisations de programme votées au budget du territoire pour l'exercice 2001 sont modifiées comme suit :

CHAP	O. P.	LIBELLE	EN +	EN -
900	1.1999	BATIMENTS ADMINISTRATIFS Matériel et mobilier de bureau - Quartier Broche <b>TOTAL CHAPITRE 900</b>	45 000 000 45 000 000	0
901	19.2000	VOIRIE TERRITORIALE Elargissement du pont de l'Uranie - Papeete <b>TOTAL CHAPITRE 901</b>	20 000 000 20 000 000	0
903	24.1996	EQUIPEMENT SCOLAIRE ET CULTUREL Construction des lycées et collèges (CD11.01.00) Terrain de foot-ball Hanavavac <b>TOTAL CHAPITRE 903</b>	3 830 000 10 000 000 13 830 000	0
904	49.2001	EQUIPEMENT SANITAIRE ET SOCIAL Véhicules techniques du service de santé <b>TOTAL CHAPITRE 904</b>	4 000 000 4 000 000	0
905	113.1994	TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS Grosses réparations de pistes aéronautiques (CD09.02.04) <b>TOTAL CHAPITRE 905</b>	13 000 000 13 000 000	0
906	142.1999	SERVICES ECONOMIQUES AUTRES QUE TRANSPORTS Etude - mise en place schéma d'urbanisme commercial Tahiti <b>TOTAL CHAPITRE 906</b>	30 000 30 000	0
914	94.1996	PROGRAMMES POUR AUTRES TIERS Participation au capital des sociétés <b>TOTAL CHAPITRE 914</b>	170 000 000 170 000 000	0
TOTAL GENERAL.....			265 860 000	0
SOLDE.....			265 860 000	

Art. 6.— Les crédits de paiement votés au titre des dépenses en capital du budget du territoire pour l'exercice 2001 sont modifiés comme suit :

CHAP	LIBELLE	EN +	EN -
900	BATIMENTS ADMINISTRATIFS	205 271 000	
901	VOIRIE TERRITORIALE	1 300 000 000	
902	RESEAUX TERRITORIAUX	75 200 000	
903	EQUIPEMENT SCOLAIRE ET CULTUREL	667 258 000	
904	EQUIPEMENT SANITAIRE ET SOCIAL	234 000 000	
905	TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	96 950 000	
906	SCES ECONOMIQUES AUTRES QUE TRANSPORTS	30 000	
909	AUTRES EQUIPEMENTS	160 000 000	
911	PROGRAMMES POUR LES ETABLISSEMENTS TERRITORIAUX		238 500 000
912	PROGRAMMES COMMUNES, SYNDICATS COMMUNES ETC...		340 000 000
914	PROGRAMME POUR AUTRES TIERS	238 000 000	
TOTAL GENERAL.....		2 976 709 000	578 500 000
SOLDE.....		2 398 209 000	

Art. 7.— La délibération n° 97-97 APF du 29 mai 1997 portant création d'un fonds de stabilisation des prix des produits de première nécessité soumis à une procédure d'appel d'offres est complétée comme suit :

A l'article 2 : "Pour l'année 2001, ce compte a également pour objet de financer partiellement le budget général du territoire."

A l'article 4 : "Pour l'année 2001, les dépenses du fonds sont également constituées par un versement de 20 millions de F CFP au budget général du territoire."

Art. 8.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,  
Hilda CHALMONT.

Le président de séance,  
Robert TANSEAU.

**DELIBERATION n° 2001-46 APF du 19 avril 2001  
portant modification du code des impôts.**

NOR : SCD0100559DL

L'Assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 90-85 AT du 30 août 1990 modifiée portant règlement de l'assemblée territoriale ;

Vu le code des impôts ;

Vu l'arrêté n° 12-2001 APF/SG du 12 mars 2001 portant ouverture de la session extraordinaire de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 13-2001 APF/SG du 16 mars 2001 modifiant et complétant l'arrêté n° 12-2001 APF/SG du 12 mars 2001 portant ouverture de la session extraordinaire de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 15-2001 APF/SG du 11 avril 2001 portant complément à l'ordre du jour de la session extraordinaire de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 470 CM du 10 avril 2001 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 389-2001 APF/SG du 11 avril 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 1849 du 17 avril 2001 de la commission de l'économie ;

Vu le rapport n° 40-2001 du 19 avril 2001 de l'assemblée de la Polynésie française ;

Dans sa séance du 19 avril 2001,

Adopte :

Article 1er.— Le code des impôts est modifié et complété comme suit :

1° A la première phrase du 1er alinéa de l'article 115-1-1, ajouter après : "100 millions de francs" les mots : ", ou dans un projet d'amélioration d'immeuble d'un coût total égal ou supérieur à 30 millions de francs,"

2° Abroger le deuxième alinéa de l'article 115-1-1.

3° Au troisième alinéa de l'article 115-1-1, remplacer la phrase : "L'achèvement de ces travaux doit intervenir avant le 31 décembre 2001" par la phrase : "L'achèvement de ces travaux doit intervenir avant le 31 décembre 2003."

4° Au premier tiret du sixième alinéa de l'article 115-1-1, après la mention : "ladite société," ajouter la mention rédigée comme suit : "le financement étant réputé effectué à la date de libération du capital".

5° Remplacer le huitième alinéa de l'article 115-1-1 par un nouvel alinéa rédigé comme suit :

“Ce crédit d'impôt s'élève à :

- 40 % pour la réalisation et l'aménagement de parkings aériens dont le financement intervient avant le 31 décembre 2003 ;
- 60 % pour la réalisation et l'aménagement de parkings souterrains dont le financement intervient avant le 31 décembre 2003.”

6° Remplacer le dernier alinéa de l'article 115-1-1, par un alinéa rédigé comme suit :

“Lors de la restitution des immeubles acquis, des actions ou parts émises à l'occasion de l'opération qui a ouvert droit au crédit d'impôt, la perte subie par le souscripteur n'est pas admise au titre des charges déductibles de l'exercice. En contrepartie, le produit obtenu par la société promotrice n'est pas soumis à l'impôt.”

7° Au premier alinéa de l'article 115-1-2, remplacer la mention : “d'un crédit d'impôt de 50 %” par la mention : “d'un crédit d'impôt de 60%” et ajouter après la mention : “200 millions de francs”, une mention rédigée comme suit : “, la valeur du terrain n'étant pas prise en compte.”

8° Le deuxième alinéa de l'article 115-1-2 est remplacé par un nouvel alinéa rédigé comme suit :

“L'investissement ouvrant droit à crédit d'impôt comprend le terrain, la construction, l'installation, les agencements et les matériels concourant à l'exploitation, mais ne comprend ni les matériels roulants ou de loisir ni le mobilier. Par ailleurs, le projet devra faire l'objet d'une demande de permis de construire déposée avant le 31 décembre 2001.”

9° Au troisième alinéa de l'article 115-1-2, remplacer la mention : “l'achèvement de travaux de rénovation devant intervenir avant le 31 décembre 2001” par la mention : “l'achèvement des travaux de rénovation devant intervenir avant le 31 décembre 2003.”

10° Au troisième alinéa de l'article 115-1-2, après la mention : “200 millions de francs”, insérer la mention : “, la valeur du terrain n'étant pas prise en compte.”

11° Remplacer la première phrase du quatrième alinéa de l'article 115-1-2, par une phrase rédigée comme suit : “L'investissement ouvrant droit à crédit d'impôt comprend le terrain, la construction, l'installation, les agencements et les matériels concourant à l'exploitation, mais ne comprend ni les matériels roulants ou de loisir ni le mobilier.”

12° Supprimer le cinquième et le sixième alinéa de l'article 115-1-2.

13° Au huitième alinéa de l'article 115-1-2, après la mention : “ladite société ;”, ajouter une mention rédigée comme suit : “le financement étant réputé effectué à la date de libération du capital ou à la date de versement effectif des fonds”.

14° Remplacer le dernier alinéa de l'article 115-1-2 par un alinéa rédigé comme suit :

“Lors de la restitution des actions ou parts émises et des apports effectués à l'occasion de l'opération qui a ouvert droit au crédit d'impôt, la perte subie par le souscripteur n'est pas admise au titre des charges déductibles de l'exercice. En contrepartie, le produit obtenu par la société promotrice n'est pas soumis à l'impôt.”

15° A la première phrase du 1er alinéa de l'article 184-2, ajouter après : “100 millions de francs” les mots : “, ou dans un projet d'amélioration d'immeuble d'un coût total égal ou supérieur à 30 millions de francs.”

16° Abroger le deuxième alinéa de l'article 184-2.

17° Au troisième alinéa de l'article 184-2, remplacer la phrase : “L'achèvement de ces travaux doit intervenir avant le 31 décembre 2001.” par la phrase “L'achèvement de ces travaux doit intervenir avant le 31 décembre 2003.”

18° Au cinquième alinéa de l'article 184-2, après la mention : “ladite société ;”, ajouter une mention rédigée comme suit : “le financement étant réputé effectué à la date de libération du capital”.

19° Remplacer le septième alinéa de l'article 184-2 par un nouvel alinéa rédigé comme suit :

“Ce crédit d'impôt s'élève à :

- 40 % pour la réalisation et l'aménagement de parkings aériens dont le financement intervient avant le 31 décembre 2003 ;
- 60 % pour la réalisation et l'aménagement de parkings souterrains dont le financement intervient avant le 31 décembre 2003.”

20° Remplacer le dernier alinéa de l'article 184-2 par un alinéa rédigé comme suit :

“Lors de la restitution des immeubles acquis, des actions ou parts émises à l'occasion de l'opération qui a ouvert droit au crédit d'impôt, la perte subie par le souscripteur n'est pas admise au titre des charges déductibles de l'exercice. En contrepartie, le produit obtenu par la société promotrice n'est pas soumis à l'impôt.”

21° Au premier alinéa de l'article 184-3, remplacer la mention : “d'un crédit d'impôt de 50%” par la mention : “d'un crédit d'impôt de 60 %” et ajouter après la mention : “200 millions de francs”, une mention rédigée comme suit : “, la valeur du terrain n'étant pas prise en compte.”

22° Le deuxième alinéa de l'article 184-3 est remplacé par un nouvel alinéa rédigé comme suit :

“L'investissement ouvrant droit à crédit d'impôt comprend le terrain, la construction, l'installation, les agencements et les matériels concourant à l'exploitation, mais ne comprend ni les matériels roulants ou de loisir ni le mobilier. Par ailleurs, le projet devra faire l'objet d'une demande de permis de construire déposée avant le 31 décembre 2001.”

23° Au troisième alinéa de l'article 184-3, remplacer la mention : “l'achèvement de travaux de rénovation devant intervenir avant le 31 décembre 2001.” par la mention : “l'achèvement des travaux de rénovation devant intervenir avant le 31 décembre 2003.”

24° Au troisième alinéa de l'article 184-3, après la mention : “200 millions de francs” insérer la mention : “, la valeur du terrain n'étant pas prise en compte.”

25° Au troisième alinéa de l'article 184-3, remplacer la phrase : “Pour la détermination du montant de 200 millions de francs, la valeur du terrain n'est pas prise en compte.” par une phrase rédigée comme suit : “L'investissement ouvrant droit à crédit d'impôt comprend le terrain, la construction, l'installation, les agencements et les matériels concourant à l'exploitation, mais ne comprend ni les matériels roulants ou de loisir ni le mobilier.”

26° Supprimer le quatrième et le cinquième alinéa de l'article 184-3.

27° Au septième alinéa de l'article 184-3, après la mention : “ladite société ;”, ajouter une mention rédigée comme suit : “le financement étant réputé effectué à la date de libération du capital ou à la date de versement effectif des fonds”.

28° Remplacer le dernier alinéa de l'article 184-3 par un alinéa rédigé comme suit :

“Lors de la restitution des actions ou parts émises et des apports effectués à l'occasion de l'opération qui a ouvert droit au crédit d'impôt, la perte subie par le souscripteur n'est pas admise au titre des charges déductibles de l'exercice. En contrepartie, le produit obtenu par la société promotrice n'est pas soumis à l'impôt.”

Art. 2.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,  
Hilda CHALMONT.

Le président de séance,  
Robert TANSEAU.

**DELIBERATION n° 2001-47 APF du 19 avril 2001  
relative à la délivrance des actes de justice.**

NOR : SAA0100454DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 90-85 AT du 30 août 1990 modifiée portant règlement de l'assemblée territoriale ;

Vu l'arrêté du 15 novembre 1873 relatif à la formalité de l'enregistrement dans les Etablissements français de l'Océanie et les Etats du protectorat des îles de la Société et les textes subséquents ;

Vu le code de procédure civile ;

Vu la délibération n° 88-1 AT du 28 janvier 1988 approuvant le budget du territoire pour l'exercice 1988 ;

Vu l'arrêté n° 367 CM du 20 mars 2001 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 13-2001 APF/SG du 16 mars 2001 modifiant et complétant l'arrêté n° 12-2001 APF/SG du 12 mars 2001 portant ouverture de la session extraordinaire de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 14-2001 APF/SG du 23 mars 2001 portant complément de l'ordre du jour de la session extraordinaire de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 15-2001 APF/SG du 11 avril 2001 portant complément à l'ordre du jour de la session extraordinaire de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 389-2001 APF/SG du 11 avril 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 1841 du 17 avril 2001 de la commission des affaires administratives, du statut et des lois ;

Vu le rapport n° 41-2001 du 19 avril 2001 de l'assemblée de la Polynésie française ;

Dans sa séance du 19 avril 2001,

Adopte :

Article 1er.— Les actes de justice émanant des tribunaux civils et administratifs siégeant en Polynésie française sont délivrés dans les conditions prévues par la présente délibération.

Art. 2.— Une copie certifiée conforme, un extrait ou un certificat ainsi que, s'il y a lieu, une copie certifiée conforme revêtue de la formule exécutoire, sont délivrés gratuitement à chacune des parties concernées pour toute décision rendue par les juridictions civile et administrative et pour tout acte établi par leur secrétariat.

Art. 3.— Sauf lorsqu'elles donnent ouverture à un droit proportionnel ou progressif, les décisions des juridictions civile et administrative sont dispensées de la formalité d'enregistrement.

Les décisions qui donnent lieu à perception de droits doivent être enregistrées dans un délai d'un mois. Ce délai est toutefois porté à :

- 2 mois pour les actes rendus à Maïao et aux îles Sous-le-Vent ;
- 3 mois pour ceux rendus dans les circonscriptions administratives des Tuamotu-Gambier, des Australes et des Marquises.

Art. 4.— En matière civile et administrative, les actes de procédure, y compris les actes des techniciens nommés en justice, ne sont pas soumis au droit de timbre.

Art. 5.— Les actes des secrétariats des juridictions civile et administrative sont dispensés d'enregistrement.

Art. 6.— Les actes d'huissier de justice accomplis en application des règles de procédure se rattachant directement à une instance ou à l'exécution d'une décision de justice sont dispensés d'enregistrement.

Art. 7.— Sous réserve des dispositions de l'article 2, il est institué un droit de timbre de *mille francs CFP* (1.000 F CFP) pour la délivrance par le secrétariat de la juridiction de toute expédition ou copie d'un acte ou d'une décision en matière civile ou administrative.

Les autorités judiciaires et administratives, les communes ou leurs groupements, ainsi que les établissements publics sont dispensés du paiement du droit de timbre prévu à l'alinéa précédent.

Art. 8.— Sont abrogées :

- la délibération n° 2000-71 APF du 22 juin 2000 relative à la délivrance des actes de justice ;
- les dispositions antérieures contraires, notamment les articles 5 à 11 de la délibération n° 88-1 AT du 28 janvier 1988 ;
- la délibération n° 63-39 du 16 mai 1963 modifiée fixant en Polynésie française le tarif des greffiers en matière civile et commerciale.

Art. 9.— Les décisions de justice exonérées de droit d'enregistrement et de timbre par l'article 3 de la délibération n° 2000-71 APF précitée, qui n'ont à la date de publication de la présente délibération fait l'objet d'aucune formalité d'enregistrement, sont dispensées de cette formalité.

Art. 10.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,  
Hilda CHALMONT.

Le président de séance,  
Robert TANSEAU.

**DELIBERATION n° 2001-48 APF du 19 avril 2001 portant  
modification du tableau relatif à l'échelonnement indiciaire des emplois fonctionnels annexé à la délibération n° 96-177 APF du 19 décembre 1996 modifiée relative aux agents publics occupant des emplois fonctionnels ou rémunérés par rapport à la grille des emplois fonctionnels.**

NOR : PEL0100475DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 96-177 APF du 19 décembre 1996 modifiée relative aux agents publics occupant des emplois fonctionnels ou rémunérés par rapport à la grille des emplois fonctionnels ;

Vu l'arrêté n° 411 CM du 28 mars 2001 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 13-2001 APF/SG du 16 mars 2001 modifiant et complétant l'arrêté n° 12-2001 APF/SG du 12 mars 2001 portant ouverture de la session extraordinaire de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 14-2001 APF/SG du 23 mars 2001 portant complément de l'ordre du jour de la session extraordinaire de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 15-2001 APF/SG du 11 avril 2001 portant complément à l'ordre du jour de la session extraordinaire de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 389-2001 APF/SG du 11 avril 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 1843 du 17 avril 2001 de la commission des affaires administratives, du statut et des lois ;

Vu le rapport n° 42-2001 du 19 avril 2001 de l'assemblée de la Polynésie française ;

Dans sa séance du 19 avril 2001,

Adopte :

Article 1er.— Le tableau relatif à l'échelonnement indiciaire des emplois fonctionnels annexé à la délibération n° 96-177 APF du 19 décembre 1996 modifiée relative aux agents publics occupant des emplois fonctionnels ou rémunérés par rapport à la grille des emplois fonctionnels est modifié comme suit :

ANNEXE - ECHELONNEMENT INDICIAIRE							
Groupe	Chevron 1	Chevron 2	Chevron 3	Chevron 4	Chevron 5	Chevron 6	Chevron 7
0	indice 330	indice 350	indice 370	indice 390	indice 410	indice 440	indice 470
1	indice 500	indice 530	indice 560	indice 590	indice 620	indice 650	indice 680
2	indice 710	indice 740	indice 770	indice 800	indice 830	indice 860	indice 890
3	indice 920	indice 950	indice 980	indice 1010	indice 1040	indice 1070	indice 1100
4	indice 1150	indice 1200	indice 1250	indice 1300	indice 1350		
5	indice 1400	indice 1450	indice 1500	indice 1550	indice 1600		
6	indice 1650	indice 1700	indice 1750	indice 1800			

Art. 2.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,  
Hilda CHALMONT.

Le président de séance,  
Robert TANSEAU.

**DELIBERATION n° 2001-49 APF du 19 avril 2001 modifiant la délibération n° 80-106 du 22 août 1980 modifiée portant création d'un établissement public territorial dénommé "Office territorial d'équipements sportifs et socio-éducatifs".**

NOR : SJSD100513DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 90-85 AT du 30 août 1990 modifiée portant règlement de l'assemblée territoriale ;

Vu la délibération n° 80-106 du 22 août 1980 modifiée portant création d'un établissement public territorial dénommé "Office territorial d'équipements sportifs et socio-éducatifs" ;

Vu l'arrêté n° 418 CM du 2 avril 2001 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 13-2001 APF/SG du 16 mars 2001 modifiant et complétant l'arrêté n° 12-2001 APF/SG du 12 mars 2001 portant ouverture de la session extraordinaire de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 14-2001 APF/SG du 23 mars 2001 portant complément de l'ordre du jour de la session extraordinaire de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 15-2001 APF/SG du 11 avril 2001 portant complément à l'ordre du jour de la session extraordinaire de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 389-2001 APF/SG du 11 avril 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 1842 du 17 avril 2001 de la commission des affaires administratives, du statut et des lois ;

Vu le rapport n° 43-2001 du 19 avril 2001 de l'assemblée de la Polynésie française ;

Dans sa séance du 19 avril 2001,

Adopte :

Article 1er.— L'article 2 de la délibération n° 80-106 du 22 août 1980 modifiée, susvisée, est complété comme suit :

« d'apporter une assistance technique et logistique aux grandes manifestations sportives d'intérêt territorial et plus généralement à toutes organisations sportives ou de jeunesse. »

Art. 2.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,  
Hilda CHALMONT.

Le président de séance,  
Robert TANSEAU.

**DELIBERATION n° 2001-50 APF du 19 avril 2001 relative à la modification de la délibération n° 92-176 AT du 20 octobre 1992 modifiée relative aux garanties de techniques et de sécurité dans les clubs, centres, écoles, organismes de plongée subaquatique sportive et de loisir en Polynésie française.**

NOR : SJSD100399DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;



Vu la délibération n° 90-85 AT du 30 août 1990 modifiée portant règlement de l'assemblée territoriale ;

Vu la délibération n° 92-176 AT du 20 octobre 1992 relative aux garanties de techniques et de sécurité dans les clubs, centres, écoles, organismes de plongée subaquatique sportive et de loisir en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 97-2 APF du 4 février 1997 modifiant la délibération n° 92-176 AT du 20 octobre 1992 relative aux garanties de techniques et de sécurité dans les clubs, centres, écoles, organismes de plongée subaquatique sportive et de loisir en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 99-77 APF du 11 mai 1999 modifiant la délibération n° 92-176 AT du 20 octobre 1992 modifiée relative aux garanties de techniques et de sécurité dans les clubs, centres, écoles, organismes de plongée subaquatique sportive et de loisir en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 412 CM du 29 mars 2001 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 12-2001 APF/SG du 12 mars 2001 portant ouverture de la session extraordinaire de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 13-2001 APF/SG du 16 mars 2001 modifiant et complétant l'arrêté n° 12-2001 APF/SG du 12 mars 2001 portant ouverture de la session extraordinaire de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 15-2001 APF/SG du 11 avril 2001 portant complément à l'ordre du jour de la session extraordinaire de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 389-2001 APF/SG du 11 avril 2001 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 1840 du 17 avril 2001 de la commission des affaires sociales ;

Vu le rapport n° 44-2001 du 19 avril 2001 de l'assemblée de la Polynésie française ;

Dans sa séance du 19 avril 2001,

Adopte :

Article 1er.— L'article 22 de la délibération n° 92-176 AT susvisée est remplacé par les dispositions suivantes :

"Art. 22.— Dans les établissements de plongée à vocation touristique, les moniteurs de plongée, non titulaires du brevet d'Etat d'éducateur sportif (B.E.E.S.) option plongée subaquatique, mais possédant une compétence personnelle propre à justifier leur embauche dans cette discipline et sollicités pour un emploi spécifique, peuvent enseigner contre rémunération par dérogation accordée par le Président du gouvernement de Polynésie française.

L'emploi spécifique est celui qui, non pourvu par un moniteur diplômé d'Etat, exige des affinités techniques, pédagogiques et culturelles avec le public touristique ciblé.

1° Le Président du gouvernement de la Polynésie française peut délivrer, à titre dérogatoire et temporaire, après avis de la commission créée au présent article (4°), une autorisation temporaire d'exercer à des personnes particuliè-

rement qualifiées qui ont manifesté leur aptitude aux fonctions postulées.

L'autorisation d'exercer est délivrée pour une durée de deux ans renouvelable.

La demande doit être motivée et conforme au formulaire de demande d'autorisation temporaire d'exercer, annexé à la présente délibération.

La demande de renouvellement doit être adressée au service chargé des sports trois mois avant la date d'expiration.

2° Seuls les établissements de plongée à vocation touristique déclarés auprès du service chargé des sports peuvent accueillir les moniteurs ayant reçu une autorisation temporaire d'exercer.

L'autorisation temporaire d'exercer n'a de validité qu'au sein de l'exploitation support de la demande.

3° L'autorisation temporaire d'exercer confère à son titulaire des prérogatives d'encadrement proposées par la commission créée au présent article (4°).

4° Il est créé une commission consultative de la plongée subaquatique de loisir, dont l'objet est de donner un avis sur toute demande de dérogation.

Cet avis portera tant sur l'opportunité de la demande que sur les compétences du moniteur concerné.

Cette commission est composée comme suit :

- le chef du service chargé des sports ou son représentant, président de la commission ;
- le chef du service chargé de l'emploi ou son représentant ;
- le chef du service chargé des aménagements et des activités touristiques ou son représentant ;
- le représentant de l'organisation professionnelle regroupant des centres de plongée à vocation touristique la plus représentative en Polynésie française ;
- le représentant de chacune des deux organisations professionnelles de moniteurs de plongée les plus représentatives en Polynésie française ;
- une personne désignée pour ses compétences dans le domaine de la plongée subaquatique de loisir.

Le membre visé au dernier tiret est nommé par arrêté du Président du gouvernement pour une durée de deux ans renouvelable.

La commission ne peut valablement délibérer que si la moitié au moins de ses membres est présente.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Les membres de la commission sont convoqués par son président, au moins huit jours avant la date de réunion.

Le secrétariat de la commission est assuré par le service chargé des sports.

Ladite commission sera chargée, lors de ses premières réunions, de définir un règlement intérieur.

5° L'autorisation d'exercer peut être retirée à son titulaire dès qu'il cesse de satisfaire aux conditions de sa délivrance."

Cachet de la structure d'accueil :

**ANNEXE 1 : (Nouveau tableau)**

Niveau de pratique des plongeurs et de l'encadrement. Prerogatives des différents brevets et attestations de plongée.

Niveau		<i>F.F.E.S.S.M.</i>	<i>F.S.G.T.</i>	<i>S.N.M.P.</i>	<i>A.N.M.P.</i>	<i>C.M.A.S.</i>	<i>P.A.D.I., N.A.U.I., S.S.I.</i>	<i>Autres</i>
P L O N G E U R S	N1	B.E.	B.E.	N1	N1	1 étoile	Open water diver Advanced Open water diver Rescue diver	Tout brevet délivré par un organisme non mentionné à l'article 3 et non membre de la C.M.A.S.
	N2	Pl.Aut.N2	1er échelon	N2	N2	2 étoiles		
	N3	Pl.Aut.N3	Pl.Aut.	N3	N3	3 étoiles	Master scuba diver Dive Master Open Water Scuba Instructor	
	N4	Pl.Aut.N4 Cap.	2ème échelon	Cap.N4	N4	4 étoiles		
	N5	N5	N5	N5				

<i>Enseignant bénévole</i>							<i>Enseignant rémunéré</i>	
		<i>F.F.E.S.S.M.</i>	<i>F.S.G.T.</i>	<i>S.N.M.P.</i>	<i>A.N.M.P.</i>	<i>C.M.A.S.</i>	<i>Attestation temporaire d'exercer</i>	<i>Etat</i>
E N C A D R E M E N T	N 1	Initiateur	Stagiaire pédagogique					
	N 2	Initiateur+CAP ou stagiaire pédagogique (1)	Aspirant fédéral	Stagiaire pédagogique (1)	Stagiaire pédagogique (1)	Moniteur 1 étoile	(suivant avis de la commission)	Stagiaire pédagogique en formation BEES
	N 3	Moniteur fédéral 1 <sup>er</sup> degré	Moniteur fédéral 1 <sup>er</sup> degré			Moniteur 2 étoiles	(suivant avis de la commission)	BEES 1
	N 4	Moniteur fédéral 2 <sup>ème</sup> degré	Moniteur fédéral 2 <sup>ème</sup> degré			Moniteur 3 étoiles	(suivant avis de la commission)	BEES 2
	N 5							BEES 3

(1) Sous l'autorité et la responsabilité d'un enseignant de niveau 4 ou 5.

**DELIBERATION n° 2001-51 APF du 19 avril 2001 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente.**

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1356 PR du 8 mars 2001 portant ouverture de la session extraordinaire de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 12-2001 APF/SG du 12 mars 2001 portant ouverture de la session extraordinaire de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1371 PR du 14 mars 2001 portant complément à l'ordre du jour de la session extraordinaire ;

Vu la lettre n° 1374 PR du 15 mars 2001 reportant la convocation de la session extraordinaire ;

Vu l'arrêté n° 13-2001 APF/SG du 16 mars 2001 modifiant et complétant l'arrêté n° 12-2001 APF/SG du 12 mars 2001 portant ouverture de la session extraordinaire de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1398 PR du 21 mars 2001 portant complément à l'ordre du jour de la session extraordinaire ;

Vu l'arrêté n° 14-2001 APF/SG du 23 mars 2001 portant complément à l'ordre du jour de la session extraordinaire ;

Vu la lettre n° 1455 PR du 14 mars 2001 portant complément à l'ordre du jour de la session extraordinaire ;

Vu l'arrêté n° 15-2001 APF/SG du 23 avril 2001 portant complément à l'ordre du jour de la session extraordinaire ;

Vu la lettre de convocation n° 389-2001 APF/SG du 11 avril 2001 en séance plénière, du président de l'assemblée de la Polynésie française ;

Dans sa séance du 19 avril 2001,

Adopte :

Article 1er.— Entre les sessions, la commission permanente est habilitée à régler par ses délibérations les affaires qui lui sont renvoyées par l'assemblée de la Polynésie française et figurant à l'annexe I.

Art. 2.— La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française est également habilitée à régler toutes les affaires qui lui sont adressées par le gouvernement, lorsque celui-ci en a déclaré l'urgence.

Art. 3.— La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française peut également émettre un avis sur les questions inscrites par priorité à l'ordre du jour à la demande du haut-commissaire.

Art. 4.— Sont exclues de la compétence de la commission permanente, les délibérations relatives au vote du budget annuel du territoire, au compte administratif du territoire, au vote de la motion de censure.

Art. 5.— En outre, la commission permanente émet des avis sur les textes pour lesquels la consultation de l'assemblée de la Polynésie française par l'Etat est prévue ainsi que les vœux mentionnés à l'article 70 de la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française.

Art. 6.— En matière de virements de crédits d'un chapitre à l'autre, la commission permanente ne peut y procéder que si ces virements interviennent à l'intérieur d'une même section du budget et s'ils sont maintenus dans la limite du quart de la dotation de chacun des chapitres intéressés.

Art. 7.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

*La secrétaire,*  
Hilda CHALMONT.

*Le président,*  
Robert TANSEAU.

**ANNEXE I**

*Liste des affaires renvoyées à la commission permanente*

*Affaires à traiter par les commissions*

*Droit civil*

- Lettre de M. le Président du gouvernement demandant à l'assemblée de la Polynésie française d'émettre un vœu sur l'adaptation des règles de droit civil afin de permettre le mariage des étrangers en Polynésie française lors de séjours touristiques. (APF 748 du 24.12.97 ou 3034 PR du 22.12.97).

*Projets de lois*

- Transposition en Polynésie française de la directive n° 80-836 EURATOM du 15 juillet 1980, modifiée par la directive n° 84-467 du 3 septembre 1984 fixant les normes de base relatives à la protection sanitaire de la population et des travailleurs contre les dangers résultant des rayonnements ionisants. (APF 644 du 17.11.95 ou 1601 DRCL du 16.11.95) (AT 679 du 6.12.95 ou 483 DRCL du 4.12.95).
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'instrument d'amendement à la constitution de l'Organisation internationale du travail. (meilleurs délais). (APF 842 du 7.12.98 ou 1720 DRCL du 4.12.98) (APF 391 du 14.6.99 ou 679 DRCL du 9.6.99).
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant n° 2 à l'entente du 12 février 1979 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec en matière de sécurité sociale. (délai un mois). (APF 461 du 2.8.99 ou 898 DRCL du 30.7.99).
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'amendement III/1 à la convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et leur élimination. (APF 711 du 3.11.99 ou 1186 DRCL du 3.11.99).
- Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande relative à l'emploi des personnes à charge des membres des missions officielles d'un Etat dans l'autre. (APF 129 du 28.3.2000 ou 269 DRCL du 24.3.2000).
- Projet de loi autorisant la ratification de la convention n° 182 de l'Organisation internationale du travail concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination. (APF 153 du 6.4.2000 ou 317 DRCL du 6.4.2000) (Urgence signalée) (délai un mois).

- Projet de loi autorisant la ratification du protocole facultatif à la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. (APF 181 du 18.4.2000 ou 352 DRCL du 17.4.2000) (Urgence signalée) (délai un mois).
- Projet de loi autorisant la ratification des amendements de Montréal et Pékin au protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone. (meilleurs délais). (APF 230 du 23.5.2000 ou 462 DRCL du 22.5.2000).
- Projet de loi portant ratification des ordonnances ci-après mentionnées, prises en application de la loi n° 99-899 du 25 octobre 1999 portant habilitation du gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer :
  - Ordonnance n° 2000-285 du 30 mars 2000 portant actualisation et adaptation du droit du travail de l'outre-mer ;
  - 2e projet de loi – Ordonnance n° 2000-350 du 19 avril 2000 portant actualisation et adaptation du droit électoral applicable outre-mer. (APF 281 du 9.6.2000 ou 561 DRCL du 8.6.2000)
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Singapour relatif à la coopération de défense et au statut de leurs forces. (meilleurs délais). (APF 349 du 26.7.2000 ou 774 DRCL du 25.7.2000)
- Projet de loi autorisant la ratification de la convention sur l'accès à l'information en matière d'environnement et la participation du public. (APF 443 du 5.9.2000 ou 980 DRCL du 4.9.2000)
- Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception. (APF 478 du 14.9.2000 ou 1024 DRCL du 13.9.2000).
- Projet de loi de délibération portant avis de l'assemblée de la Polynésie française sur le projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception. (APF 602 du 9.11.2000 ou 264 CM du 8.11.2000).
- Projet de loi portant création d'un conseil national pour l'accès aux origines personnelles. (APF 554 du 16.10.2000 ou 1275 DRCL du 13.10.2000) (urgence signalée) (délai un mois). (APF 559 du 23.10.2000 ou 1299 DRCL du 19.10.2000).
- Projet de loi autorisant la ratification de l'accord relatif à la conservation et à la gestion des stocks de poissons, fait à New York le 4 août 1995. (APF 686 du 7.12.2000 ou 1543 DRCL du 7.12.2000).
- Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre la France et le conseil de l'Europe relatif à la protection sociale des membres employés par ladite organisation sur le territoire français. (APF 687 du 7.12.2000 ou 1545 DRCL du 7.12.2000).
- Projet de loi autorisant la ratification d'une convention internationale pour la répression du financement du terrorisme. (APF 16 du 5.1.2001 ou 8 DRCL du 4.1.2001) (Urgence signalée) (délai un mois). (APF 78 du 5.2.2001 ou 30 CM du 31.01.2001).
- Projet de décret modifiant le décret n° 98-179 du 11 mars 1998 fixant pour l'année 1997 la quote-part des ressources du budget du territoire de la Polynésie française destinée à alimenter le fonds intercommunal de péréquation. (APF 98 du 9.2.2001 ou 215 DRCL du 8.2.2001).
- Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier – partie relative au recensement. (APF 118 du 19.2.2001 ou 262 DRCL du 16.2.2001) (délai un mois).

- Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier. (APF 130 du 27.2.2001 ou 336 DRCL du 26.2.2001).
- Projet de loi autorisant la ratification du traité de Nice modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les communautés européennes et certains actes annexés, signé à Nice le 26.2.2001. (APF 154 du 9.3.2001 ou 412 DRCL du 8.3.2001).
- Projet de loi portant habilitation du gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'adaptation et à l'actualisation du droit applicable outre-mer.
  - Item n° 5 "extension à Mayotte, à la Nouvelle-Calédonie et aux territoires d'outre-mer de la loi n° 86-912 du 6 août 1986 applicable aux transferts de propriété d'entreprises du secteur public au secteur privé"
  - Item n° 6 "extension à Mayotte, à la Nouvelle-Calédonie et aux territoires d'outre-mer des règles du code de l'aviation civile relative à la sûreté et à la sécurité sur les aérodromes". (APF 165 du 16.3.2001 ou 484 DRCL).
- Projet de loi autorisant la ratification du protocole facultatif à la convention relative aux droits de l'enfant concernant la vente d'enfants, la prostitution, la pornographie mettant en scène des enfants. (APF 202 du 2.4.2001 ou 572 DRCL du 29.3.2001).
- Projet de loi autorisant l'approbation des amendements à la convention INTELSTAT en vue de sa transformation en une société supervisée par une organisation intergouvernementale restructurée, adoptée à Washington le 17 novembre 2000. (APF 203 du 2.4.2001 ou 574 DRCL du 29.3.2001).
- Projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la communauté européenne et ses Etats membres, d'une part et la confédération Suisse, d'autre part sur la circulation des personnes, fait à Luxembourg le 21 juin 1999. (Urgence signalée). (APF 204 du 2.4.2001 ou 576 DRCL du 29.3.2001).
- Projet de loi sur la société de l'information. (Urgence signalée). (APF 213 du 6.4.2001 ou 631 DRCL du 6.4.2001).
- Avant projet de loi "démocratie de proximité et institutions locales". (Urgence signalée). (APF 236 du 18.4.2001 ou 657 DRCL du 12.4.2001).

#### O.T.H.S.

- Lettre de M. le haut-commissaire demandant l'abrogation de l'article 5 de la délibération n° 79-22 du 1er février 1979 modifiée portant création d'un établissement public territorial dénommé "Office territorial de l'habitat social". (APF 635 du 27.11.2000 ou 1490 DRCL du 24.11.2000).

#### Relations internationales

- Projet de délibération complétant la délibération n° 2001-2 APF du 11 janvier 2001 portant création du service des relations internationales. (APF 224 du 11.4.2001 ou 95 CM du 10.4.2001).

#### Affaires à traiter par la commission des finances

##### Comptes financiers

- Projet de délibération approuvant le compte financier de l'Office territorial d'équipements sportifs et socio-éducatifs pour l'exercice 1999. (APF 373 du 2.8.2000 ou 152 CM du 31.7.2000).
- Projet de délibération portant approbation du compte financier 1997 du collège de Papara. (APF 374 du 3.8.2000 ou 153 CM du 2.8.2000).

- Projet de délibération portant approbation du compte administratif 1999 du C.H.T. (APF 381 du 7.8.2000 ou 161 CM du 7.8.2000).
- Projet de délibération portant approbation du compte financier du port autonome de Papeete pour l'exercice 1999. (APF 382 du 7.8.2000 ou 162 CM du 7.8.2000).
- Projet de délibération portant approbation du compte financier 1998 du collège de Paea. (APF 420 du 29.8.2000 ou 175 CM du 29.8.2000).
- Projet de délibération portant approbation du compte financier 1998 du collège de Faaroa. (APF 421 du 29.8.2000 ou 176 CM du 29.8.2000).
- Projet de délibération portant approbation du compte financier 1998 du collège de Tahaa. (APF 422 du 29.8.2000 ou 177 CM du 29.8.2000).
- Projet de délibération portant approbation du compte financier 1998 du lycée de Uturoa. (APF 423 du 29.8.2000 ou 178 CM du 29.8.2000).
- Projet de délibération portant approbation du compte financier 1998 du lycée polyvalent de Taravao. (APF 424 du 29.8.2000 ou 179 CM du 29.8.2000).
- Projet de délibération portant approbation du compte financier 1999 et affectation du résultat de la section de fonctionnement du budget de l'Etablissement d'achats groupés. (APF 425 du 29.8.2000 ou 180 CM du 29.8.2000).
- Projet de délibération portant approbation du compte financier 1998 du collège de Bora Bora. (APF 464 du 13.9.2000 ou 193 CM du 11.9.2000).
- Projet de délibération portant approbation du compte financier 1998 du collège de Rangiroa. (APF 465 du 13.9.2000 ou 194 CM du 11.9.2000).
- Projet de délibération portant approbation du compte financier 1998 du collège de Rurutu. (APF 466 du 13.9.2000 ou 195 CM du 11.9.2000).
- Projet de délibération portant approbation du compte financier 1998 du collège du Taaone. (APF 467 du 13.9.2000 ou 196 CM du 11.9.2000).
- Projet de délibération portant approbation du compte financier 1998 du lycée professionnel de Uturoa. (APF 468 du 13.9.2000 ou 197 CM du 12.9.2000).
- Projet de délibération portant approbation du compte financier 1998 du collège de Mahina. (APF 469 du 13.9.2000 ou 198 CM du 12.9.2000).
- Projet de délibération portant approbation du compte financier 1998 du collège de Mataura. (APF 470 du 13.9.2000 ou 199 CM du 12.9.2000).
- Projet de délibération portant approbation du compte financier 1998 du collège de Faaa. (APF 471 du 13.9.2000 ou 200 CM du 12.9.2000).
- Projet de délibération portant approbation du compte financier 1998 du lycée professionnel de Mahina. (APF 472 du 13.9.2000 ou 201 CM du 12.9.2000).
- Projet de délibération portant approbation du compte financier 1999 de l'école normale mixte de la Polynésie française. (APF 483 du 18.9.2000 ou 206 CM du 18.9.2000).
- Projet de délibération portant approbation du compte financier de Te Fare Tauhiti Nui – Maison de la culture, pour l'exercice 1999. (APF 493 du 26.9.2000 ou 213 CM du 22.9.2000).
- Projet de délibération portant approbation du compte financier de l'exercice 1999 de l'Agence pour l'emploi et la formation professionnelle. (APF 525 du 5.10.2000 ou 222 CM du 4.10.2000).
- Projet de délibération portant approbation du compte financier de l'exercice 1999 de la Caisse de soutien des prix du coprah. (APF 567 du 25.10.2000 ou 250 PR du 25.10.2000).
- Projet de délibération portant approbation du compte financier de l'exercice 1999 du Centre de formation des adultes. (APF 568 du 25.10.2000 ou 251 PR du 25.10.2000).
- Projet de délibération portant approbation du compte financier et affectation du résultat de l'exercice 1999 de l'Institut territorial de la consommation. (APF 601 du 9.11.2000 ou 263 CM du 8.11.2000).
- Projet de délibération portant approbation du compte financier, exercice 1999, du Centre polynésien des sciences humaines. (APF 631 du 21.11.2000 ou 280 CM du 20.11.2000).
- Projet de délibération portant approbation du compte financier 1999, et affectation des résultats du Centre territorial de recherche et de documentation pédagogiques (C.T.R.D.P.). (APF 632 du 21.11.2000 ou 281 CM du 21.11.2000).
- Projet de délibération portant approbation du compte financier 1998 du collège de Paopao. (APF 640 du 29.11.2000 ou 284 CM du 29.11.2000).
- Projet de délibération portant approbation du compte financier 1998 du collège de Tipaerui. (APF 641 du 29.11.2000 ou 283 CM du 29.11.2000).
- Projet de délibération portant approbation du compte financier 1998 du collège de Arue. (APF 642 du 29.11.2000 ou 285 CM du 29.11.2000).
- Projet de délibération portant approbation du compte financier 1998 du collège de Papara. (APF 643 du 29.11.2000 ou 286 CM du 29.11.2000).
- Projet de délibération portant approbation du compte financier 1998 du collège de Punaauia. (APF 644 du 29.11.2000 ou 287 CM du 29.11.2000).
- Projet de délibération portant approbation du compte financier 1997 de l'Etablissement d'aménagement et de gestion du domaine de Atimaono. (APF 696 du 22.12.2000 ou 309 CM du 20.12.2000).
- Projet de délibération portant approbation du compte financier 1999 de l'Etablissement d'aménagement et de gestion du domaine de Atimaono. (APF 697 du 22.12.2000 ou 310 CM du 20.12.2000).
- Projet de délibération portant approbation du compte financier 1999 de l'Institut territorial de recherches médicales Louis-Malardé. (APF 698 du 22.12.2000 ou 311 CM du 21.12.2000).
- Projet de délibération portant approbation du compte financier de l'Institut de la statistique de la Polynésie française pour l'exercice 1999. (APF 57 du 23.01.2001 ou 22 CM du 22.01.2001).
- Projet de délibération portant approbation du compte financier 1999 de l'Ecole de formation et d'apprentissage maritime. (APF 143 du 6.3.2001 ou 59 CM du 6.3.2001).
- Projet de délibération portant approbation du compte financier 1999 de collège de Taaone. (APF 178 du 26.3.2001 ou 76 CM du 22.3.2001).
- Projet de délibération portant approbation du compte financier 1999 de collège de Paea. (APF 179 du 26.3.2001 ou 77 CM du 22.3.2001).
- Projet de délibération portant approbation du compte financier 1999 de collège de Huahine. (APF 180 du 26.3.2001 ou 78 CM du 22.3.2001).
- Projet de délibération portant approbation du compte financier de l'Office des postes et télécommunications pour l'exercice 1999. (APF 182 du 26.3.2001 ou 80 CM du 26.3.2001).
- Projet de délibération portant approbation du compte financier 1999 du Conservatoire artistique territorial. (APF 211 du 6.4.2001 ou 91 CM du 5.4.2001).

- Projet de délibération portant approbation du compte financier 1998 du lycée Paul-Gauguin. (APF 212 du 6.4.2001 ou 92 CM du 5.4.2001).
- Projet de délibération approuvant le compte financier et affectation du résultat de l'exercice 1999 de l'Institut médico-éducatif "Raimanutea - Tearama". (APF 223 du 11.4.2001 ou 94 CM du 9.4.2001).
- Projet de délibération portant approbation du compte financier 1998 du lycée technique hôtelier. (APF 227 du 12.4.2001 ou 97 CM du 11.4.2001).
- Projet de délibération portant approbation du compte financier 1998 du collège de Taravao. (APF 228 du 12.4.2001 ou 98 CM du 11.4.2001).
- Projet de délibération portant approbation du compte financier 1999 du lycée professionnel de Mahina. (APF 229 du 12.4.2001 ou 99 CM du 11.4.2001).
- Projet de délibération portant approbation du compte financier 1999 du collège de Arue. (APF 230 du 12.4.2001 ou 100 CM du 11.4.2001).
- Projet de délibération portant approbation du compte financier 1998 du collège de Tipaerui. (APF 231 du 12.4.2001 ou 101 CM du 11.4.2001).
- Projet de délibération modifiant le statut général de la fonction publique de la Polynésie française et ses délibérations d'application.
- Proposition de délibération portant modification de la délibération n° 90-85 AT du 30 août 1990 relative au règlement intérieur de l'assemblée de la Polynésie française.
- Projet de délibération approuvant les comptes financiers des établissements publics.
- Projet de délibération portant modification des articles 16, 18, 19 et 20 de la délibération n° 94-170 AT du 29 décembre 1994 modifiée instituant le régime d'assurance-maladie des personnes non-salariées.
- Projet de délibération portant modification de l'article 6 de la délibération n° 94-170 AT du 29 décembre 1994 modifiée instituant le régime d'assurance maladie des personnes non-salariées.
- Projet de délibération portant modification de l'article 39 de la délibération n° 95-262 AT du 20 décembre 1995 instituant et modifiant les conditions du risque maladie des ressortissants du régime de solidarité territorial.
- Projet de délibération portant modification de l'article 8 de la délibération n° 94-20 AT du 10 mars 1994 modifiée portant institution du comité de gestion du régime de solidarité territorial.
- Projet de délibération portant modification de l'arrêté n° 1335 IT du 28 septembre 1956 modifié portant institution d'un régime de prestations familiales au profit de travailleurs salariés du territoire des établissements français de l'Océanie et de l'arrêté n° 1385 IT du 28 septembre 1956 fixant le règlement intérieur de la Caisse de compensation des prestations familiales des établissements français de l'Océanie.
- Projet de délibération portant modification de la délibération n° 87-11 AT du 29 janvier 1987 portant institution d'un régime de retraite des travailleurs salariés de la Polynésie française et de la délibération n° 95-180 du 26 octobre 1995 instituant un régime de retraite tranche B au profit des ressortissants du régime général des salariés.
- Projet de délibération portant modification de l'article 17 de l'arrêté n° 1336 IT du 28 septembre 1956 modifié portant organisation et fonctionnement de la Caisse de compensation des prestations familiales du territoire des établissements français de l'Océanie et de l'article 18 de l'arrêté n° 1408 IT du 13 octobre 1956 modifié fixant les règles relatives aux opérations financières et comptables de la Caisse de compensation des prestations familiales.
- Projet de délibération portant modification des alinéas *b)* et *d)* de l'article 2-1 et de l'alinéa *a)* de l'article 3-1 de la délibération n° 74-22 du 14 février 1974 modifiée instituant un régime d'assurance maladie-invalidité au profit des travailleurs salariés.
- Projet de délibération portant modification de l'article 38 de l'arrêté 1385 IT du 10 octobre 1956 fixant le règlement intérieur de la Caisse de prévoyance sociale.
- Projet de délibération portant modification de l'article 12 de l'arrêté n° 1336 IT du 28 septembre 1956 modifié portant organisation et fonctionnement de la Caisse de compensation des prestations familiales du territoire des établissements français de l'Océanie.
- Projet de délibération portant modification du décret n° 57-246 du 24 février 1957 modifié relatif au recouvrement des sommes dues par les employeurs aux Caisses de compensation des prestations familiales installées dans les territoires d'outre-mer et au Cameroun.
- Projet de délibération portant modification des articles 5, 1, 13 *bis* et 13 *ter* de la délibération n° 74-22 du 14 février 1974 instituant un régime d'assurance maladie-invalidité au profit des travailleurs salariés.
- Projet de délibération portant modification de l'article 2 de la délibération n° 74-22 du 14 février 1974 modifiée instituant un régime d'assurance maladie-invalidité au profit des travailleurs salariés.
- Projet de délibération portant modification l'article 3 de la délibération n° 94-20 AT du 10 mars 1994 modifiée portant institution du comité de gestion du régime de solidarité territorial.
- Projet de délibération portant modification de la délibération n° 94-146 AT du 8 décembre 1994 modifiée instituant les prestations familiales du régime de solidarité territorial.
- Projet de délibération portant approbation des comptes 1999 du régime de solidarité territorial
- Projet de délibération portant adoption du code de la famille et de l'action sociale.
- Projet de délibération cadre relative aux rapports entre les professionnels de santé du secteur privé et la Caisse de prévoyance sociale, et à la régulation des conventions des professions médicales et paramédicales, visant à maintenir et promouvoir la qualité des soins, et à maîtriser l'évolution des dépenses de santé.
- Projet de délibération concernant les activités financières de la Caisse de prévoyance sociale.
- Projet de délibération portant création d'un certificat d'aptitude aux fonctions de directeur d'établissement socio et médico-éducatif.
- Projet de délibération portant modification de la délibération n° 94-172 AT du 29 décembre 1994 instituant les prestations familiales pour le régime des non-salariés.
- Projet de délibération portant modification de l'article 3 la délibération n° 94-19 AT modifiée du 10 mars 1994 portant institution du conseil d'administration du régime des non-salariés.
- Projet de délibération portant modification de l'article 12 de la délibération n° 94-171 AT du 29 décembre 1994 modifiée relative aux dispositions administratives et financières du régime des non-salariés.
- Projet de délibération portant modification de l'article 11 de la délibération n° 95-261 AT du 20 décembre 1995 modifiée relative aux conditions d'admission au régime de solidarité territorial.
- Projet de délibération portant modification des articles 15, 16, 17, 18 et 21 de la délibération n° 95-262 AT du

20 décembre 1995 instituant et modifiant les conditions du risque maladie des ressortissants du régime de solidarité territorial

- Projet de délibération modifiant la délibération n° 89-61 AT du 2 juin 1989 relative à la protection du consommateur en matière de démarchage à domicile.
- Projet de délibération modifiant la délibération n° 98-189 APF du 19 novembre 1998 réglementant l'information du consommateur en matière de denrées alimentaires au moyen de l'étiquetage.
- Projet de délibération définissant l'avitaillement en hydrocarbures de la Polynésie française comme service public.
- Projet de délibération portant aménagement de la délibération modifiée n° 97-227 APF du 4 décembre 1997 portant approbation des dispositions fiscales du projet de convention de coopération économique et commerciale entre la Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie.
- Projet de délibération portant approbation du compte financier de 2000 de la Caisse de soutien des prix du coprah.
- Projet de délibération portant approbation du compte financier de 2000 de l'Institut de la statistique de Polynésie française.
- Projet de délibération portant approbation du compte financier de 2000 de l'Institut territorial de la consommation.
- Projet de délibération portant approbation du compte financier de 2000 du port autonome de Papeete.
- Projet de délibération créant la direction des enseignements primaires et modifiant la délibération n° 75-22 du 24 janvier 1975.
- Projet de délibération modifiant la délibération n° 91-1 AT du 16 janvier 1991 relative à l'apprentissage.
- Projet de délibération modifiant la délibération n° 91-2 AT du 16 janvier 1991 relative au contrat de travail.
- Projet de délibération modifiant la délibération n° 91-3 AT du 16 janvier 1991 relative aux conventions et accords collectifs de travail.
- Projet de délibération portant modification de la délibération n° 98-191 APF du 19 novembre 1998 portant application des dispositions du chapitre II du titre II du livre Ier de la loi n° 86-845 du 17 juillet 1986 et relative à la durée du travail des personnels navigants sur les courriers long trajet des aéronefs long-courrier.
- Projet de délibération portant réforme de la formation professionnelle.
- Projet de délibération modifiant la délibération n° 91-29 AT du 24 janvier 1991 relative au placement et à l'emploi.
- Projet de délibération modifiant la délibération n° 91-31 AT du 24 janvier 1991 relative aux comités d'entreprises.
- Projet de délibération modifiant la délibération n° 98-201 APF du 3 décembre 1998 relative à l'organisation de l'exercice des compétences de la Polynésie française en matière de droit du travail.
- Projet de délibération modifiant la délibération n° 98-16 APF du 3 février 1998 modifiée instituant le dispositif d'allocation d'aide pouvant être mis en œuvre en cas de sinistre lié à une calamité naturelle dit "chantier de reconstruction".
- Projet de délibération fixant le taux et les modalités de versement de l'indemnité de précarité d'emploi en application de l'article 9 de la loi n° 86-845 du 17 juillet 1986.
- Projet de délibération fixant le taux des indemnités de départ à la retraite en application de l'article 7-2 de la loi n° 86-845 du 17 juillet 1986.

- Projet de délibération concernant la main-d'œuvre étrangère en Polynésie française.
- Projet de délibération en application de l'article 77 de la loi n° 86-845 du 17 juillet 1986.
- Projet de délibération relative à la composition et à l'administration du domaine public de la Polynésie française.
- Projet de délibération portant approbation des comptes financiers de l'O.P.H. des années 1998 et 1999.
- Projet de délibération réglementant l'accès et l'activité de transport maritime public en Polynésie française.
- Projet de délibération portant création d'une commission médicale dans les établissements de santé de secteur privé.
- Projet de délibération prolongeant le délai d'instauration du réseau de santé polynésien.
- Projet de délibération relatif à l'élimination des déchets d'activité de soins.
- Projet de délibération portant approbation du plan pour la santé 2001-2005.
- Projet de délibération approuvant le compte financier du F.E.I. pour l'exercice 1999
- Projet de délibération portant création du brevet polynésien d'animateur sportif à option et du brevet polynésien d'entraîneur sportif à options.
- Projet de délibération relatif aux associations qui se consacrent à l'insertion.
- Projet de délibération modificative de la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française.
- Projet de délibération portant modification de la délibération n° 91-98 AT du 29 août 1991 définissant les incitations à l'investissement sur le territoire.
- Projet de délibération instituant un dispositif d'aide à l'investissement dans le domaine des nouvelles technologies.
- Projet de délibération portant modification de la délibération n° 2000-22 APF du 24 février 2000 instituant un dispositif d'aide en faveur des entreprises réalisant des programmes d'investissement sur l'île de Hao dans l'archipel des Tuamotu-Gambier pour assurer sa reconversion économique.
- Projet de délibération portant organisation de la navigation charter en Polynésie française.
- Projet de délibération portant modification de la délibération n° 87-138 AT du 23 décembre 1987 fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation de voyages et de séjours touristiques.
- Projet de délibération portant création du registre de navigation internationale de Uturoa.
- Projet de délibération portant modification de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française et abrogeant la délibération n° 95-225 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux agents non titulaires occupant des emplois permanents dans les services et établissements publics territoriaux.
- Projet de délibération modifiant les conditions d'intégration dans les cadres d'emplois de catégorie D de la fonction publique de la Polynésie française.
- Projet de délibération modifiant la délibération n° 95-234 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des psychologues de la fonction publique du territoire de la Polynésie française.
- Projet de délibération modifiant la délibération n° 96-174 AT du 19 décembre 1996 fixant les modalités



- d'organisation et d'indemnisation des gardes des médecins dans les structures de la direction de la santé.
- Projet de délibération modifiant la délibération n° 99-164 APF du 30 septembre 1999 modifiée portant réglementation des loteries organisées dans un but social, culturel, scientifique, éducatif ou sportif.
- Projet de délibération réglementant les professions d'expert comptable et de comptable agréé.
- Projet de délibérations relatives à des professions réglementées (notaires, huissiers, commissaires priseurs).
- Projet de délibération modifiant la délibération n° 59-53 du 4 septembre 1959 modifiée réglementant le commerce de boissons.
- Projet de délibération modifiant la délibération n° 66-80 du 24 juin 1966 modifiée portant code de procédure civile de Polynésie française.
- Projets de délibérations portant modifications du tarif des douanes.
- Projet de délibération portant modification de la fiscalité perlière à l'exportation (D.S.P.E.) avec la création de deux taxes distinctes suite à l'arrêt du Conseil d'Etat du 20 mai 1998.
- Projet de délibération portant modification du code des douanes.
- Projet de délibération portant sur les espèces dont la pêche est réglementée.
- Projet de délibération portant sur les espèces dont l'exportation est réglementée.
- Projet de délibération portant création d'un code du travail du pêcheur hauturier.
- Projet de délibération portant adoption du rapport d'activité 1999 de l'Ecole de formation d'apprentissage maritime (E.F.A.M.).
- Projet de délibération portant réglementation de la navigation et de la circulation dans les eaux intérieures.
- Projet de délibération portant organisation et fonctionnement de l'Ecole de formation et d'apprentissage maritime.
- Projet de délibération portant organisation et fonctionnement du service de la navigation et des affaires maritimes.
- Projet de délibération portant création d'un certificat d'aptitude aux fonctions de directeur d'établissement sociaux et médicaux sociaux.
- Projet de délibération instituant un dispositif fiscal en faveur du mécénat d'entreprise.
- Projet de délibération portant modification de la délibération n° 94-17 AT du 10 mars 1994 modifiée, définissant le cadre général des dispositions incitatives applicables aux paquebots effectuant des croisières touristiques inter insulaires en Polynésie française.
- Projet de délibération portant modification de la délibération n° 83-56 du 31 mars 1983 modifiée portant création d'un service territorial dénommé "service territorial du tourisme de la Polynésie française".
- Projet de délibération relatif au financement des reports d'investissements.
- Projet de délibération réglementant la consultation en matière juridique et la rédaction d'acte sous seing privé.
- Projet de délibération relative aux déplacements temporaires et aux changements de résidence des agents relevant du statut général de la fonction publique de la Polynésie française.
- Projet de délibération portant modification de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française et des cadres d'emplois B, C et D de la filière administrative et financière.

- Projet de délibération portant application de la loi sur les sociétés civiles professionnelles à la profession d'architecte.
- Projet de délibération portant modification du code des impôts.
- Avis de l'assemblée sur un projet d'arrêté CM relatif à la composition du C.E.S.C.
- Projet de délibération portant approbation des comptes des exercices 1998 et 1999 du régime des non-salariés R.N.S.
- Projet de délibération portant modification de la délibération n° 2000-1 APF du 13 janvier 2000 instituant un dispositif d'aide en faveur des pensions de famille et des petits hôtels familiaux.
- Projet de délibération portant institution des indemnités journalières maladie au régime des non-salariés.
- Projet de délibération portant institution des indemnités journalières maternité au régime des non-salariés.
- Projet de délibération modifiant la délibération n° 92-122 AT du 20 août 1992 modifiée fixant le statut des huissiers de justice et des clerks assermentés en Polynésie française.
- Projet de délibération portant création de la direction de l'action sociale.
- Projet de délibération portant création de la commission de l'action sociale.

## ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

**ARRETE n° 489 CM du 12 avril 2001 portant ouverture de concours externes et internes pour le recrutement de fonctionnaires de la fonction publique du territoire de la Polynésie française.**

NOR : PEL0100505AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisée, l'ouverture de concours externes et internes de recrutement pour les cadres d'emplois des filières suivantes :

### *1) Pour la filière administrative et financière*

*Catégorie A* : 33 attachés dont 22 en concours externes et 11 en concours internes ;

*Catégorie B* : 25 rédacteurs dont 17 en concours externes et 8 en concours internes ;

*Catégorie C* : 17 adjoints administratifs dont 9 en concours externes et 8 en concours internes.

### *2) Pour la filière technique*

*Catégorie A* : 15 ingénieurs dont 12 en concours externes et 3 en concours internes ;

*Catégorie B* : 22 techniciens dont 16 en concours externes et 6 en concours internes ;

*Catégorie C* : 14 agents techniques dont 7 en concours externes et 7 en concours internes.

3) Pour la filière socio-éducative, sportive et culturelle

Catégorie A : 3 conseillers des activités physiques et sportives dont 2 en concours externes et 1 en concours internes ; 3 conseillers socio-éducatifs dont 2 en concours externes et 1 en concours internes ;

Catégorie B : 2 éducateurs des activités physiques et sportives en concours internes, 4 assistants socio-éducatifs en concours externes ;

Catégorie C : 3 agents sociaux en concours externes.

4) Pour la filière santé et recherche

Catégorie A : 1 praticien hospitalier, 12 médecins, 2 pharmaciens, 2 dentistes, 1 vétérinaire, 7 sages-femmes en concours externes ;

Catégorie B : 5 rééducateurs, 2 manipulateurs en électroradiologie, 2 assistants qualifiés de laboratoire, 37 infirmiers en concours externes ;

Catégorie C : 11 auxiliaires de soins en concours externes.

Art. 2.— Le ministre des finances et des réformes administratives est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 avril 2001.

Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre des finances  
et des réformes administratives,*  
Patrick PEAUCELLIER.

**ARRETE n° 493 CM du 12 avril 2001 fixant les normes et les modalités du classement, par étoiles, des hôtels et résidences de tourisme international.**

NOR : ST00002140AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du tourisme et de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 et l'arrêté n° 428 PR du 6 mars 2001 portant

nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2000-140 APF du 30 novembre 2000 définissant les catégories d'établissements d'hébergement de tourisme classés en Polynésie française et les conditions de leur agrément en cette qualité, en particulier ses articles 20 et 47 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 3 avril 2001,

Arrête :

Article 1er.— En application de l'article 20 de la délibération définissant les catégories d'établissements d'hébergement de tourisme classés en Polynésie française et les conditions de leur agrément en cette qualité, les établissements appartenant à la catégorie définie en son titre II sont classés par référence au tableau ci-annexé, portant normes de classement par étoiles des hôtels et résidences de tourisme international.

Art. 2.— En application de l'article 47 de la délibération susvisée, un hôtel ou une résidence de tourisme international mis en construction avant la date d'entrée en vigueur du présent règlement peut prétendre à un classement de niveau 2, 3, 4 ou 5 étoiles s'il comporte, dans la proportion maximale de 10 % de ses unités d'hébergement, des chambres ou des bungalows d'un niveau de classement inférieur à celui de ses caractéristiques générales, de ses équipements collectifs et de ses autres unités d'hébergement.

Les unités d'hébergement exclues du classement ou d'un niveau de classement inférieur à celui de l'établissement sont clairement identifiées au stade de la commercialisation et font l'objet d'une tarification particulière.

Art. 3.— Le ministre du tourisme et de l'artisanat est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 avril 2001.

Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre du tourisme  
et de l'artisanat,*  
Nicole BOUTEAU.

**TABEAU DES NORMES DE CLASSEMENT, PAR ÉTOILES,  
DES HOTELS ET RESIDENCES DE TOURISME INTERNATIONAL**  
cf. TITRE III - article 20 de la délibération définissant les catégories d'établissements d'hébergement de tourisme classés en Polynésie française  
et les conditions de leur agrément en cette qualité.

	CONDITIONS MINIMALES A RESPECTER, PAR POSTE ET PAR NIVEAU DE CLASSEMENT <i>(les chiffres entre parenthèses renvoient à des précisions figurant en page 8)</i>	HOTELS DE TOURISME				RESIDENCES DE TOURISME		
		5*	4*	3*	2*	4*	3*	2*
<b>1</b>	<b>CARACTERISTIQUES GENERALES :</b>							
<b>1.1</b>	<b>Suites (ou appartements ou bungalows</b> comprenant une ou deux chambres pouvant être transformées en salon(s)) :							
1.1.1	- 4% du nombre total d'unités d'hébergement et 2 au moins par établissement	X	~	~	~	~	~	~
1.1.2	- 1% du nombre total d'unités d'hébergement et 1 au moins par établissement	~	X	X	~	X	~	~
<b>1.2</b>	<b>Chambres communicantes en bâtiment collectif : 5% du nombre total</b>	X	X	X	~	~	~	~
<b>1.3</b>	<b>Chambre de transit / courtesy room (1) :</b>	X	~	~	~	~	~	~
<b>1.4</b>	<b>Surface habitable en m² par chambre, salle d'eau, entrée, terrasse et loggia exclus (2)</b>	24	20	16	12	25	20	15
<b>1.5</b>	<b>Surface totale en m² par unité pavillonnaire (bungalow), salle d'eau, cuisine, entrée comprises, deck et terrasse exclus (2)</b>	40	32	24	19	37	28	22
<b>1.6</b>	<b>Surface en m² par salle d'eau individuelle (3) / équipée de rangements, miroir et :</b>	6	5	4	3	5	4	3
1.6.1	Baignoire (4) et cabine douche séparées, double lavabo avec mitigeur, sèche-cheveux / WC séparé	X	~	~	~	~	~	~
1.6.2	Cabine douche, lavabo avec mélangeur, sèche-cheveux / WC intégré à la salle d'eau possible	~	X	X	X	X	X	X
<b>1.7</b>	<b>Surface minimale du coin-cuisine (comprise dans la surface de l'unité d'hébergement) - Voir équipement § 3.20</b>	~	~	~	~	5	4	3
<b>1.8</b>	<b>Hall de réception en m² (5) :</b>							
1.8.1	- d'au moins 30 m², plus 1 m² par unité d'hébergement au-delà de 20 jusqu'à un maximum exigible de 160 m²	X	~	~	~	~	~	~
1.8.2	- d'au moins 30 m², plus 1 m² par unité d'hébergement au-delà de 20 jusqu'à un maximum exigible de 120 m²	~	X	~	~	X	~	~

		HOTELS DE TOURISME				RESIDENCES DE TOURISME		
		5*	4*	3*	2*	4*	3*	2*
1.8.3	- d'au moins 30 m <sup>2</sup> , plus 1 m <sup>2</sup> par unité d'hébergement au-delà de 20 jusqu'à un maximum exigible de 80 m <sup>2</sup>	~	~	X	~	~	X	~
1.8.4	- d'au moins 20 m <sup>2</sup> , plus 1 m <sup>2</sup> par unité d'hébergement au-delà de 20 jusqu'à un maximum exigible de 40 m <sup>2</sup>	~	~	~	X	~	~	X
1.8.5	<b>Emplacement "bureau d'informations et d'activités"</b>	X	X	~	~	X	~	~
1.9	<b>Accès couvert de l'entrée de l'établissement pour les personnes (5)</b>	X	X	X		X	X	
1.10	<b>Accès couvert de l'entrée de l'établissement pour les véhicules (5)</b>	X	X	~	~	X	~	~
1.11	<b>Parking (ou ponton si l'établissement est situé sur un motu)</b> Parking : - pour les établissements situés hors zone urbaine : une place de stationnement clientèle pour 6 unités d'hébergement et parking réservé aux taxis (5) - Pour les établissements situés en zone urbaine : une place de stationnement clientèle pour 3 unités d'hébergement et parking réservé aux taxis	X	X	X	X	X	X	X
1.12	<b>Bar avec salon</b>	X	X	X	~	~	~	~
1.13	<b>Restaurant (6) d'une surface minimale par couvert (en m<sup>2</sup>) de :</b>	2	2	1,5	1	~	~	~
1.14	<b>Si l'hôtel ne dispose pas de plage, piscine ou spa/jacuzzi</b>	X	X	X	~	X	X	~
2	<b><u>EQUIPEMENTS COLLECTIFS :</u></b>							
2.1	<b>Isolation phonique de l'ensemble des installations</b>	X	X	~	~	X	~	~
2.2	<b>Isolation phonique des unités d'hébergement</b>	X	X	X	X	X	X	X
2.3	<b>Standard téléphonique (7)</b>	X	X	X	X	X	X	X

		HOTELS DE TOURISME				RESIDENCES DE TOURISME		
		5*	4*	3*	2*	4*	3*	2*
<b>2.4</b>	<b>Ascenseur clientèle pour accéder :</b> - au 1er étage (2e niveau) et plus - au 2e étage (3e niveau) et plus	X ~	X ~	~ X	~ X	X ~	~ X	~ X
<b>2.5</b>	<b>Monte-charge ou ascenseur de service pour le personnel</b>	X	X	~	~	X	~	~
<b>2.6</b>	<b>Blocs sanitaires clientèle (hommes et femmes séparés) dans les locaux communs,</b> équipés de lavabos avec mélangeurs Et de (8) :	X	X	X	X	X	X	X
2.6.1	- distributeurs de serviettes en papier à usage unique <u>et</u> sèche-mains électrique	X	X	~	~	X	~	~
2.6.2	- distributeurs de serviettes en papier à usage unique <u>ou</u> sèche-mains électrique	~	~	X	X	~	X	X
<b>2.7</b>	Pour les établissements situés en centre-ville : <b>climatisation des locaux communs</b>	X	X	X	X	X	X	X
<b>2.8</b>	Pour les établissements situés hors centre-ville : <b>climatisation des locaux communs sauf si ventilation naturelle performante (5)</b>	X	X	X	X	X	X	X
<b>2.9</b>	<b>Equipement audio-visuel de conférence</b> (écran, rétroprojecteur, projecteur-diapo, équipement de sonorisation)	X	X	~	~	X	~	~
<b>2.10</b>	<b>Téléphone, télécopieur et internet</b> accessibles à la clientèle	X	X	X	~	X	X	~
<b>2.11</b>	<b>Télévision couleur et programme vidéo en français et anglais / ou bouquet de chaînes / dans une salle insonorisée</b> (si les unités d'hébergement n'en sont pas équipées)	X	X	X	~	X	X	~
<b>2.12</b>	<b>Télévision couleur diffusant les chaînes publiques locales dans une salle insonorisée</b> (si les unités d'hébergement n'en sont pas équipées)	~	~	~	X	~	~	X
<b>2.13</b>	<b>Matériel de repassage à la disposition de la clientèle</b> (fer et table à repasser)	X	X	X	X	X	X	X
<b>2.14</b>	<b>Buanderie équipée / machines à laver et sècheuses, fers et tables à repasser (9)</b>	~	~	~	~	X	X	X

3	<b>EQUIPEMENT DES UNITES D'HEBERGEMENT :</b>	<b>HOTELS DE TOURISME</b>				<b>RESIDENCES DE TOURISME</b>		
		<b>5*</b>	<b>4*</b>	<b>3*</b>	<b>2*</b>	<b>4*</b>	<b>3*</b>	<b>2*</b>
<b>3.1</b>	<b>Table basse et deux fauteuils</b>	X	X	X	~	X	X	~
<b>3.2</b>	<b>Coiffeuse ou bureau (avec lampe)</b>	X	X	X	X	X	X	X
<b>3.3</b>	<b>Literie :</b>							
3.3.1	Un lit double ou ensemble de deux lits simples équipé(s) de matelas (épaisseur : 15 cm minimum), à ressorts ou en mousse dure ou semi-dure, propre(s) et en bon état, recouvert(s) de protège-matelas, formant une largeur minimale de (cm)	180	160	160	140	160	160	140
3.3.2	Un lit simple, équipé comme ci-dessus, par occupant supplémentaire prévu (10), d'une largeur minimale de (cm)	90	90	90	80	90	90	80
<b>3.4</b>	<b>Penderie (avec cintres) et rayonnages</b>	X	X	X	X	X	X	X
<b>3.5</b>	<b>Coffre-fort individuel</b>	X	~	-	~	~	~	~
<b>3.6</b>	<b>Rideaux occultants</b>	X	X	X	X	X	X	X
<b>3.7</b>	<b>Equipement électrique de la chambre :</b>							
3.7.1	Interrupteur (va-et-vient) permettant d'éteindre et d'allumer la source d'éclairage depuis l'entrée et le lit	X	X	X	X	X	X	X
3.7.2	Eclairage de tête de lit	X	X	X	X	X	X	X
3.7.3	Au moins une prise électrique dans la chambre	X	X	X	X	X	X	X
<b>3.8</b>	<b>Equipement électrique de la salle d'eau :</b>							
3.8.1	Eclairage de lavabo (75W)	X	X	X	X	X	X	X
3.8.2	Prise de courant-rasoir (sécurisée, 2 ampères)	X	X	X	X	X	X	X
<b>3.9</b>	<b>Téléphone avec accès au réseau international</b>	X	X	X	~	X	X	~
<b>3.10</b>	<b>Connection ordinateur</b>	X	X	X	~	X	X	~
<b>3.11</b>	<b>Toutes îles : téléviseur avec programme vidéo français et anglais / ou bouquet de chaînes</b>	X	X	~	~	X	~	~
<b>3.12</b>	<b>Sur Tahiti seulement : téléviseur avec programme vidéo français et anglais / ou bouquet de chaînes</b>	~	~	X	~	~	X	~
<b>3.13</b>	<b>Sur Tahiti seulement : téléviseur diffusant les chaînes publiques locales</b>	~	~	~	X	~	~	X

		HOTELS DE TOURISME				RESIDENCES DE TOURISME		
		5*	4*	3*	2*	4*	3*	2*
3.14	<b>Climatisation</b> (11) de toutes les unités d'hébergement	X	-	-	-	-	-	-
3.15	<b>Climatisation</b> (11) des chambres en bâtiment collectif		X	X	X	X	X	X
3.16	<b>Brasseur d'air</b> dans toutes les unités d'hébergement	X	X	X	X	X	X	X
3.17	<b>Nécessaire à café et thé</b> avec bouilloire électrique (prévoir au moins 2 tasses)	X	X	-	-	X	-	-
3.18	<b>Réfrigérateur, type "mini-bar" garni</b> (prévoir au moins deux verres)	X	X	-	-	-	-	-
3.19	<b>Réfrigérateur type "mini-bar" non garni</b> (prévoir au moins deux verres)	-	-	X	X	-	-	-
3.20	<b>Coin cuisine aménagé comportant : appareil de cuisson avec éclairage, hotte d'aspiration électrique des fumées, placard de rangement avec nécessaire de cuisine, vaisselle, verres, couverts assortis</b> (12)	-	-	-	-	X	X	X
	<b>Equipement :</b>							
3.20.1	- évier à 2 bacs, robinet mitigeur	-	-	-	-	X	-	-
3.20.2	- évier à 1 bac, robinet mélangeur	-	-	-	-		X	X
3.20.3	- four à micro-onde	-	-	-	-	X	-	-
3.20.4	- four	-	-	-	-	X	X	-
3.20.5	- réfrigérateur-congélateur (200 litres)	-	-	-	-	X	X	-
3.20.6	- réfrigérateur (200 litres)	-	-	-	-		-	X
3.20.7	- lave-vaisselle	-	-	-	-	X	-	-
3.21	<b>Table de salle à manger (+ un siège par occupant)</b>	-	-	-	-	X	X	X
3.22	<b>Documentation</b> (dont : coordonnées des organismes chargés de l'information et de l'animation touristique, notices de sécurité, services offerts par l'établissement, questionnaire de satisfaction propre à l'établissement)	X	X	X	X	X	X	X

4	<b>SERVICES :</b>	<b>HOTELS DE TOURISME</b>				<b>RESIDENCES DE TOURISME</b>		
		5*	4*	3*	2*	4*	3*	2*
4.1	<b>Réception (24 h sur 24 h pour les 3 à 5*)</b>	X	X	X	X	X	X	X
4.2.1	<b>Bagagiste</b>	X	X	~	~	~	~	~
4.2.2	<b>Bagagiste à la demande</b>			X	X	X	X	X
4.3	<b>Change de devises</b> (avec affichage du tableau des taux de change)	X	X	X	~	X	X	~
4.4	<b>Services postaux</b> (boîte aux lettres, vente de timbres et cartes téléphoniques)	X	X	X	~	X	X	~
4.5	<b>Trousse de premier secours disponible à la réception</b>	X	X	X	X	X	X	X
4.6	<b>Boutiques</b> (kiosque à journaux, articles de confort, souvenirs...)	X	X	X	~	X	X	~
4.7	<b>Service blanchisserie sous 8 h</b> si l'établissement est situé à Tahiti	X	~	~	~	~	~	~
4.8	<b>Service blanchisserie sous 24 h</b>	X	X	X	~	~	~	~
4.9	<b>Service blanchisserie sous 24 h</b> si l'établissement est situé à Tahiti	~	~	~	X	~	~	~
4.10	<b>Service blanchisserie sous 48 h</b> si l'établissement est situé sur une île autre que Tahiti	~	~	~	X	~	~	~
4.11	<b>Service de repassage à la demande</b>	X	~	~	~	~	~	~
4.12	<b>Ménage dans les unités d'hébergement</b> avant chaque arrivée puis passage :							
4.12.1	- 2 fois par jour, avec changement des serviettes de toilette	X	X	~	~	~	~	~
4.12.2	- 1 fois par jour, avec changement des serviettes de toilette	~	~	X	X	X	X	~
4.12.3	- en option sur demande de la clientèle					~	~	X
4.13	<b>Draps et taies</b> (propres et en bon état) <b>changés à chaque arrivée puis tous les</b> (en nombre de jours)	1j	1j	2j	2j	1j	2j	2j



		HOTELS DE TOURISME				RESIDENCES DE TOURISME		
		5*	4*	3*	2*	4*	3*	2*
<b>4.14</b>	<b>Service de restauration dans les unités d'hébergement (room service) :</b>							
4.14.1	- 24 h sur 24	X	~	~	~	~	~	~
4.14.2	- de 6 h à 22 h	~	X	~	~	~	~	~
<b>4.15</b>	<b>Petit déjeuner servi dans les chambres</b>	X	X	X	~	~	~	~
<b>4.16</b>	<b>Restauration en salle à la demande, de 6h à 22h (service continu)</b>	X	~	~	~	~	~	~
<b>4.17</b>	<b>Restauration en salle aux heures habituelles des repas (jusqu'à 21h30 pour le dîner)</b>		X	X	X	~	~	~
<b>4.18</b>	<b>Voitures de transport sur demande entre les installations collectives et les unités d'hébergement éloignées (sauf bungalows over-water)</b>	X	X	~	~	X	~	~
<b>4.19</b>	<b>Le personnel de réception et d'encadrement doit parler : français et anglais</b>	X	X	X	X	X	X	X
<b>4.20</b>	<b>Les clients de langue japonaise, espagnole, allemande ou italienne doivent pouvoir trouver un interlocuteur parlant leur langue au sein du personnel</b>	X	X	~	~	X	~	~
<b>4.21</b>	<b>Personnel en uniforme (tenue polynésienne recommandée) et muni de badges d'identification</b>	X	X	X	~	X	X	~
<b>4.22</b>	<b>Matériel et activités disponibles depuis l'établissement, tels que : pirogue, planche à voile, pédalo, plongée libre, excursions, pêche en haute mer, croisière coucher de soleil, bateau à fond de verre, ski nautique etc... (13) - recours possible à la sous-traitance</b>	X	X	X	~	X	X	~
<b>4.23</b>	<b>Animations / démonstrations culturelles locales dans l'établissement</b>	X	X	~	~	~	~	~
<b>4.24</b>	<b>Activités ludiques dans l'établissement (jeux de société, bibliothèque...)</b>	X	X	X	~	X	X	~
<b>4.25</b>	<b>Mise à disposition des quotidiens locaux</b>	X	X	~	~	X	~	~
<b>4.26</b>	<b>Point de location de voitures (14)</b>	X	X	X		X	X	

Renvois:

- (1) Unité équipée d'une salle d'eau, utilisable par la clientèle ayant libéré sa chambre, avant le départ de l'établissement.*
- (2) Surface utile pour une capacité réceptive de 2 personnes : prévoir 3m<sup>2</sup> par personne supplémentaire susceptible d'être hébergée, dans la limite maximale de 3 personnes par chambre et de 4 personnes par unité pavillonnaire.*
- (3) Une salle d'eau ou de bains est un local spécifique, doté d'un système d'aération naturelle ou mécanique. Les portes pliantes ou coulissantes sont admises. Lorsque le WC est installé dans un local distinct de la salle d'eau, sa superficie est intégrée dans le calcul de la superficie minimale de la salle d'eau.*
- (4) Baignoire facultative dans les îles où la ressource en eau est limitée.*
- (5) Des tolérances sont admises en fonction de la configuration du site d'implantation et/ou de l'architecture.*
- (6) En 5, 4 et 3 étoiles, le restaurant doit s'adapter à l'offre d'une carte gastronomique ou de spécialités au moins le soir.*
- (7) A l'exception des établissements situés sur un site dépourvu de réseau téléphonique (dans ce cas l'établissement doit prévoir un dispositif propre de télécommunication)*
- (8) Papier hygiénique et savon toujours disponibles.*
- (9) Facultatif si la résidence offre un service de blanchisserie.*
- (10) Les lits superposés ne sont pas autorisés en classement 3, 4 et 5 étoiles.*
- (11) A réglage individuel.*
- (12) Batterie de cuisine complète (au moins 3 casseroles et 2 poêles) / vaisselle, verres, couverts / torchons, serviettes / le tout assorti et en bon état, en nombre correspondant au moins au double de la possibilité de couchage*
- (13) Pour les hôtels situés hors centre ville seulement.*
- (14) Sauf si le site d'implantation et/ou les conditions commerciales locales ne le permettent pas.*

**ARRETE n° 494 CM du 12 avril 2001 fixant les critères d'appréciation, normes et modalités de classement, par tiare, des établissements relevant de l'hébergement de tourisme chez l'habitant et de la petite hôtellerie familiale.**

NOR : ST00002141AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du tourisme et de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 et l'arrêté n° 428 PR du 6 mars 2001 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2000-140 APF du 30 novembre 2000 définissant les catégories d'établissements d'hébergement de tourisme classés en Polynésie française et les conditions de leur agrément en cette qualité, en particulier ses articles 28 et 47 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 3 avril 2001,

Arrête :

Article 1er.— En application de l'article 28 de la délibération définissant les catégories d'établissements d'héberge-

ment de tourisme classés en Polynésie française et les conditions de leur agrément en cette qualité, les établissements appartenant à la catégorie définie en son titre III sont classés par référence au tableau ci-annexé, portant critères d'appréciation et normes de classement par tiare de l'hébergement de tourisme chez l'habitant et de la petite hôtellerie familiale.

Art. 2.— En application de l'article 47 de la délibération susvisée, un petit hôtel familial, une pension de famille ou un fare d'hôte mis en construction avant la date d'entrée en vigueur du présent règlement peut prétendre à un classement de niveau 1, 2, ou 3 tiare, à condition que ses caractéristiques générales, ses équipements collectifs et les 90 % au moins de ses unités d'hébergement (chambres et/ou bungalows) répondent aux normes minimales requises par ce classement.

Les unités d'hébergement exclues du classement ou d'un niveau de classement inférieur à celui de l'établissement sont clairement identifiées au stade de la commercialisation et font l'objet d'une tarification particulière.

Art. 3.— Le ministre du tourisme et de l'artisanat est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 avril 2001.

Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre du tourisme  
et de l'artisanat,  
Nicole BOUTEAU.*

**TABLEAU DES CRITERES D'APPRECIATION ET NORMES DE CLASSEMENT, PAR TIARE,  
DE L'HEBERGEMENT DE TOURISME CHEZ L'HABITANT ET DE LA PETITE HOTELLERIE FAMILIALE**  
cf. - TITRE III - article 28 de la délibération définissant les catégories d'établissements d'hébergement de tourisme classés en Polynésie française  
et les conditions de leur admission en cette qualité

**A - Notation**

<b>CRITERES D'APPRECIATION</b> <i>(les croix correspondent à des équipements obligatoires dans le classement)</i>		<b>CHAMBRE D'HOTE</b> (Bed & breakfast)			<b>PENSION DE FAMILLE</b>			<b>FARE D'HOTE</b> (Résidence familiale)			<b>PETIT HOTEL FAMILIAL</b>			<b>NOTE MAXI- MALE</b>
		3	2	1	3	2	1	3	2	1	3	2	1	
<b>1</b>	<b><u>SITUATION, ENVIRONNEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS</u></b>													
<b>1.1</b>	<b><u>Environnement immédiat :</u></b>													<b>3</b>
	a) Panneau signalétique	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	
	b) Aspect et propreté de l'accès et des abords													
<b>1.2</b>	<b><u>Situation et intégration au milieu :</u></b>													<b>7</b>
	a) Intérêt touristique du site d'implantation (bord de mer, plage, montagne avec vue, ensoleillement...)													
	b) Absence de nuisance (auditive, visuelle, olfactive)													
<b>1.3</b>	<b><u>Aménagement du terrain et beauté du jardin :</u></b>													<b>5</b>
	a) Aménagement du terrain et disposition des unités d'hébergement													
	b) Beauté du jardin (selon la nature du sol) : variété, agencement des espèces...													
<b>1.4</b>	<b><u>Parking et dépendances / ou facilités d'accostage si l'accès se fait par bateau :</u></b>													<b>2</b>
	Facilités de stationnement (ou d'accostage) à proximité ou Parking privatif (ou ponton)	X	X		X	X	X	X	X	X	X	X	X	
<b>1.5</b>	<b><u>Equipements extérieurs de loisirs :</u></b>													<b>4</b>
	a) Piscine, ou spa/jacuzzi, ou bain naturel : 3 points													
	b) Autres (aire de jeux, barbecue...) : 1 point par élément, dans la limite maximale de 3													



CRITERES D'APPRECIATION				CHAMBRE D'HOTE (Bed & breakfast)			PENSION DE FAMILLE			FARE D'HOTE (Résidence familiale)			PETIT HOTEL FAMILIAL			NOTE MAXI- MALE
(les croix correspondent à des équipements obligatoires dans le classement)				3	2	1	3	2	1	3	2	1	3	2	1	
<b>2</b>	<b>CONCEPTION ET EQUIPEMENT DES UNITES D'HEBERGEMENT</b>															
<b>2.1</b>	<b>Habitabilité :</b>															<b>8</b>
	a) Chambres (notation sur 4 points) : Surface minimale habitable en m² par unité (coin-cuisine inclus ; salle d'eau, deck ou terrasse exclus)															
	1 à 2 personnes	3 personnes (en m²)	Nombre de points													
	9	12	1			X			X						X	
	12	14	2		X			X				X		X		
	14	16	3	X			X				X		X			
	16	18	4							X						
	Au-delà de 3 personnes prévues, ajouter 3 m² par occupant supplémentaire															
	<b>N.B. : Chaque unité d'hébergement doit être munie d'une porte avec verrou et disposer d'un tiroir ou d'un placard fermant à clé</b>			X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	
	b) Sanitaires :															
	• Une salle d'eau individuelle par unité d'hébergement, d'une surface minimale de 4 m², avec aération naturelle ou mécanique, munie d'une porte (les portes pliantes ou coulissantes étant admises), équipée de : lavabo avec miroir et éclairage, rangements, douche, WC, prise-rasoir sécurisée (2 ampères)			X			X			X	X	X	X	X	X	
	<b>ou</b>															
	• Une salle d'eau identique à ci-dessus, commune à deux unités d'hébergement ou six personnes				X	X		X	X							
	c) Coin-cuisine d'une surface minimale de 3 m² (intégrée à celle de l'unité d'hébergement), avec aération naturelle ou mécanique									X	X	X				

[illegible]

CRITERES D'APPRECIATION <i>(les croix correspondent à des équipements obligatoires dans le classement)</i>		CHAMBRE D'HOTE (Bed & breakfast)			PENSION DE FAMILLE			FARE D'HOTE (Résidence familiale)			PETIT HOTEL FAMILIAL			NOTE MAXI- MALE
		3	2	1	3	2	1	3	2	1	3	2	1	
2.6	<b><u>Autre mobilier et accessoires des chambres :</u></b>													5
	a) Penderie (tringle avec cintres) et rangements	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	
	b) Table (écritoire ou coiffeuse) avec un siège : 1 point										X	X		
	c) Téléphone : 1 point													
	d) Radio : 1 point													
	e) Téléviseur : 1 point													
	f) Mobilier de terrasse (une table basse avec 2 sièges) : 1 point										X			
	g) Table de repas + un siège par occupant (fare d'hôte)							X	X	X				
2.7	<b><u>Équipement de base, vaisselle et ustensiles de cuisine (fare d'hôte) :</u></b>													4
	a) Plaques ou feux de cuisson (minimum : 2), éclairage au-dessus, placard de rangement contenant batterie de cuisine (2 casseroles et une poêle), vaisselle (assiettes, verres et couverts assortis et non abîmés / le tout d'un nombre au moins équivalent à celui des occupants)							X	X	X				
	b) Hotte aspirante							X						
	c) Réfrigérateur (200 litres minimum pour 4 personnes)								X					
	d) Réfrigérateur-congélateur (200 litres minimum pour 4 personnes)							X						
2.8	<b><u>Qualité des revêtements de sols, murs, plafonds : la préférence est donnée aux matériaux naturels (peue, bambou tressé, parquet...)</u></b>													7
2.9	<b><u>Décoration d'ensemble de l'intérieur des unités d'hébergement :</u></b>													6
	Qualité et assortiment du mobilier, des rideaux, coussins et couvre-lits, harmonie des couleurs, éléments de décor (tableaux, gravures, sculptures...) représentatifs de la culture polynésienne, ambiance générale													
	Rideaux occultants (ou autre système permettant de faire l'obscurité dans la (les) chambre(s))	X			X			X			X			
	<b>TOTAL RUBRIQUE 2</b>													45



CRITERES D'APPRECIATION (les croix correspondent à des équipements obligatoires dans le classement)		CHAMBRE D'HOTE (Bed & breakfast)			PENSION DE FAMILLE			FARE D'HOTE (Résidence familiale)			PETIT HOTEL FAMILIAL			NOTE MAXI- MALE
		3	2	1	3	2	1	3	2	1	3	2	1	
<b>3</b>	<b>SERVICES</b>													
<b>3.1</b>	<b>Accueil - commodités :</b>													<b>8</b>
	a) Accueil au point d'arrivée sur l'île et transferts (îles autres que Tahiti)	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	
	b) Réception				X			X			X	X	X	
	c) Pratique de l'anglais et/ou autre(s) langue(s) étrangère(s) : 2 points													
	d) Réveil et messages	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	
	e) Dépôt de valeurs et documents										X	X	X	
	f) Trousse de premier secours accessible à la clientèle	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	
	g) Accès de la clientèle au téléphone de l'établissement, ou proximité immédiate d'une cabine téléphonique (point phone : 1 point ; fourniture de cartes téléphoniques à la réception : 1 point)				X	X		X	X		X	X	X	
	h) Accès de la clientèle au télécopieur et/ou internet : 1 point													
	i) Acceptation paiement par carte de crédit internationale : 2 points										X			
<b>3.2</b>	<b>Linge de toilette et de maison, produits d'hygiène :</b>													<b>5</b>
	a) Draps et taies assortis, propres et de bonne qualité, changés à chaque arrivée puis tous les (en nombre de jours)	2j	3j	3j	2j	3j	3j	2j	3j	3j	2j	3j	3j	
	b) Une grande et une petite serviette de toilette par personne, propres et de bonne qualité, changés tous les (en nombre de jours)	2j	3j	3j	2j	3j	3j	2j	3j	3j	1j	1j	1j	
	c) Fournitures client rechargées à chaque arrivée (minimum : savon neuf et papier hygiénique) et renouvelées durant le séjour	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	
<b>3.3</b>	<b>Propreté des unités d'hébergement et des locaux communs :</b>													<b>3</b>
	a) Nettoyage complet de l'unité d'hébergement avant chaque arrivée	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	
	b) En cours de location, nettoyage quotidien de l'unité d'hébergement (intégré au prix de la nuitée)										X	X	X	

[illegible]

**B - Classement**

NOTES MINIMALES A OBTENIR PAR RUBRIQUE		CHAMBRE D'HOTE (Bed & breakfast)			PENSION DE FAMILLE			FARE D'HOTE (Résidence familiale)			PETIT HOTEL FAMILIAL			NOTE MAXI- MALE
		3	2	1	3	2	1	3	2	1	3	2	1	
<b>1</b>	<b>SITUATION, ENVIRONNEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS</b>	29	25	16	31	27	18	29	25	16	31	27	18	<b>40</b>
<b>2</b>	<b>CONCEPTION ET EQUIPEMENT DES UNITES D'HEBERGEMENT</b>	36	31	26	36	31	26	40	35	30	36	31	26	<b>45</b>
<b>3</b>	<b>SERVICES</b>	20	16	12	22	18	14	20	16	12	24	20	16	<b>30</b>
	<b>TOTAL GENERAL</b>	85	72	54	89	76	58	89	76	58	91	78	60	<b>115</b>

**ARRETE n° 495 CM du 12 avril 2001 fixant les critères d'appréciation, normes et modalités de classement, par hibiscus, des meublés de tourisme.**

NOR : ST00002142AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du tourisme et de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2000-140 APF du 30 novembre 2000 définissant les catégories d'établissements d'hébergement de tourisme classés en Polynésie française et les conditions de leur agrément en cette qualité, en particulier ses articles 28 et 47 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 3 avril 2001,

Arrête :

Article 1er.— En application de l'article 30 de la délibération définissant les catégories d'établissements d'hébergement de tourisme classés en Polynésie française et les conditions de leur agrément en cette qualité, les établissements appartenant à la catégorie définie en son titre IV sont classés par référence au tableau ci-annexé, portant critères d'appréciation et normes de classement par hibiscus des meublés de tourisme.

Art. 2.— Le ministre du tourisme et de l'artisanat est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 avril 2001.

Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre du tourisme  
et de l'artisanat,*  
Nicole BOUTEAU.

**TABLEAU DES CRITERES D'APPRECIATION ET NORMES DE CLASSEMENT, PAR HIBISCUS, DES MEUBLES DE TOURISME**  
**cf. TITRE IV - article 30 de la délibération définissant les catégories d'établissements d'hébergement de tourisme**  
**classés en Polynésie française et les conditions de leur agrément en cette qualité**

*A - Notation*

<b>CRITERES D'APPRECIATION</b>		<b>3 ☉</b>	<b>2 ☉</b>	<b>1 ☉</b>	<b>NOTE</b>
<i>(les croix correspondent à des équipements obligatoires dans le classement)</i>		<b>Hibiscus</b>	<b>Hibiscus</b>	<b>Hibiscus</b>	<b>MAXI- MALE</b>
<b>1</b>	<b><u>SITUATION, ENVIRONNEMENT ET EQUIPEMENTS GENERAUX</u></b>				
<b>1.1</b>	<b><u>Environnement immédiat :</u></b>				<b>3</b>
	a) Panneau signalétique	X	X	X	
	b) Aspect et propreté de l'accès et des abords				
<b>1.2</b>	<b><u>Situation et intégration au milieu :</u></b>				<b>7</b>
	a) Intérêt touristique du site d'implantation (bord de mer, plage, montagne avec vue, ensoleillement...)				
	b) Absence de nuisance (auditive, visuelle, olfactive)				
	c) Indépendance (maison individuelle : 3 points)				
<b>1.3</b>	<b><u>Aménagement du terrain et beauté du jardin :</u></b>				<b>5</b>
	a) Aménagement du terrain et disposition des unités d'hébergement				
	b) Beauté du jardin (selon la nature du sol) : variété, agencement des espèces...				
<b>1.4</b>	<b><u>Parking et dépendances / ou facilités d'accostage si l'accès se fait par bateau</u></b>				<b>2</b>
	Facilités de stationnement (ou d'accostage) à proximité ou Parking privatif (ou ponton)				
<b>1.5</b>	<b><u>Equipements extérieurs (privatifs) de loisirs</u></b>				<b>4</b>
	a) Piscine, ou spa/jacuzzi, ou bain naturel : 3 points				
	b) Salon de terrasse ou de jardin : 1 point	X	X		
	c) Autres (aire de jeux, barbecue...) : 1 point par élément, dans la limite maximale de 3				

CRITERES D'APPRECIATION		3 ☉	2 ☉	1 ☉	NOTE MAXI- MALE
(les croix correspondent à des équipements obligatoires dans le classement)		Hibiscus	Hibiscus	Hibiscus	
1.6	<u>Aspect extérieur d'ensemble de la maison (ou de l'immeuble), respect du style local : la préférence est donnée aux toitures en pandanus, niau ou tuiles de bois et, en général, à l'utilisation de matériaux naturels pour l'architecture et/ou la décoration</u>				5
1.7	<u>Finition et entretien du gros œuvre extérieur (façade, toiture, ouverture) :</u>				3
1.8	<u>Accessibilité aux services :</u>				2
	a) Approvisionnement en denrées alimentaires et autres produits de consommation courante (accessibilité aux moyens de transport à défaut de la proximité des magasins)				
	b) Accessibilité aux activités touristiques, promenades, excursions...				
	c) Informations apportées aux locataires sur l'île d'implantation, les structures médicales, les autres services disponibles (documentation, mémo pratique, à laisser dans l'unité d'hébergement)	X	X	X	
1.9	<u>Eau, électricité, téléphone :</u>				4
	a) Eau courante à tous les robinets + eau chaude (chauffe-eau)	X X	X X	X	
	b) Approvisionnement électrique (si celui-ci se fait par groupe autonome, le loueur doit en assurer le fonctionnement)	X	X	X	
	c) Téléphone (même en service restreint)	X			
TOTAL RUBRIQUE 1					35

CRITERES D'APPRECIATION						3 ☉	2 ☉	1 ☉	NOTE	
(les croix correspondent à des équipements obligatoires dans le classement)						Hibiscus	Hibiscus	Hibiscus	MAXI-MALE	
2	<b>CONCEPTION D'ENSEMBLE :</b> N.B. : L'unité d'hébergement doit être munie d'une porte fermant à clé et, à l'intérieur, disposer d'au moins un tiroir ou placard muni d'une serrure ou d'un cadenas					X	X	X	15	
2.1	<b>Habitabilité :</b>					X	X	X		
a) Surface totale minimale habitable en m² (chambre(s), salon, salle à manger, cuisine inclus ; salle(s) d'eau, mezzanine, deck ou terrasse exclus)										
1/2 personnes (en m²)		3 personnes (en m²)	4 personnes (en m²)	5 personnes (en m²)	6 personnes (en m²)					NOMBRE DE POINTS
12		14	21	23	30					1
14		16	23	25	32					2
16		18	25	27	34					3
18		20	27	29	36	4				
Au delà de 6 personnes prévues, ajouter 3 m² par occupant supplémentaire										
b) Distribution des pièces : dont : nombre de chambres à coucher en rapport avec la capacité (N.B. : les chambres dont la surface est inférieure à 9 m² et les mezzanines ne sont pas prises en compte)  Capacité réceptive (nombre de personnes de 12 ans et plus)      A = 4 : 0 point A = _____      A = 3 : 2 points Nombre de chambres      A = 2 : 3 points						X	X			
c) Cuisine ou coin-cuisine équipé(e) : (3 m² minimum, avec aération naturelle ou mécanique)						X	X	X		
d) Sanitaires (4 m² minimum, avec aération naturelle ou mécanique) : • Jusqu'à 6 personnes : 1 salle d'eau et 1 WC (intégré à la salle d'eau ou indépendant) • A partir de 7 personnes : 2 salles d'eau et 2 WC (dont un indépendant)						X X	X X	X X		
2.2	<b>Lumière naturelle (ouvertures sur l'extérieur) :</b>								2	

CRITERES D'APPRECIATION (les croix correspondent à des équipements obligatoires dans le classement)		3 ☉ Hibiscus	2 ☉ Hibiscus	1 ☉ Hibiscus	NOTE MAXI- MALE
2.3	<b><u>Isolation phonique intérieure et extérieure :</u></b>				3
	a) Intérieure : entre les différentes pièces				
	b) Extérieure : par rapport aux nuisances éventuelles				
2.4	<b><u>Climatisation, ventilation :</u></b>				4
	a) Aération naturelle satisfaisante (vérifier la disposition des ouvertures des pièces habitables)	X	X	X	
	b) Un brasseur d'air ou ventilateur électrique par pièce habitable	X	X		
	c) Un climatiseur par chambre	X			
2.5	<b><u>Autres installations électriques de confort :</u></b>				3
	a) Interrupteur va-et-vient dans l'entrée ou le séjour	X			
	b) Interrupteur va-et-vient dans chaque chambre (entrée et lit principal)	X			
	c) Point lumineux au chevet des lits	X	X	X	
	d) Au moins une prise électrique par chambre	X	X	X	
2.6	<b><u>Conception et agencement de la cuisine :</u></b>				4
	Cuisine fonctionnelle avec placards (fermés) de rangement – autres équipements : voir 3.2	X	X		
2.7	<b><u>Conception et agencement des sanitaires :</u></b>				4
	Les salles d'eau doivent être équipées de porte (les portes pliantes ou coulissantes étant admises), douche ou baignoire, WC (intégré ou séparé), rangements – autres équipements : voir 3.5	X	X	X	
TOTAL RUBRIQUE 2					35



	<b>CRITERES D'APPRECIATION</b> <i>(les croix correspondent à des équipements obligatoires dans le classement)</i>	<b>3 ☼</b> <b>Hibiscus</b>	<b>2 ☼</b> <b>Hibiscus</b>	<b>1 ☼</b> <b>Hibiscus</b>	<b>NOTE</b> <b>MAXI-</b> <b>MALE</b>
<b>3.3</b>	<b><u>Literie :</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Un lit double (minimum 140 x 190 cm) ou deux lits simples (minimum 80 x 190 cm) par couple, avec sommier ou support bois en bon état, matelas à ressorts ou mousse dure ou semi-dure, propre(s), en bon état, recouvert(s) de protège matelas</li> <li>• Un lit (minimum 80 x 190 cm) avec sommier ou support bois et matelas comme ci-dessus par occupant supplémentaire prévu</li> <li>• Epaisseur minimale des matelas : 15 cm</li> <li>• Largeur lit double 160 cm ou plus : + 2 points</li> <li>• Epaisseur matelas 18 cm ou plus : + 2 points</li> <li>• Au moins un oreiller par personne (propre, en bon état, recouvert d'une taie)</li> <li>• Draps fournis (non abîmés ou tâchés) : 2 draps-housses + 2 draps de dessus, avec taies assorties, par lit</li> </ul>	X X  X	X X  X	X X  X	<b>8</b>
<b>3.4</b>	<b><u>Autre mobilier et accessoires des chambres :</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Penderie (tringle avec cintres) et rangements</li> <li>• Table (écritoire ou coiffeuse) avec un siège : 1 point</li> <li>• Téléphone : 1 point</li> <li>• Téléviseur : 1 point</li> </ul>	X	X	X	<b>4</b>
<b>3.5</b>	<b><u>Équipement et accessoires de salle d'eau :</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Équipement sanitaire (douche ou baignoire, lavabo(s), WC) : qualité</li> <li>• Miroir et éclairage au-dessus des lavabos</li> <li>• Prise-rasoir sécurisée (2 ampères)</li> </ul>	X X	X X	X X	<b>4</b>
<b>3.6</b>	<b><u>Décoration d'ensemble :</u></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Qualité et assortiment du mobilier, des rideaux, coussins et couvre-lits, harmonie des couleurs, éléments de décor (tableaux, gravures, sculptures...) représentatifs de la culture polynésienne, ambiance générale</li> <li>• Rideaux occultants (ou autre système permettant de faire l'obscurité dans les chambres)</li> </ul>	X			<b>7</b>
<b>TOTAL RUBRIQUE 3</b>					<b>35</b>

CRITERES D'APPRECIATION (les croix correspondent à des équipements obligatoires dans le classement)		3 ☉ Hibiscus	2 ☉ Hibiscus	1 ☉ Hibiscus	NOTE MAXI- MALE
3	<b>AMEUBLEMENT, EQUIPEMENT ET DECORATION INTERIEURS</b> (adaptation aux besoins, qualité)				
3.1	<b><u>Pièces de séjour :</u></b>				6
	a) Salon (fauteuils et table basse)	X	X		
	b) Coin repas aménagé (minimum : 1 table de repas + 1 siège par occupant)	X	X	X	
	c) <b><u>Eléments de loisirs :</u></b>				
	• Radio	X	X		
	• Téléviseur	X			
	• Autres éléments de loisirs (bibliothèque, jeux de société...) : 1 point par élément, dans la limite maximale de 3				
3.2	<b><u>Cuisine :</u></b>				
	a) <b><u>Equipement de base :</u></b>				4
	• Plaques ou feux de cuisson (minimum : 2)	X	X	X	
	• Evier (bac double et mitigeur pour le 3*)	X	X	X	
	• Hotte aspirante	X			
	• Four	X	X	X	
	• Réfrigérateur 200 litres minimum 4 personnes (avec congélateur pour le 3*)	X	X	X	
	• Batterie de cuisine (au moins 3 casseroles et 2 poêles)	X	X	X	
	• Vaisselle (assiettes, verres et couverts assortis et non abîmés, torchons / le tout d'un nombre au moins équivalent au double de celui des occupants)	X	X	X	
	• Fer et table à repasser	X	X	X	
	• Machine à laver le linge	X	X	X	
	b) <b><u>Electroménager supplémentaire :</u></b>				2
	• Machine à laver la vaisselle	X			
	• Cafetière ou bouilloire électrique	X	X		
	• Four à micro-ondes	X			

**B – Classement**

<b>NOTES MINIMALES A OBTENIR PAR RUBRIQUE</b>	<b>3 ♂ Hibiscus</b>	<b>2 ♂ Hibiscus</b>	<b>1 ♂ Hibiscus</b>	<b>NOTE MAXI- MALE</b>
<b>1 - SITUATION, ENVIRONNEMENT ET EQUIPEMENTS GENERAUX</b>	29	25	16	<b>35</b>
<b>2 - CONCEPTION D'ENSEMBLE</b>	29	25	21	<b>35</b>
<b>3 - EQUIPEMENT ET DECORATION INTERIEURS</b>	29	25	21	<b>35</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>87</b>	<b>75</b>	<b>58</b>	<b>105</b>

**ARRETE n° 496 CM du 12 avril 2001 portant désignation de certains représentants des intérêts professionnels en qualité de membres de la commission de classement des établissements d'hébergement de tourisme.**

NOR : ST00002144AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du tourisme et de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 et l'arrêté n° 428 PR du 6 mars 2001 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2000-140 APF du 30 novembre 2000 définissant les catégories d'établissements d'hébergement de tourisme classés en Polynésie française et les conditions de leur agrément en cette qualité, en particulier son article 38 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 3 avril 2001,

Arrête :

Article 1er.— En application de l'article 38 de la délibération définissant les catégories d'établissements d'hébergement de tourisme classés en Polynésie française et les conditions de leur agrément en cette qualité, sont membres de la commission de classement :

*1° Représentant des agents de voyages :*

- le(la) président(e) du Syndicat des agences de voyages de la Polynésie française, ou son représentant ;

*2° Représentants des syndicats professionnels hôteliers :*

- le(la) président(e) du Syndicat général de l'hôtellerie (S.G.H.), ou son représentant ;
- le(la) président(e) de l'Union polynésienne de l'hôtellerie (U.P.H.O.), ou son représentant ;

*3° Représentants des associations de logement chez l'habitant de la petite hôtellerie familiale et des meublés de tourisme :*

- le(la) président(e) de la Fédération des associations de pensions de famille et du logement chez l'habitant "Haere Mai", ou son représentant ;
- le(la) président(e) de l'association des pensions de famille et du logement chez l'habitant de l'île ou de la commune d'implantation de l'établissement concerné par le classement, ou son représentant ; à défaut, le(la) président(e) de l'association géographiquement la plus proche, ou son représentant.

Art. 2.— Le ministre du tourisme et de l'artisanat est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 avril 2001.  
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :  
Le ministre du tourisme  
et de l'artisanat,  
Nicole BOUFEAU.

**ARRETE n° 497 CM du 12 avril 2001 fixant les caractéristiques des panonceaux signalant les établissements d'hébergement de tourisme classés.**

NOR : ST00002145AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du tourisme et de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 et l'arrêté n° 428 PR du 6 mars 2001 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2000-140 APF du 30 novembre 2000 définissant les catégories d'établissements d'hébergement de tourisme classés en Polynésie française et les conditions de leur agrément en cette qualité, en particulier son article 3 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 3 avril 2001,

Arrête :

Article 1er.— En application de l'article 3 de la délibération définissant les catégories d'établissements d'hébergement de tourisme classés en Polynésie française et les conditions de leur agrément en cette qualité, les panonceaux signalant les établissements d'hébergement de tourisme classés doivent être conformes aux caractéristiques ci-après :

*A) En ce qui concerne les établissements relevant de la catégorie des hôtels et résidences de tourisme international :*

- 1° Support en bois verni d'une dimension de 60 centimètres de largeur par 42 centimètres de hauteur ;
- 2° Inscription, dans l'ordre et de haut en bas :
  - 2a - du type d'établissement dans la catégorie "hôtel de tourisme international classé" ou "résidence de tourisme international classée" ;
  - 2b - apposition d'étoiles stylisées, de couleur jaune, dans la limite du nombre de ces unités de classement accordé à l'établissement ;
  - 2c - apposition du symbole de la Polynésie française tel que défini à l'article 3 de la délibération n° 84-1030 AT du 23 novembre 1984 ;
  - 2d - apposition de la mention "Ministère du tourisme de la Polynésie française".

*B) En ce qui concerne les établissements relevant de la catégorie de l'hébergement chez l'habitant et de la petite hôtellerie familiale :*

- 1° Support en bois verni d'une dimension de 45 centimètres de largeur par 31,5 centimètres de hauteur ;
- 2° Inscription, dans l'ordre et de haut en bas :
  - 2a - du type d'établissement dans la catégorie "chambres d'hôtes classées" ou "pension de famille classée" ou "fare d'hôtes classé" ou "petit hôtel familial classé" ;
  - 2b - apposition de fleurs de tiare stylisées, de couleur blanche, dans la limite du nombre de ces unités de classement accordé à l'établissement ;

2c - apposition du symbole de la Polynésie française tel que défini à l'article 3 de la délibération n° 84-1030 AT du 23 novembre 1984 ;

2d - apposition de la mention "Ministère du tourisme de la Polynésie française".

*C) En ce qui concerne les meublés de tourisme :*

1° Support en bois d'une dimension de 30 centimètres de largeur par 21 centimètres de hauteur ;

2° Inscription, dans l'ordre et de haut en bas :

2a - "meublé de tourisme classé" ;

2b - apposition de fleurs d'hibiscus (aute) stylisées, de couleur rouge, dans la limite du nombre de ces unités de classement accordé au logement ;

2c - apposition du symbole de la Polynésie française tel que défini à l'article 3 de la délibération n° 84-1030 AT du 23 novembre 1984 ;

2d - apposition de la mention "Ministère du tourisme de la Polynésie française".

Art. 2.— Les inscriptions des mentions figurant aux alinéas A-2a, A-2d, B-2a, B-2d, C-2a et C-2d de l'article 1er sont de couleur blanche.

La police de caractères est "Antiqua Ultra".

Les corps utilisés sont les suivants :

- A-2a : corps 88 ;
- A-2d : corps 65 ;
- B-2a : corps 100 ;
- B-2d : corps 45 ;
- C-2a : corps 70 ;
- C-2d : corps 24.

Art. 3.— La police de caractères de l'unité stylisée mentionnée à l'alinéa A-2b de l'article 1er est "Zapf Dingbats" de corps 144.

L'unité stylisée mentionnée à l'alinéa B-2b de l'article 1er doit s'inscrire dans un bloc de 40 millimètres x 40 millimètres.

L'unité stylisée mentionnée à l'alinéa C-2b de l'article 1er doit s'inscrire dans un bloc de 30 millimètres x 30 millimètres.

Les modèles des unités stylisées de classement (étoile, tiare, hibiscus) sont disponibles au service du tourisme de la Polynésie française.

Le symbole de la Polynésie, tel que mentionné à l'article 1er, doit respectivement s'inscrire dans un bloc de 110 millimètres x 110 millimètres en ce qui concerne l'alinéa A-2c, dans un bloc de 88 millimètres x 88 millimètres en ce qui concerne l'alinéa B-2c et dans un bloc de 46 millimètres x 46 millimètres en ce qui concerne l'alinéa C-2c.

Art. 4.— Le ministre du tourisme et de l'artisanat est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 avril 2001.  
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre du tourisme  
et de l'artisanat,  
Nicole BOUTEAU.*

**ARRETE n° 498 CM du 18 avril 2001 portant modification de l'arrêté n° 1834 CM du 29 décembre 2000 relatif l'organisation et au fonctionnement de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé "Institut Louis-Malardé".**

NOR : IFM0100493AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la santé et de la recherche ;

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 et l'arrêté n° 428 PR du 6 mars 2001 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements territoriaux ;

Vu la délibération n° 2000-114 APF du 28 septembre 2000 relative à l'Institut Louis-Malardé ;

Vu l'arrêté n° 1834 CM du 29 décembre 2000 relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé "Institut Louis-Malardé" ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 3 avril 2001,

Arrête :

Article 1er.— L'article 28, alinéa 3, de l'arrêté n° 1834 CM du 29 décembre 2000 précité est modifié ainsi qu'il suit :

*Au lieu de :* "Prêter serment devant le président de la Chambre territoriale des comptes de Polynésie française" ;

*Lire :* "Prêter serment devant la Chambre territoriale des comptes de Polynésie française".

Art. 2.— Le ministre de la santé et de la recherche est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à papeete, le 18 avril 2001.  
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre de la santé*

*et de la recherche,*

Patrick, Tahiaata HOWELL.

NOR : ATP0100567AC

**Par arrêté n° 490 CM du 12 avril 2001.**— Conformément aux dispositions du dernier paragraphe de l'article 51 de la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée, le budget de l'Agence tahitienne de presse est réglé d'office pour l'exercice 2001 en recettes et en dépenses à la somme de 41.240.000 F CFP.

NOR : FCO0100584AC

**Par arrêté n° 492 CM du 12 avril 2001.**— La répartition prévisionnelle n° 4-2001 des crédits de paiement du budget d'investissement initial de 2001 est déterminée selon l'annexe ci-jointe.

## ANNEXE A L'ARRETE PORTANT REPARTITION DES CREDITS DE PAIEMENT 2001

Tableau n° 4-2001

	900	901	902	903	904	905	906	907	908	909	911	912	914	925	Total
PR	- 42.000.000														- 42.000.000
APF															0
CESC															0
VP															0
MFR															0
MAA							505.000.000								505.000.000
MEC															0
MED				545.760.204											545.760.204
MEF															0
MSF															0
MEQ															0
MLD	42.000.000														42.000.000
MJS															0
MSR															0
MAG								80.640.539					22.800.000		103.440.539
MCE															0
MMA															0
MEN															0
MTB															0
	0	0	0	545.760.204	0	0	505.000.000	80.640.539	0	0	0	0	22.800.000	0	1.154.200.743

NOR : SPE0100630AC

**Par arrêté n° 499 CM du 18 avril 2001.**— Une licence de pêche professionnelle est accordée à Mlle Kinnander Maimiti Margaretha, armateur du navire dénommé "Tearenu", immatriculé à Papeete, pour l'exploitation, dans les conditions fixées par le présent arrêté, des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française.

Le navire de pêche défini ci-dessus, à la date de la présentation de la demande de licence de pêche professionnelle, est en projet de commande auprès de Timi Boat, adresse : Mahina.

Ses caractéristiques générales seront les suivantes :

- *type* : navire de pêche ;
- *nationalité* : française ;
- *longueur hors tout* : 7,52 mètres ;
- *largeur hors tout* : 2,6 mètres ;
- *puissance motrice* : 200 CV (diesel) ;
- *nombre et composition de l'équipage* : 1 propriétaire pêcheur et 1 marin pêcheur.

Les techniques de pêche et les espèces ciblées sont les suivantes :

- *technique(s) ou engin(s) de pêche* : pêche au harpon, pêche à la traîne, pêche à la ligne de fonds, pêche à la canne ;
- *espèces ciblées* : petits et grands pélagiques.

La présente licence de pêche est valable jusqu'à la délivrance du permis de navigation du navire par le service des affaires administratives.

NOR : SAE0100657AC

**Par arrêté n° 500 CM du 19 avril 2001.**— La valeur CAF barème représentative de la valeur en douane des produits pétroliers suivants est fixée comme suit :

- essence sans plomb (27.10.00.14) : 30,211 F CFP/litre
- pétrole (27.10.00.23) : 31,942 F CFP/litre
- diesel marine léger (27.10.00.31) : 30,859 F CFP/litre
- M.D.O. (27.10.00.34) : 24,663 F CFP/litre
- gazole (27.10.00.36/37/38/39/40/41/42/43) : 31,359 F CFP/litre

L'arrêté n° 1808 CM du 27 décembre 2000 est abrogé.

NOR : SAE0100658AC

**Par arrêté n° 501 CM du 19 avril 2001.**— Les montants de stabilisation, définis par la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée, sont fixés comme suit :

- essence sans plomb (27.10.00.14) : + 9,601 F CFP/litre
- pétrole (27.10.00.23) : - 0,013 F CFP/litre
- diesel marine léger (27.10.00.31) : + 13,251 F CFP/litre
- M.D.O. (27.10.00.34) : - 19,502 F CFP/litre
- gazole (27.10.00.36) : - 0,977 F CFP/litre
- gazole (27.10.00.37) : - 10,749 F CFP/litre
- gazole (27.10.00.38) : - 6,377 F CFP/litre
- gazole (27.10.00.39) : + 13,251 F CFP/litre
- gazole (27.10.00.40) : - 6,977 F CFP/litre
- gazole (27.10.00.41) : + 9,223 F CFP/litre
- gazole (27.10.00.42) : + 9,223 F CFP/litre
- gazole (27.10.00.43) : - 10,749 F CFP/litre

L'arrêté n° 1809 CM du 27 décembre 2000 est abrogé.

NOR : SAE0100664AC

**Par arrêté n° 502 CM du 19 avril 2001.**— Le paramètre Pla tel que défini à l'article 13 de l'arrêté n° 590 CM du 26 avril 2000 fixant le cadre général du prix du M.D.O. importé est fixé à compter du 1er mai 2001 à 7,85 F CFP par litre.

L'arrêté n° 591 CM du 26 avril 2000 est abrogé.

NOR : SAE0100659AC

**Par arrêté n° 503 CM du 19 avril 2001.**— Le prix maximal de facturation aux revendeurs par les entreprises importatrices et distributrices est fixé comme suit pour les hydrocarbures suivants :

- essence sans plomb (27.10.00.14) :	118,440 F CFP/litre
- pétrole (27.10.00.23) :	61,200 F CFP/litre
- diesel marine léger (27.10.00.31) :	93,285 F CFP/litre
- M.D.O. (27.10.00.34) :	15,740 F CFP/litre
- gazole (27.10.00.36) :	40,000 F CFP/litre
- gazole (27.10.00.37) :	50,200 F CFP/litre
- gazole (27.10.00.38) :	33,200 F CFP/litre
- gazole (27.10.00.39) :	93,200 F CFP/litre
- gazole (27.10.00.40) :	34,000 F CFP/litre
- gazole (27.10.00.41) :	50,200 F CFP/litre
- gazole (27.10.00.42) :	50,200 F CFP/litre
- gazole (27.10.00.43) :	50,200 F CFP/litre.

Le prix maximal de facturation aux utilisateurs finaux par les entreprises importatrices et distributrices est fixé à 40 F CFP/litre pour le gazole (27.10.00.36), à 50,200 F CFP/litre pour le gazole (27.10.00.37), à 33,200 F CFP/litre pour le gazole (27.10.00.38), à 34 F CFP/litre pour le gazole (27.10.00.40), à 41,200 F CFP/litre pour le gazole (27.10.00.41), à 41,200 F CFP/litre pour le gazole (27.10.00.42) et à 50,200 F CFP/litre pour le gazole (27.10.00.43).

Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont poursuivies, réprimées et sanctionnées conformément aux dispositions de la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978 modifiée.

L'arrêté n° 1810 CM du 27 décembre 2000 est abrogé.

NOR : SAE0100660AC

**Par arrêté n° 504 CM du 19 avril 2001.**— Sur l'ensemble du territoire, les prix maximaux de vente au détail du supercarburant, de l'essence sans plomb, du pétrole et des gazoles (27.10.00.37/38/39/41/42) sont fixés comme suit :

- essence sans plomb (27.10.00.14) :	126 F CFP/litre
- pétrole (27.10.00.23) :	68 F CFP/litre
- gazole (27.10.00.37) :	57 F CFP/litre
- gazole (27.10.00.38) :	40 F CFP/litre
- gazole (27.10.00.39) :	100 F CFP/litre
- gazole (27.10.00.41) :	57 F CFP/litre
- gazole (27.10.00.42) :	57 F CFP/litre

Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont poursuivies, réprimées et sanctionnées conformément aux dispositions de l'arrêté n° 766 AE du 13 octobre 1978 modifiée.

L'arrêté n° 1811 CM du 27 décembre 2000 est abrogé.

NOR : SAE0100665AC

**Par arrêté n° 505 CM du 19 avril 2001.**— Le montant de stabilisation, défini par la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "fonds de régulation des prix des hydrocarbures", applicable à l'additif à l'essence sans plomb à base de phosphore de marque Valvemaster (extrait du 38.11.90.00) est fixé à 3,532 F CFP/dosette de 10 millilitres.

La marge de commercialisation maximale telle que prévue par l'arrêté fixant le cadre général du prix de vente de l'additif à l'essence sans plomb à base de phosphore de marque Valvemaster est fixée à 15 F CFP/dosette de 10 millilitres.

Sur l'ensemble du territoire de la Polynésie française, le prix T.T.C. maximal de vente au détail de la dosette de 10 millilitres de l'additif à l'essence sans plomb à la base de phosphore de marque Valvemaster est fixé à 100 F CFP.

Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont poursuivies, réprimées et sanctionnées conformément aux dispositions de la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978 modifiée.

L'arrêté n° 82 CM du 19 janvier 2001 est abrogé.

NOR : SAE0100661AC

**Par arrêté n° 506 CM du 19 avril 2001.**— La valeur CAF barème représentative de la valeur en douane du gaz butane de nomenclature douanière 27.11.13.90 est fixée à 77,525 F CFP/kilo.

L'arrêté n° 1812 CM du 27 décembre 2000 est abrogé.

NOR : SAE0100662AC

**Par arrêté n° 507 CM du 19 avril 2001.**— Le montant de stabilisation défini par la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "fonds de régulation des prix des hydrocarbures", applicable au gaz de butane de numéro de nomenclature douanière 27.11.13.90 est fixé à - 5,878 F CFP/kilo.

L'arrêté n° 1813 CM du 27 décembre 2000 est abrogé.

NOR : SAE0100663AC

**Par arrêté n° 508 CM du 19 avril 2001.**— Sur tout le territoire de la Polynésie française, les prix de vente du gaz butane de nomenclature douanière 27.11.13.90 s'établissent dans les conditions définies par le présent arrêté.

Les prix de vente maximaux des entreprises distributrices de gaz butane aux revendeurs sont fixés comme suit :

- prix au kilo :	168,825 F CFP
- bouteille de 13 kilos :	2.195 F CFP
- bouteille de 39 kilos :	6.584 F CFP
- bouteille de 50 kilos :	8.441 F CFP

Les prix de vente publics maximaux du gaz butane sont fixés comme suit :

- prix au kilo :	181 F CFP
- bouteille de 13 kilos :	2.353 F CFP
- bouteille de 39 kilos :	7.059 F CFP
- bouteille de 50 kilos :	9.050 F CFP

L'achat d'une bouteille pleine donne droit à la reprise d'une bouteille vide complète sans qu'aucun supplément de prix ne puisse être perçu par le vendeur. Les bouteilles de 13 kilos de gaz sont consignées au prix de 3.000 F CFP, celles de 39 kilos et de 50 kilos à 8.000 F CFP, sans majoration possible.

Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont poursuivies, réprimées et sanctionnées conformément aux dispositions de la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978 modifiée.

L'arrêté n° 1814 CM du 27 décembre 2000 est abrogé.

## ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

### PRESIDENCE

#### ARRETE n° 512 PR du 19 avril 2001 relatif à l'exercice des attributions du ministre des transports.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 et l'arrêté n° 428 PR du 6 mars 2001 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 445 PR du 9 juin 1998 fixant les attributions des membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 459 PR du 11 juin 1998 relatif aux attributions du ministre des transports ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— M. Jean-Christophe Bouissou, ministre du logement, de la redistribution et de la valorisation des terres domaniales, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère des transports, pendant l'absence de M. Temauri Foster du 12 au 18 avril 2001 inclus.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 avril 2001.  
Gaston FLOSSE.

## MINISTERE DES FINANCES ET DES REFORMES ADMINISTRATIVES

Par arrêté n° 1136 MFR/PEL du 4 avril 2001.— Sont nommées comme membres du jury du concours externe et interne sur épreuves pour le recrutement d'adjoints administratifs de catégorie C les personnes dont les noms suivent :

- M. Marc Jammet, chef du service du personnel et de la fonction publique, ou son représentant ;
- M. Jean-Jacques Delarce, inspecteur général de l'administration territoriale, ou son représentant ;

- M. Thierry Hargous, chef du service de l'assistance et de sécurité, ou son représentant ;
- M. William Ellacott, directeur du Centre des métiers d'art, ou son représentant ;
- Mme Marie-Rose Lai, fonctionnaire appartenant au cadre d'emplois des adjoints administratifs.

Par arrêté n° 1267 MFR du 12 avril 2001.— L'Association des parents d'élèves de l'enseignement libre des écoles Fariimata et Putiaoro représentée par sa présidente Mme Patricia Tiatia, dont le siège est sis rue du Pont-Neuf à Papeete, est autorisée à organiser une tombola au capital d'émission de 3.000.000 F CFP, composé de 30.000 billets à 100 F CFP l'un et dont le tirage aura lieu en une seule fois le 22 juin 2001 à l'école Fariimata.

Le bénéfice de cette autorisation ne peut être cédé aux tiers.

Le produit de la tombola est intégralement et exclusivement affecté à l'aménagement d'une salle informatique.

Les lots sont les suivants :

1er lot	2 A/R PPT-Los Angeles (offert par Air Tahiti Nui)	152.420 F CFP
2e lot	1 D.V.D. Philips multizone (acheté)	75.000 F CFP
3e lot	1 Boom Blaster 1000 W (offert par Photo Gauguin)	62.000 F CFP
4e lot	1 appareil photo numérique (acheté)	45.000 F CFP
5e lot	1 lot de 2 perles (offert par Yip)	40.000 F CFP
6e lot	1 lot de 2 perles (offert par Yip)	30.000 F CFP
7e lot	2 passages PPT/Tikehau/PPT (acheté)	28.800 F CFP
8e lot	1 ras de cou en hématite (offert par Cavallo)	20.000 F CFP
9e lot	2 A/R PPT-Huahine (acheté)	18.800 F CFP
10e lot	1 perle non montée (offerte par Yip)	15.000 F CFP
11e lot	1 Vini Ericsson (offert par Télélectronique)	13.900 F CFP
12e lot	1 aspirateur Samsung (offert)	12.990 F CFP
13e lot	1 porcelet vivant (offert)	10.000 F CFP
14e lot	1 sèche-cheveux Protect Pro (offert)	6.990 F CFP
15e lot	1 lot de 12 assiettes (offert)	5.000 F CFP

Montant total des lots : 535.900 F CFP (dont achetés : 167.600 F CFP).

Le quart du montant total des lots, soit la somme de 133.975 F CFP, doit être versé à la paierie du territoire avant toute impression de billet de tombola. Le solde, soit la somme de 401.925 F CFP, doit être versé à la paierie du territoire au plus tard 10 jours avant le tirage, c'est-à-dire le mardi 12 juin 2001.

## MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA PREVISION ECONOMIQUE, DE L'ENERGIE ET DE LA CIRCONSCRIPTION PORTUAIRE DES ILES DU VENT

Par arrêté n° 1304 MEC du 19 avril 2001.— L'annexe à l'arrêté n° 1177 CM du 20 décembre 1993 modifié portant



application de la délibération n° 93-52 AT du 10 juin 1993 et fixant la liste des entreprises agréées au bénéfice des dispositions de ladite délibération, est complétée comme il suit :

<i>Raison sociale</i>	<i>N° Tahiti</i>	<i>Groupe de produits</i>
Johanna Piscine Construction	319.905	II

En application de l'article 8 de la délibération n° 93-52 AT du 10 juin 1993, l'entreprise agréée prend les engagements suivants :

- modérer ses prix de vente ;
- utiliser les produits exonérés aux seules fins de transformation ;
- communiquer en fin d'exercice ses comptes de résultat, ainsi que la comptabilité des produits importés en suspension de droits, au service instructeur.

**Par arrêté n° 1305 MEC du 19 avril 2001.**— L'annexe à l'arrêté n° 1177 CM du 20 décembre 1993 modifié portant application de la délibération n° 93-52 AT du 10 juin 1993 et fixant la liste des entreprises agréées au bénéfice des dispositions de ladite délibération, est complétée comme il suit :

<i>Raison sociale</i>	<i>N° Tahiti</i>	<i>Groupe de produits</i>
Moana Glaces	213.561	I

En application de l'article 8 de la délibération n° 93-52 AT du 10 juin 1993, l'entreprise agréée prend les engagements suivants :

- modérer ses prix de vente ;
- utiliser les produits exonérés aux seules fins de transformation ;

- communiquer en fin d'exercice ses comptes de résultat, ainsi que la comptabilité des produits importés en suspension de droits, au service instructeur.

### MINISTÈRE DE L'EQUIPEMENT ET DES AUTRES CIRCONSCRIPTIONS PORTUAIRES

**Par arrêté n° 1289 MEQ du 18 avril 2001.**— Une partie de l'indemnité relative à la parcelle M 97 (terre Vaihi) nécessaire aux travaux de la 2e tranche de la route des Plaines et de ses ouvrages annexes (rivière de Matatia au pont de Punaruu) dans la commune de Punaauia est déconsignée et versée au compte bancaire de M. Hiro Matai suivant le tableau ci-après :

N° de plan	Ca-dastre	Surface en m2	Nom des propriétaires, copropriétaires et ayants droit	Indemnité à déconsigner en F CFP
107	M 97	1.542	<i>Souche Vahine Tehei (consorts Matai) :</i> - Ayants droit de Mami Matai : - M. Hiro Matai	78.304

**Par arrêté n° 1314 MEQ du 19 avril 2001.**— Une partie des indemnités relatives aux parcelles de terre nécessaires au projet de résorption de l'habitat insalubre du quartier Timiona à Titiro est déconsignée et versée au compte bancaire des bénéficiaires désignés au tableau ci-après :

Commune de Papeete		Commune de Pirae		Propriétaires	Indemnités consignées	Sommes à déconsigner en F CFP
Cadastre	Surface en m2	Cadastre	Surface en m2			
Non soumise à la conservation cadastrale (DX 13)	1.106	R2 n° 329 partie plane	3.504	<i>Succession de M. Area Timiona :</i> 1 Mme Mere Emma Claire Tauraa veuve Hiro 2 Mme Jeanine Tauraa épouse Brotherson 3 M. Jacques Tauraa 4 M. Mehacarii Tauraa	28.335.600	7.083.900 7.083.900 7.083.900 7.083.900
		R2 n° 329 partie pentue	5.744			

### MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE

**ARRETE n° 1290 MAG du 18 avril 2001 portant modification de l'arrêté n° 6198 MAG du 5 octobre 2000 portant délégation de signature du ministre de l'agriculture et de l'élevage.**

Le ministre de l'agriculture et de l'élevage,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 et l'arrêté n° 423 PR du 6 mars 2001 portant

nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 206 PR du 31 mai 1996 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture et de l'élevage ;

Vu la délibération n° 94-159 AT du 22 décembre 1994 définissant les missions du service du développement rural ;

Vu l'arrêté n° 446 CM du 24 avril 1995 portant organisation du service du développement rural ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu l'arrêté n° 1100 MAG du 14 octobre 1996 nommant Mme Yolande Vernaude, chef du service du développement rural ;

Sur proposition du chef du service du développement rural,

## Arrête :

Article 1er.— Il est inséré à l'article 1er entre la mention "1.2" et la mention "1.5", la délégation suivante :

"1.3 avec les services de l'Etat et les établissements publics,".

Art. 2.— L'article 2-B-B2 est modifié comme suit :

*Au lieu de* : "Certificat de services faits, de travaux faits ou engagés sur bon de commande." ;

*Lire* : "Certificat de services faits, de travaux faits ou engagés sur bon de commande et/ou en relation avec les travaux en régie."

Art. 3.— Il est ajouté à l'article 2 un paragraphe "E" ainsi rédigé :

"E.— *Rendu exécutoire des actes*

Délivrance d'une attestation de remise à l'intéressé(e) d'une ampliation d'un acte."

Art. 4.— Il est ajouté à l'article 5-1, aux délégations du chef du département P.E.F., la délégation mentionnée en l'article 2-E.

Cette délégation est également acquise au paragraphe a) qui est complété comme suit :

"et en cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, par M. Julien Lowing pour la délégation 2-E".

Art. 5.— Le 2e et dernier alinéa de l'article 5-9 du département D.E.L. est rapporté et remplacé par les dispositions suivantes :

"En cas d'absence ou d'empêchement du docteur Bertrand Dubray, les délégations qui lui sont attribuées sont exercées par Mlle Dominique Lange. En cas d'absence de celle-ci, la délégation qui lui est attribuée *es* qualité est exercée par Mlle Valérie Antras, et, pour les délégations mentionnées à l'article 2-A1, 2-B2 et 2-B3, par M. Henri Falchetto."

Art. 6.— L'article 5-12 du département de la Q.A.A.V. est modifié comme suit :

- le docteur Xavier Deporte se substitue au docteur Valérie Roy au 1er alinéa ;
- les délégations attribuées au chef de département sont modifiées comme suit :
  - *au lieu de* : 2-B1 ;
  - *lire* : 2-B3 ;
- le 2e alinéa est rapporté et est remplacé par les dispositions suivantes :

"En cas d'absence ou d'empêchement de M. Xavier Deporte, les délégations qui lui sont attribuées sont exercées par Mme Valérie Roy, vétérinaire adjointe au chef du département, et, en cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, par Mlle Valérie Antras, vétérinaire 2e adjointe."

Art. 7.— Il est inséré après le 2e alinéa de l'article 7 du 1er secteur agricole, le paragraphe suivant :

"La délégation mentionnée à l'article 2D est également attribuée à M. Joël Juventin".

Art. 8.— Les délégations attribuées aux chefs des 2e, 3e et 5e secteurs agricoles de l'article 7 sont modifiées de manière suivante :

*Au lieu de* : 2-B1 ;

*Lire* : 2-B3.

Art. 9.— Le chef du service du développement rural est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 avril 2001.

Patrick BORDET.

# **MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT**

**ARRETE n° 1264 MEN du 12 avril 2001 autorisant M. Michel Amiot à installer et exploiter un site de tir de ball-trap, commune de Papara (établissement de la 1re classe des installations classées pour la protection de l'environnement).**

Le ministre de l'environnement, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

## Arrête :

Article 1er.— M. Michel Amiot est autorisé à installer et exploiter un site de tir de ball-trap sur les terres Tapauore Teomou 1 et 2, commune de Papara.

Art. 2.— L'établissement relève de la 1re classe de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, rubrique 202.

## *Prescriptions relatives à la sécurité*

Art. 3.— Des panneaux signalant la zone de tir sont installés dans un rayon de 150 mètres autour du pas de tir à la limite de celui-ci, y compris sur les sentiers de randonnée.

Art. 4.— Les tirs sont effectués sous la conduite d'un directeur de tir qui a l'entière responsabilité de la pratique du tir et peut exclure du pas de tir toute personne ayant un comportement dangereux ou refusant de se plier aux exigences du règlement intérieur ou de sécurité.

Art. 5.— Les boissons alcoolisées sont formellement prohibées sur le site de tir.

Art. 6.— Les armes sont placées sous la surveillance et la responsabilité de leur propriétaire. Elles ne sont chargées qu'au moment du tir. Il est interdit, sauf autorisation, de toucher au fusil d'un autre tireur.

Les armes doivent être conservées ouvertes et la chambre de percussion vide pour les fusils à canons superposés ou juxtaposés. Toute personne prenant en mains une arme doit l'ouvrir immédiatement et s'assurer qu'elle n'est pas chargée, elle conserve l'arme ouverte et déchargée jusqu'au moment du tir.

Les armes non utilisées et les munitions sont gardées sous clef par le responsable du club ou le propriétaire.

Art. 7.— Les tirs sont obligatoirement effectués avec des cartouches neuves chargées de billes d'acier ou de plombs nickelés, sphériques, selon les charges suivantes :

- plombs n° 7 : 28 grammes, 32 grammes, 36 grammes ;
- plombs n° 8 : 32 grammes ;
- plombs n° 9 : 28 grammes, 32 grammes.

L'emploi de la poudre noire est interdit, ainsi que l'emploi des cartouches traçantes ou rechargées.

Art. 8.— Le tir s'effectue debout. Le tireur doit placer ses pieds à l'intérieur des limites du pas de tir.

Art. 9.— Les armes utilisées sont déclarées et autorisées conformément à la réglementation en vigueur en Polynésie française.

Art. 10.— Après chaque séance de tir, les douilles et déchets divers doivent être ramassés et évacués pour être mis en décharge.

#### *Prescriptions relatives au bruit*

Art. 11.— L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour la tranquillité de celui-ci.

Les émissions sonores émises par l'installation ne doivent pas être à l'origine d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles précisées dans le tableau suivant :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Émergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne devra pas dépasser, lorsqu'elle est en fonctionnement, 60 dB (A) pour la période de jour et 50 dB (A) pour la période de nuit, sauf bruit résiduel dépassant cette limite.

L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais seront supportés par l'exploitant.

L'inspection des installations classées peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'installation classées. Les résultats des mesures seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### *Protection de l'environnement*

Art. 12.— Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières odorantes, toxiques ou corrosives, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole et à la beauté du site.

#### *Prescriptions administratives*

Art. 13.— La présente autorisation ne vaut pas permis de travaux immobiliers (permis de construire) ou d'occupation du domaine public.

Elle devient caduque si l'établissement n'est pas mis en fonctionnement dans un délai de trois (3) années à compter de sa notification.

Art. 14.— Des prescriptions complémentaires peuvent à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par le code de l'aménagement de la Polynésie française.

#### *Prescriptions générales*

Art. 15.— L'établissement est implanté et exploité conformément à la demande et aux plans déposés. Toute modification de ces plans doit, avant réalisation, faire l'objet d'une déclaration au service administratif compétent.

Art. 16.— L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollutions accidentelles de l'air, des eaux ou des sols.

Dès la conception des installations, l'exploitant doit privilégier les solutions techniques intrinsèquement les plus sûres. Les installations doivent utiliser les meilleures technologies disponibles.

D'une manière générale, le fonctionnement des installations ne doit pas être à l'origine d'une pollution des eaux de surface ou profondes.

Art. 17.— Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie. Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières combustibles et de poussières.

Art. 18.— Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir libre accès aux installations. En l'absence de personnel d'exploitation, les installations sont rendues inaccessibles aux personnes étrangères (clôture, fermeture à clef, etc.).

Art. 19.— L'exploitant prend les dispositions pour satisfaire à l'esthétique du site. L'ensemble du site doit être maintenu en bon état de propreté (peinture, plantations, engazonnement, etc.).

Art. 20.— L'exploitant d'une installation est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation.

Art. 21.— L'inspection des installations classées est chargée du contrôle de l'établissement autorisé.

Art. 22.— La déléguée à l'environnement est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé.

Fait à Papeete, le 12 avril 2001.  
Lucie LUCAS.

**ARRETE n° 1265 MEN du 12 avril 2001 abrogeant l'arrêté n° 2464 MEN du 10 mai 2000 et autorisant la société "Paulero S.C.I." à installer et exploiter des appareils frigorifiques et un parc de stationnement, commune de Papeete (établissement de 2e classe des installations classées).**

Le ministre de l'environnement, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

.....  
Arrête :

Article 1er.— La société "Paulero S.C.I." est autorisée à installer et exploiter des appareils frigorifiques pour la conservation de denrées alimentaires. L'installation est située sur les lots 6, 8 et 10 du lotissement Vaiava, section de cadastre AN, parcelles 41, 43 et 45, commune de Papeete.

### 1 - Equipements et caractéristiques

Art. 2.— L'établissement qui relève de la 2e classe de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, rubrique 189, est défini par un bâtiment abritant :

- un local contenant les appareils de réfrigération ;
- quatre chambres froides positives et négatives ;
- un parc de stationnement de 120 places.

### 2 - Prescriptions concernant les appareils de réfrigération

Art. 3.— Le local où fonctionnent les appareils contenant des gaz comprimés ou liquéfiés est disposé de façon qu'en cas de fuite accidentelle des gaz, ceux-ci soient évacués au dehors sans qu'il en résulte d'inconfort pour le voisinage.

Art. 4.— La ventilation est assurée, si nécessaire, par un dispositif mécanique de façon à éviter à l'intérieur des locaux toute stagnation de poches de gaz et de sorte qu'en aucun cas une fuite accidentelle ne puisse donner naissance à une atmosphère toxique ou explosive.

Art. 5.— Le local est muni de portes s'ouvrant vers l'extérieur en nombre suffisant pour permettre en cas d'accident l'évacuation rapide du personnel.

Art. 6.— Les portes des chambres froides sont équipées d'un système permettant l'ouverture facile depuis l'intérieur. Les dispositifs d'ouverture sont situés hors de portée des enfants.

Art. 7.— Toute chambre froide d'une capacité utile supérieure à 10 mètres cubes est munie d'un dispositif d'avertissement sonore, simple et robuste permettant à toute personne qui se trouverait accidentellement à l'intérieur de cette chambre de donner l'alarme à l'extérieur.

Art. 8.— Toute installation de chambre froide ou climatisée d'une capacité utile supérieure à 10 mètres cubes comporte à l'extérieur et au voisinage de chaque porte un voyant lumineux s'éclairant lorsque la chambre est elle-même éclairée pour permettre au personnel d'y travailler.

Art. 9.— Les appareils de réfrigération sont conformes à la norme NFE 35400 et utilisent des fluides non inflammables et non toxiques.

### 3 - Protection contre l'incendie

Art. 10.— Le bâtiment est défendu par un poteau d'incendie normalisé de diamètre nominal 100 mm, assurant un débit de 17 litres/seconde sous une pression minimale de

1 bar, à une distance réelle n'excédant pas 150 mètres des accès principaux.

Si l'installation de ce poteau d'incendie s'avère impossible, l'exploitant doit faire connaître à l'inspection des installations classées les mesures compensatoires qu'il entend mettre en place.

Art. 11.— Il est installé à proximité des moteurs de chaque chambre froide un extincteur à poudre polyvalente homologué de 9 kilos, portant le label NF-MIH.

Art. 12.— Des panneaux portant la mention "défense de fumer" sont affichés bien en évidence, en particulier dans les zones à risques.

Art. 13.— Une consigne écrite indique les modalités d'entretien, la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incident.

Art. 14.— En cas d'incendie, le centre des sapeurs-pompiers le plus proche est alerté immédiatement par l'exploitant ; le numéro d'appel téléphonique est affiché bien en évidence.

### 4 - Prescriptions concernant le parc de stationnement

#### 4.1 - Construction

##### Prescriptions générales d'isolement

Art. 15.— Tous les éléments généraux de construction présentent une résistance mécanique suffisante ou sont protégés contre d'éventuels chocs de véhicules.

A l'exception des locaux techniques, les éléments de construction du parc, hormis les portes et baies, sont réalisés en matériaux classés en catégorie M0 du point de vue de leur réaction au feu. Les matériaux de revêtement des sols peuvent être réalisés au moins en catégorie M3 du point de vue de leur réaction au feu.

Lorsque le parc est contigu à un immeuble habité ou occupé ou à un établissement recevant du public du premier groupe, les murs ou les parois mitoyens sont :

- coupe-feu de degré minimum 3 heures pour un établissement recevant du public de 1re, 2e, 3e ou 4e catégorie ;
- coupe-feu de degré 2 heures dans les autres cas.

Les communications éventuelles sont réalisées par des sas de même degré de résistance au feu que les murs ou parois traversés.

Les sas, d'une surface de 3 mètres carrés minimum, sont munis de 2 portes chacune pare-flamme de degré demi-heure, équipées d'un ferme-porte, et s'ouvrant vers l'intérieur du sas.

Indépendamment des mesures d'isolement au feu définies ci-avant, les éléments porteurs ou autoporteurs du parc sont stables au feu de degré 1 heure et demie ; les planchers séparatifs sont coupe-feu de degré 1 heure et demie. Toutefois, les dalles de ces planchers constituant les éléments secondaires de la structure peuvent être de degré 1 heure seulement.

#### Façades

Art. 16.— Les garde-corps ou allèges doivent avoir une hauteur pouvant être réduite à 0,80 mètre si leur largeur, au niveau supérieur, a plus de 0,50 mètre.

Les façades satisfont la règle suivante :  $C + D \geq 1$  mètre, dans laquelle C, exprimé en mètres, est la caractéristique de

classe des panneaux définis par l'essai des façades vitrées et D représente la distance horizontale entre le plan des vitres (ou le nu intérieur de la baie libre) et le nu de la plus grande saillie de l'obstacle résistant au feu qui sépare les panneaux situés de part et d'autre du plancher.

#### *Escaliers et ascenseurs*

Art. 17.— A tous les niveaux, les escaliers sont disposés de façon que les usagers n'aient pas plus de 40 mètres à parcourir en dehors des zones de stationnement pour atteindre l'un d'eux s'ils ont le choix entre plusieurs escaliers, et pas plus de 25 mètres s'ils se trouvent dans une partie de l'établissement formant cul-de-sac.

Ils ont une largeur minimale de 0,90 mètre. Si plusieurs escaliers aboutissent dans une allée de circulation commune réservée aux piétons, la largeur de cette allée totalise un nombre d'unités de passage au moins égal à la somme de celui des divers escaliers ; elle comporte au moins deux issues éloignées l'une de l'autre, disposées de manière à éviter les culs-de-sac. Cette allée est enclouée par des éléments coupe-feu de degré une heure.

Les escaliers sont réalisés en matériaux classés en catégorie M0 du point de vue de leur réaction au feu et encloués par des éléments coupe-feu de degré une heure.

Ils sont protégés :

- par des portes pare-flammes de degré demi-heure, à fermeture automatique et s'ouvrant dans le sens de la sortie en venant du parc, lorsque l'escalier débouche directement à l'air libre ;
- dans le cas contraire, par des sas tels que définis à l'article 3.

#### *Conduits et gaines*

Art. 18.— Les conduits et gaines (à l'exception des conduites d'eau) sont disposés de telle sorte qu'ils soient protégés des chocs, de la corrosion et de l'incendie.

Tout conduit ou gaine susceptible de mettre en communication le parc et les locaux voisins est coupe-feu de degré 2 heures au moins.

Sont interdits dans le volume du parc :

- les conduits de vapeur à une pression supérieure à 0,5 bar ou d'eau surchauffée à plus de 110 °C ;
- les conduits de gaz combustibles ou toxiques.

#### *4.2 - Circulation des véhicules et des personnes*

Art. 19.— Les rampes et allées de circulation de véhicules sont libres de tout obstacle sur toute leur largeur et sur une hauteur minimale de 2 mètres. La hauteur maximale des véhicules est inscrite à l'entrée du parc.

Les allées de circulation des véhicules sont antidérapantes.

Toute signalisation destinée à faciliter les déplacements des véhicules à l'intérieur du parc est conforme à celle imposée par le code de la route.

Art. 20.— Aucun obstacle (poutre, canalisation, gaine, etc.) ne doit se trouver à moins de 2 mètres du sol dans toutes les parties du parc susceptibles d'être parcourues par les piétons.

Les accès aux issues sont maintenus dégagés sur une largeur minimale de 0,90 mètre.

Art. 21.— Pour faciliter la circulation dans le parc et repérer les issues, des inscriptions visibles sont apposées.

Si la porte ne donne pas accès à une voie de circulation, un escalier ou une issue, elle doit porter de manière apparente la mention "sans issue".

#### *4.3 - Equipements Installations électriques*

Art. 22.— Les installations électriques répondent à la norme NF C 15-100 et font l'objet d'une attestation délivrée à l'exploitant par le constructeur ou l'entrepreneur.

Les installations électriques sont entretenues en bon état et sont périodiquement contrôlées par un professionnel agréé. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Des dispositifs nécessaires pour permettre, en cas de besoin, de mettre hors tension l'installation électrique, sont prévus. Ils sont placés à un endroit facilement accessible par le personnel responsable.

#### *Eclairage*

Art. 23.— L'éclairage est suffisant pour permettre aux personnes de se déplacer et de repérer aisément les issues, étant entendu que l'éclairage moyen de chaque niveau est au minimum de 30 lux, mesuré au sol en l'absence de voiture. Cette valeur est portée à 50 lux dans les couloirs, escaliers et rampes d'accès des véhicules. Toutes les dispositions sont prises pour assurer une bonne dégressivité entre la luminance extérieure et celle du parc.

Un éclairage de sécurité, alimenté par une source autonome, doit permettre d'assurer un minimum d'éclairage pour repérer les issues en toutes circonstances, effectuer les opérations intéressant la sécurité et faciliter l'intervention des secours. A cet effet, les points lumineux sont placés en partie haute et basse, au plus à 0,50 mètre du sol, le long des allées de circulation, près des issues et dans les escaliers.

#### *Ventilation*

Art. 24.— La ventilation est réalisée de façon à s'opposer efficacement à la stagnation, même locale, de gaz nocifs ou inflammables.

Dans chaque compartiment du parc, les valeurs limites de concentration en monoxyde de carbone sont fixées comme suit :

- la teneur moyenne calculée sur toute période de huit heures consécutives ne dépasse pas 50 ppm ;
- la teneur moyenne calculée sur toute période de vingt minutes ne dépasse pas 100 ppm ;
- la teneur instantanée ne dépasse pas 200 ppm.

La ventilation peut être naturelle ou mécanique. Elle est obligatoirement mécanique dans le niveau de référence et les niveaux supérieurs lorsque les objectifs fixés ci-dessus ne peuvent être respectés avec la seule ventilation naturelle. Si elle est naturelle, les ouvertures de ventilation hautes et basses ne sont en aucun cas, inférieures à 6 décimètres carrés par véhicule.

Les teneurs monoxydes de carbone et éventuellement d'autres polluants doivent être mesurées chaque fois qu'il y a un doute quant à la qualité de l'air. Des mesures d'urgence à appliquer doivent être prévues si les teneurs fixées ci-dessus sont atteintes.

#### 4.4 - Prévention de l'incendie et moyens de lutte et d'alerte

Art. 25.— A l'intérieur du parc il est interdit de constituer des dépôts de matières combustibles ou de produits inflammables, d'ajouter du carburant dans les réservoirs de véhicules et de fumer ou d'apporter des feux nus.

Art. 26.— A chaque niveau, une liaison téléphonique urbaine doit permettre d'appeler le service de secours incendie le plus proche. Le numéro d'appel téléphonique est affiché bien en évidence.

Art. 27.— Des consignes de sécurité et d'incendie sont affichées à l'intérieur du parc de manière que les usagers en prennent connaissance. Ces consignes précisent notamment les mesures d'urgence à prendre et les moyens d'intervention à mettre en œuvre en cas d'incendie et les interdictions à respecter.

Art. 28.— Les moyens de lutte comprennent :

- des extincteurs portatifs répartis à l'intérieur du parc répartis à raison d'au moins 1 pour 15 véhicules, du type 13 A, 21 B ou encore un appareil à poudre polyvalente du type 21 A, 34 B au droit de chaque issue et à chaque niveau et dix appareils supplémentaires dans un endroit approprié du parc ;
- pour chaque niveau : une caisse de 100 litres de sable meuble, munie d'une pelle, placée à proximité de la rampe d'accès.

Toutes les installations intéressant la sécurité, notamment les dispositifs de signalisation, les systèmes d'alarme, les moyens de lutte contre l'incendie ainsi que les dispositifs d'obturation coupe-feu seront régulièrement inspectés par un technicien qualifié, et au moins une fois par an.

#### 5 - Prescriptions générales

Art. 29.— L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations gênantes pour l'environnement.

En particulier, tout moteur, tout transformateur, tout appareil mécanique, ventilateur, transmission, machine, etc., est installé et aménagé de telle sorte que son fonctionnement ne puisse être de nature à compromettre la santé, la sécurité ou la tranquillité du voisinage par un bruit excessif ou par des trépidations anormales.

Art. 30.— Le bruit mesuré en tout point de la limite de propriété ne devra pas dépasser les valeurs suivantes :

Zone	Jour	Période intermédiaire	Nuit
Zone à prédominance d'activités commerciales et industrielles	65	60	55

##### Période de jour :

- jours ouvrables : de 7 heures à 20 heures.

##### Périodes intermédiaires :

- jours ouvrables : de 6 heures à 7 heures et de 20 heures à 22 heures ;
- dimanches et jours fériés : de 6 heures à 22 heures.

##### Période de nuit :

- tous les jours : de 22 heures à 6 heures.

Emergence autorisée : 3 dB (A).

L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix est soumis à son approbation. Les frais sont supportés par l'exploitant.

L'inspecteur des installations classées peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Art. 31.— Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières odorantes, toxiques ou corrosives, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

Art. 32.— La présente autorisation ne vaut pas permis des travaux immobiliers (permis de construire) ou d'occupation du domaine public. Elle deviendra caduque si l'établissement n'est pas mis en fonctionnement dans un délai de trois (3) années à compter de sa notification.

Art. 33.— Des prescriptions complémentaires peuvent à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par le code de l'aménagement de la Polynésie française.

Art. 34.— L'installation est implantée et exploitée conformément aux plans joints à la demande d'autorisation. Toute modification de ces plans doit, avant réalisation, faire l'objet d'une déclaration auprès de l'inspection des installations classées, délégation à l'environnement.

Art. 35.— L'inspection des installations classées est chargée du contrôle de l'établissement autorisé.

Art. 36.— La déléguée à l'environnement est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressée.

Fait à Papeete, le 12 avril 2001.  
Lucie LUCAS.

#### MINISTÈRE DES TRANSPORTS

**Par arrêté n° 1048 MTR du 28 mars 2001.**— Mme Rosalie Tu est autorisée à occuper à compter du 26 avril 2001, pour une durée de 3 ans renouvelable, le domaine public aéroportuaire de Fakarava (Tuamotu) dans le cadre de l'exploitation commerciale d'un snack-bar.

La présente autorisation est particulière à Mme Rosalie Tu et n'est transmissible à aucune autre personne physique ou morale. Toute cession ou location sera nulle de plein droit.

Les conditions d'occupation du domaine public aéroportuaire de Fakarava (Tuamotu) par Mme Rosalie Tu relèvent du cahier des charges n° 578 MTR/STTI du 29 avril 1998, auquel sont annexés les surfaces et les plans d'occupations agréés correspondant.

La présente occupation du domaine public aéroportuaire territorial donne lieu au versement de la redevance annuelle comme fixée par l'arrêté n° 709 CM du 8 juillet 1996, laquelle s'élève à 5.000 F CFP.

## ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

**ARRETE INTERMINISTERIEL du 26 décembre 2000 pris en application de l'article 3 du décret n° 85-605 du 13 juin 1985 relatif aux groupements d'intérêt public constitués en application de la loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur.**

Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et le ministre de l'éducation nationale,

Vu le code de l'éducation, notamment son article L. 719-11 ;

Vu le décret n° 85-605 du 13 juin 1985 relatif aux groupements d'intérêt public constitués en application de la loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur, modifié par le décret n° 99-820 du 16 septembre 1999 et par le décret n° 2000-1270 du 26 décembre 2000,

Arrêtent :

Article 1er.— La création d'un groupement d'intérêt public, en application de l'article L. 719-11 du code de l'éducation et de l'article 1er du décret du 13 juin 1985 susvisés, est soumise à l'approbation conjointe du ministre chargé de l'enseignement supérieur et du ministre chargé du budget.

A cet effet, le projet de convention constitutive du groupement d'intérêt public est transmis au ministre chargé de l'enseignement supérieur et au ministre chargé du budget, accompagné des annexes suivantes :

- le programme d'activités du groupement pour les trois années à venir ;
- les comptes prévisionnels du groupement pour les trois années à venir, retraçant les apports financiers, en nature et en industrie, de chacun des membres du groupement. En outre, dans l'hypothèse où des ressources externes complètent les contributions fournies par les membres, il convient de préciser l'origine et la nature de ces ressources ;
- l'état prévisionnel des effectifs du groupement comprenant notamment les personnels propres rémunérés sur le budget de celui-ci lorsque de tels recrutements sont prévus par la convention constitutive, et précisant les fonctions et la rémunération de ces personnels ;
- l'engagement écrit des membres, complété par la délibération de leur instance délibérante, approuvée, le cas échéant, dans les conditions prévues par les textes les régissant.

Art. 2.— En cas de modification de la convention constitutive avant son échéance, un projet d'avenant à cette convention est soumis à l'approbation conjointe du ministre chargé de l'enseignement supérieur et du ministre chargé du budget. Si ces modifications sont substantielles, l'avenant peut prendre la forme d'une nouvelle convention constitutive.

Le projet d'avenant, ou de nouvelle convention constitutive, est transmis au ministre chargé de l'enseignement supérieur et au ministre chargé du budget, accompagné de la délibération de l'assemblée délibérante du groupement et de l'engagement écrit des membres.

En outre, si la modification porte notamment sur l'adhésion ou le retrait d'un ou de plusieurs membres, les pièces suivantes sont transmises au ministre chargé de l'enseignement supérieur et au ministre chargé du budget :

- l'engagement écrit des membres qui adhèrent ou se retirent du groupement, complété par la délibération de leur instance délibérante, approuvée, le cas échéant, dans les conditions prévues par les textes les régissant ;
- les comptes prévisionnels du groupement pour les trois années à venir lorsque cette modification induit une nouvelle répartition des contributions et des droits des membres.

Selon la nature des modifications, le ministre chargé de l'enseignement supérieur et le ministre chargé du budget peuvent demander que leur soit transmis toute information ou document complémentaires nécessaires à l'instruction du dossier.

Art. 3.— La prorogation de la convention constitutive prend la forme d'un avenant ou, le cas échéant, d'une nouvelle convention constitutive soumise à l'approbation conjointe du ministre chargé de l'enseignement supérieur et du ministre chargé du budget.

Le projet d'avenant ou de nouvelle convention constitutive est transmis au ministre chargé de l'enseignement supérieur et au ministre chargé du budget quatre mois avant la date d'expiration de la convention constitutive, accompagné des annexes suivantes :

- la délibération de l'assemblée délibérante du groupement approuvant la prorogation ;
- l'engagement écrit des membres, complété par la délibération de leur instance délibérante, approuvée, le cas échéant, dans les conditions prévues par les textes les régissant ;
- le bilan des activités réalisées par le groupement et le programme d'activités de celui-ci pour les trois années à venir ;
- le compte financier du groupement du dernier exercice approuvé par l'instance compétente du groupement ;
- les comptes prévisionnels du groupement pour les trois années à venir, retraçant les apports financiers, en nature et en industrie, de chacun des membres du groupement et, dans l'hypothèse où des ressources externes complètent les contributions fournies par les membres, l'origine et la nature de ces ressources ;

- l'état prévisionnel des effectifs du groupement, comprenant notamment les personnels propres rémunérés sur le budget de celui-ci lorsque de tels recrutements sont prévus par la convention constitutive, et précisant les fonctions et la rémunération de ces personnels.

Art. 4.— En cas de dissolution du groupement intervenant avant le terme fixé par la convention constitutive ou à l'échéance de celui-ci, les délibérations des instances du groupement portant sur les conditions de cette dissolution et sur les modalités de liquidation du groupement sont transmises au ministre chargé de l'enseignement supérieur et au ministre chargé du budget.

Art. 5.— La directrice du budget au ministère de l'économie, des finances et de l'industrie et la directrice de l'enseignement supérieur au ministère de l'éducation nationale sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 26 décembre 2000.

*Le ministre de l'éducation nationale,*  
Jack LANG.

*Le ministre de l'économie,*  
*des finances et de l'industrie,*  
Laurent FABIUS.

**1er AVENANT n° 32-01 FREPF du 3 avril 2001 à la convention n° 380 FREPF du 25 novembre 1999 relative à la participation de l'Etat aux dotations financières de la Société de financement du développement de la Polynésie française (Sofidep), ministère de la défense, chapitre 66-50, article 21.**

Entre :

- L'Etat, représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

*d'une part,*

Et :

- La Société de financement du développement de la Polynésie française (Sofidep), représentée par son représentant légal,

*d'autre part,*

Il est convenu ce qui suit :

L'article 9 de la convention n° 380 FREPF du 25 novembre 1999 est modifié comme suit, en ce qui concerne le délai d'élaboration du cahier des charges :

*Au lieu de :* "6 mois" ;  
*Lire :* "dans un délai de 18 mois".

Le cahier des charges de l'évaluation des aides de la Sofidep et de son activité prend valeur contractuelle.

L'ensemble des dispositions de la convention susvisée et en particulier, ses articles 10, 12 et 13 sont applicables au cahier des charges de l'évaluation.

Les autres dispositions de la convention n° 380 FREPF du 25 novembre 1999 demeurent inchangées.

## CONVENTION de financement n° 33-01 du 6 avril 2001.

Entre :

- Le Fonds intercommunal de péréquation, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- La commune de Hitiaa O Te Ra, représentée par son maire, M. Henri Flhor,

Il est convenu ce qui suit :

### Conditions générales

#### Article 1er.— *Objet*

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Fonds intercommunal de péréquation apporte son soutien financier à la commune de Hitiaa O Te Ra pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Construction d'un préau à l'école Mamu primaire à Papenoo", décrite à l'article 2 ci-après.

#### Art. 2.— *Description de l'opération*

L'opération consiste en la réalisation des ouvrages suivants : construire un préau de 362 mètres carrés, dont le coût total est estimé à 906.991,74 FF, soit 16.500.000 F CFP.

#### Art. 3.— *Plan de financement*

F.I.P. (100 %) 906.991,74 FF 16.500.000 F CFP

## CONVENTION de financement n° 34-01 du 6 avril 2001.

Entre :

- Le Fonds intercommunal de péréquation, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- La commune de Hitiaa O Te Ra, représentée par son maire, M. Henri Flhor,

Il est convenu ce qui suit :

### Conditions générales

#### Article 1er.— *Objet*

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Fonds intercommunal de péréquation apporte son soutien financier à la commune de Hitiaa O Te Ra pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Réalisation d'une station d'épuration à l'école Momoa à Hitiaa", décrite à l'article 2 ci-après.

#### Art. 2.— *Description de l'opération*

L'opération consiste en la réalisation des ouvrages suivants : construire une station d'épuration de type "boues



activées" avec désinfection de l'effluent traité avant rejet au milieu naturel (norme de rejet : 0), pour une capacité de traitement de 39 mètres cubes/jour, dont le coût total est estimé à 934.476,34 FF, soit 17.000.000 F CFP.

#### Art. 3.— Plan de financement

- F.I.P. (%)	934.476,34 FF	17.000.000 F CFP
--------------	---------------	------------------

#### CONVENTION de financement n° 35-01 du 10 avril 2001.

Entre :

- Le Fonds intercommunal de péréquation, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- La commune de Taiarapu-Est, représentée par son maire, M. Sylve Perry,

Il est convenu ce qui suit :

#### Conditions générales

##### Article 1er.— Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Fonds intercommunal de péréquation apporte son soutien financier à la commune de Taiarapu-Est pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Grosses réparations à l'école maternelle de Pueu", décrite à l'article 2 ci-après.

##### Art. 2.— Description de l'opération

L'opération consiste en la réalisation des ouvrages suivants : travaux de réparations du bâtiment, regroupant la salle à manger et une classe, consistant à la réfection de la charpente, de la couverture, des menuiseries, de l'installation électrique, des revêtements de sols, peinture et assainissement pluvial, dont le coût total est estimé à 813.544,11 FF, soit 14.800.000 F CFP.

#### Art. 3.— Plan de financement

- F.I.P. (100 %)	813.544,11 FF	14.800.000 F CFP
------------------	---------------	------------------

#### CONVENTION de financement n° 36-01 du 10 avril 2001.

Entre :

- Le Fonds intercommunal de péréquation, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- La commune de Taiarapu-Est, représentée par son maire, M. Sylve Perry,

Il est convenu ce qui suit :

#### Conditions générales

##### Article 1er.— Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Fonds intercommunal de péréquation apporte son soutien financier à la commune de Taiarapu-Est pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Grosses réparations à l'école maternelle de Tautira (2e tranche)", décrite à l'article 2 ci-après.

##### Art. 2.— Description de l'opération

L'opération consiste en la réalisation des ouvrages suivants : travaux de grosses réparations des bâtiments centraux regroupant 3 classes, une salle de repos et un bloc sanitaire. Ils consistent à la réfection de la charpente, couverture, installation électrique, faux plafonds assainissement pluvial et revêtement de sols et à la réparation des menuiseries, dont le coût total est estimé à 1.836.520,86 FF, soit 33.410.000 F CFP.

#### Art. 3.— Plan de financement

- F.I.P. (%)	1.836.520,86 FF	33.410.000 F CFP
--------------	-----------------	------------------

#### CONVENTION de financement n° 37-01 du 10 avril 2001.

Entre :

- Le Fonds intercommunal de péréquation, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- La commune de Fatu Hiva, représentée par son maire, M. Teikivehetope Kamia,

Il est convenu ce qui suit :

#### Conditions générales

##### Article 1er.— Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Fonds intercommunal de péréquation apporte son soutien financier à la commune de Fatu Hiva pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Reconstruction de l'école primaire de Omoa, études", décrite à l'article 2 ci-après.

##### Art. 2.— Description de l'opération

L'opération consiste en la réalisation des études relatives à la reconstruction de l'école primaire de Omoa à Fatu Hiva.

Le coût total de cette opération est estimé à 824.537,95 FF, soit 15.000.000 F CFP.

#### Art. 3.— Plan de financement

L'opération décrite à l'article précédent s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- F.I.P. 99	824.537,95 FF	soit 15.000.000 F CFP
- coût de l'opération	824.537,95 FF	soit 15.000.000 F CFP

## ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

### SERVICE DE L'URBANISME

#### ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS DES ILES AUSTRALES POUR LE MOIS DE MARS 2001

##### COMMUNE DE TUBUAI

###### *Travaux autorisés le 8 mars 2001*

N° 19-2001 MAA, Mme Otaha Salomé née Hoffmann, parcelle de la terre Potu PVB n° 94, sise à Mahu, construction fare MTR 54 mètres carrés, type F3 ;

N° 20-2001, M. Hauata Apia, parcelle de la terre Potu PVB n° 94, sise à Mahu, construction fare MTR 72 mètres carrés, type F4 ;

N° 21-2001, Mme Hiro-Viriamu Violette, parcelle de la terre Paepaeohio n° 3 PVB, sise à Mahu, construction fare MTR 72 mètres carrés, type F4 ;

N° 22-2001, M. Tchori Maurice, parcelle de la terre Temato PVB n° 372, sise à Taahuaia, construction fare MTR 72 mètres carrés, type F4.

##### COMMUNE DE RURUTU

###### *Travaux autorisés le 8 mars 2001*

N° 14-2001 MAA.CAU.PC, M. Riveta Frédéric, Maire de la commune de Rurutu, parcelle de la terre Vaitou 15, PVB n° 155, sise à Avera, construction bloc sanitaire ;

N° 15-2001, M. Mairau Tamaaraia, parcelle de la terre Puarearea 3, PVB n° 94, sise à Avera, construction d'un fare MTR 54 mètres carrés, type F3 ;

N° 16-2001, M. Paparai Lionel, parcelle de la terre Tauaru, PVB n° 557, sise à Moerai, construction d'un fare MTR 72 mètres carrés, type F4 ;

N° 17-2001, M. Lacour Matau mdt de l'A.S. les témoins de Jéhovah, parcelle de la terre Pautoora 3, parcelle n° 3, sise à Unaa, construction d'une salle de réunion ;

N° 18-2001, M. Teauaroa Itatoa, parcelle de la terre Vaiaaia, PVB n° 66, sise à Moerai, construction d'un fare MTR 72 mètres carrés, type F4.

##### COMMUNE DE RAIVAVAE

###### *Travaux autorisés le 8 mars 2001*

N° 10-2001 MAA.CAU.PC, Mlle Tetuamanuhiri Tevaite, parcelle de la terre Tetahua, PVB n° 154, sise à Rairua, construction d'un fare MTR 54 mètres carrés, type F3 ;

N° 11-2001, M. Tetuamanuhiri Raphaël, parcelle de la terre Popoti, PVB n° 190, sise à Rairua, construction d'un fare MTR 54 mètres carrés, type F3 ;

N° 12-2001, Mme Mahai épouse Flores Teurataahiata, parcelle de la terre Tupa, PVB n° 26, sise à Mahanatoa, construction d'un fare MTR 54 mètres carrés, type F3 ;

N° 13-2001, Mlle Mahai Haateniarii, parcelle de la terre Tapuata, PVB n° 18, sise à Mahanatoa, construction d'une maison d'habitation ;

N° 23-2001, Mlle Tumarae Harepehe, parcelle de la terre Henuaparaoa, PVB n° 93, sise à Anatonu, construction d'un fare MTR 54 mètres carrés, type F3.

#### ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS AUX ILES SOUS-LE-VENT POUR LE MOIS DE MARS 2001

##### COMMUNE DE UTUROA

###### *Travaux autorisés le 6 mars 2001*

PC n° 394 MAA.AU.ISLV, M. Tinitua Taruoura, mandataire : S.A.R.L. Atea, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Farematie, cadastrée sous le n° 27, section AE (D n° 01-61).

###### *Travaux autorisés le 20 mars 2001*

PC n° 516 MAA.AU.ISLV, Mme Taroura épouse Moeau Daina, travaux de construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Vaiteruirai, cadastrée parcelle n° 3, section AM (D n° 01-84) ;

PC n° 520, Mlle Hapaitahaa Maima, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Tefarerii, lot 1, parcelle A (partie) (D n° 01-74) ;

PC n° 522, Mme Gisèle Millaud, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Teonearue, cadastrée parcelle n° 28, section BB (D n° 01-85).

##### COMMUNE DE TAPUTAPUATEA

###### *Travaux autorisés le 6 mars 2001*

PC n° 390 MAA.AU.ISLV, Mlle Georgette Heifara Teina, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Tehoroavai (D n° 01-56) à Opoa.

###### *Travaux autorisés le 20 mars 2001*

PC n° 517 MAA.AU.ISLV, M. Langraf Jacques, construction d'une maison d'habitation sur le lot n° 6 faisant partie du lot des terres Vairua, Orotia et Murae (D n° 01-45) à Avera ;

PC n° 530, M. Joël Teriitehau et Mlle Adèle Fuller, rénovation d'une maison d'habitation et construction d'un bungalow sur une parcelle de terre Haavare (D n° 01-80) à Avera.

##### COMMUNE DE TUMARAA

###### *Travaux autorisés le 20 mars 2001*

PC n° 525 MAA.AU.ISLV, M. Atto Tehaamatai, construction d'une maison d'habitation sur une parcelle de la terre Faafau, 2, Pataetae et Vaipo (D n° 01-79) à Tevaitoa.

##### COMMUNE DE TAHAA

###### *Travaux autorisés le 20 mars 2001*

PC n° 514 MAA.AU.ISLV, Mme Marua'e épouse Papai, construction d'un fare greffe sur une parcelle de la terre Vaimao (D n° 635-00) à Patio ;

PC n° 515, Mme Temataru Céline, travaux de terrassement sur une parcelle de la terre Hauroa (D n° 01-105) à Patio ;

PC n° 518, M. Ismaël Tuahu, mandataire de la mairie de Tahaa, construction d'un poste de police à Haamene sur un remblai maritime (D n° 01-27) ;

PC n° 519, M. Ismaël Tuahu, mandataire de la mairie de Tahaa, construction d'un poste de police à Patio sur une parcelle de la terre Mainanui (D n° 01-28) ;

PC n° 523, Mme Emma Teriipaia née Teihotu, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Tauraatapu (D n° 273-99) à Tapuamu ;

PC n° 524, M. Raoul Ehb, construction d'une maison d'habitation sur une parcelle de la terre Aratia (D n° 01-81) à Haamene.

##### COMMUNE DE HUAHINE

###### *Travaux autorisés le 6 mars 2001*

PC n° 388 MAA.AU.ISLV, Mme Ly Wong You Rine et M. Lo Wing Jimmy, régularisation des travaux de réaménagement intérieur et d'extension d'un immeuble existant à usage commercial et professionnel (D n° 01-33) à Fare ;

PC n° 389, Mme Terietia née Teuruarui Bernadette Teurui, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Nuutere (D n° 01-60) à Maeva ;

PC n° 391, M. Fong Mike et Mlle Catherine Fataura, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Pahere (D n° 01-39) à Maeva ;

PC n° 395, Mme Tuarae Teura, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Ahupiti (D n° 01-57) à Maroe ;

PC n° 396, M. Thierry Lemaire, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Vaieri (D n° 533-00) à Fitii.

#### *Travaux autorisés le 23 mars 2001*

PC n° 570 MAA.AU.ISLV, Mlle Valma Vanaa Tauotaha, construction d'une maison d'habitation sur une parcelle des terres Teana 2 et Taataura (D n° 342-00) à Fare ;

PC n° 572, M. Vahinemoea a Tetahio, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Paite (D n° 675-00) à Fitii ;

PC n° 573, M. Tamati Ferdinand Tuhei-Faahu, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Farematie (D n° 01-67) à Parea.

#### COMMUNE DE BORA BORA

#### *Travaux autorisés le 2 mars 2001*

PC n° 375 MAA.AU.ISLV, M. Ropito Mana et Mlle Christiane Teriipaia, régularisation des travaux de construction d'une maison d'habitation sur une parcelle de la terre Manua (D n° 01-18) à Faanui.

#### *Travaux autorisés le 6 mars 2001*

PC n° 392 MAA.AU.ISLV, M. Jack Haoatai, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Opufau (D n° 01-54) à Faanui ;

PC n° 397, Société polynésienne d'investissement touristiques, mandataire : M. Gilles Bonnet, construction d'un hangar à usage d'abri pour bateaux dans l'enceinte de l'hôtel Le Méridien (D n° 573-00) à Anau ;

PC n° 398, M. Maurice Etai Teupohuitua, construction d'une maison d'habitation sur une parcelle de la terre Matitau (D n° 01-52) à Nunue ;

PC n° 399, M. Pierre Lérige, travaux de construction d'une maison d'habitation et d'une piscine sur une parcelle de la terre Purautareva (D n° 630-00) à Nunue.

#### *Travaux autorisés le 13 mars 2001*

PC n° 450 MAA.AU.ISLV, M. Michael Devemy, construction d'un bâtiment à usage commercial avec snack et logement sur une parcelle de la terre Taamotu 2 (D n° 503-00) à Nunue ;

PC n° 451, S.A. Bora Bora Development 2, mandataire : M. P.C. Lacombe, construction de 40 logements pour le personnel de l'hôtel Sheraton, d'un fare pote'e, d'un local abritant un groupe électrogène et une unité de dessalement d'eau de mer sur la parcelle B de la terre Vaifarootai, îlot Toopua (D n° 397-00) à Nunue.

#### *Travaux autorisés le 19 mars 2001*

PC n° 484 MAA.AU.ISLV, M. Teriipaia Toromona, construction d'une maison d'habitation sur la parcelle D de la terre Taahioiti et une concession maritime sise au droit de cette terre (D n° 453-00) à Anau.

#### *Travaux autorisés le 20 mars 2001*

PC n° 533 MAA.AU.ISLV, Mme Francesca Sallenave née Tarnawski, construction d'une maison d'habitation sur la parcelle D du lot n° 3 de la terre Hitimahio (D n° 01-125) à Nunue ;

PC n° 534, Mme Christine Taurai née Tamaa, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Fareai (D n° 01-9) à Nunue.

#### *Travaux autorisés le 23 mars 2001*

PC n° 568 MAA.AU.ISLV, Mme Romina Lee Chip Sao née Buchin, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Tuituimaru, cadastrée n° 16, section CX (D n° 01-64) à Faanui ;

PC n° 571, M. Robert Paofai, construction d'une maison d'habitation sur le lot 4 dépendant du partage de la terre Rofau, lot 1 (D n° 505-00) à Nunue ;

PC n° 574, M. Jimmy Ariihee Mahai et Mlle Maeva Tauotaha, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Tefatua (D n° 01-72) à Anau.

#### COMMUNE DE MAUPITI

#### *Travaux autorisés le 13 mars 2001*

PC n° 448 MAA.AU.ISLV, M. Pofatuura James Temanihi, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Maateauta (D n° 01-47) ;

PC n° 449, Mlle Hilde Pascale Teauroa née Pfennig, construction d'un fare MTR sur une parcelle de la terre Vaipa (D n° 01-66).

#### DELEGATION A L'ENVIRONNEMENT

#### ENQUETE

"de commodo et incommodo"

#### AVIS D'ENQUETE N° 01-12 ENV/IC

Conformément aux dispositions du code de l'aménagement de la Polynésie française, notamment son livre IV relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et dans le cadre de la demande d'autorisation d'extension du centre commercial Continent, situé sur les parcelles section D, n° 225 et n° 226, propriété Tahamana, et les parcelles section D, n° 86 à n° 99, propriété des consorts Bordes, commune de Arue, établissement de la première classe des installations classées pour la protection de l'environnement. La demande est formulée par M. Fabrice Noël, directeur de la S.I.G., mandataire de la Société d'étude et de gestion commerciale.

Une enquête publique est ouverte du 25 avril 2001 au 25 mai 2001.

L'installation comprendra un parc de stationnement couvert de plus de 5.000 mètres carrés.

Le rayon d'affichage des avis d'enquête autour de l'installation est fixé à 1 kilomètre.

M. Bagur Patrick est désigné pour remplir les fonctions de commissaire enquêteur. Il recueillera les observations ou les oppositions qui pourraient se manifester pendant la durée de l'enquête, tous les mercredis de 8 h 30 à 11 h 30, à la mairie de Arue.

Le dossier peut en outre être consulté pendant les heures d'ouverture de la mairie mentionnée ci-dessus. Toute personne pourra y formuler ses observations sur un registre à feuillets non mobiles, ouvert à cet effet. La mairie de Arue est désignée comme siège de l'enquête publique, toute correspondance doit y être adressée.

Fait à Papeete, le 11 avril 2001.  
Pour le ministre et par délégation :  
La déléguée à l'environnement,  
Angeline SABRE.

# PARTIE NON OFFICIELLE

## ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

**Etude de Me Bernard BRUGGMANN,  
Notaire à la résidence de Papeete (île de Tahiti)**

**"TAHITI BEACHCOMBER S.A."**

**Société anonyme**

**Capital : 3.085.582.500 F CFP**

**Actions : 685.685**

**Siège social : FAA'A, P.K. 7,400 Hôtel Beachcomber**

**R.C.S. : Papeete n° 344 B**

Il résulte :

- du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 23 février 2001 ;
- du procès-verbal du conseil d'administration du 26 mars 2001 ;
- du certificat établi par la banque de Tahiti, dépositaire des fonds, en date du 6 avril 2001 ;
- et du procès-verbal du conseil d'administration du 6 avril 2001,

que le capital social a été augmenté de 363.010.500 F CFP et porté de 3.085.582.500 F CFP à 3.448.593.000 F CFP, par émission avec une prime de 10.084 F CFP de 80.669 actions nouvelles de 4.500 F CFP chacune ; qu'en conséquence, l'article 7 des statuts a été ainsi modifié :

### *Mention périmée*

*Capital social :* Capital : 3.085.582.500 F CFP, divisé en 685.685 actions de 4.500 F CFP chacune entièrement libérées.

### *Mention nouvelle*

*Capital social :* Capital : 3.448.593.500 F CFP, divisé en 766.354 actions de 4.500 F CFP chacune entièrement libérées.

*Pour avis et mention,  
Me BRUGGMANN, notaire.*

**Etude de Me BRUGGMANN,  
Notaire à la résidence de Papeete (île de Tahiti)**

**"SOCIETE DU PORT DE PECHE DE PAPEETE"  
(S3P)**

**Capital : 12.720.000 F CFP**

**Nombre d'actions : 1.272**

**Siège social : Papeete, Fare Ute, port de pêche**

**R.C.S. PAPEETE N° 5.323 B**

**N° TAHITI : 316.620**

### *Changement de représentant permanent*

Il résulte de la nomination de Mme Nina VERNAUDON et de M. Georges TRAMINI au sein du conseil d'administration de la SOCIETE DU PORT DE PECHE DE PAPEETE, comme représentants de la C.C.I.S.M., suivant décision de

l'assemblée générale de la chambre consulaire du 15 mars 2001 les modifications ci-après aux mentions antérieurement publiées :

### *Mention périmée*

*Représentants permanents de la Chambre de commerce, d'industrie, des services et des métiers de Polynésie :* MM. Henri WATANABE, domicilié à Papeete, B.P. 118, et Christian PEREZ, domicilié à Pirae, B.P. 5454.

### *Mention nouvelle*

*Représentants permanents de la Chambre de commerce, d'industrie, des services et des métiers de Polynésie :* Mme Nina VERNAUDON, présidente de la C.C.I.S.M., domiciliée à Papeete, B.P. 118, et M. Georges TRAMINI, domicilié à Papeete, B.P. 20717.

*Pour avis et mention,  
Le conseil d'administration.*

**Me Jean-Marc FOURCHEGU, avocat  
B.P. 5 Maharepa, Paopao, Moorea**

### *Avis*

Par jugement du tribunal civil de première instance de Papeete daté du 28 mars 2001 a été homologué l'acte dressé par l'étude de Me BRUGGMANN, notaire résidant à Papeete, le 11 août 1999, aux termes duquel M. Richard Yves Henri SOLNICA, né le 10 juin 1949 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), France, commerçant, marié avec Mme Juliette TENG KOAN CHEUNG, née le 4 octobre 1957 à Papeete, sans profession, demeurant ensemble à Pirae, lotissement Vetea 2, lot n° 187, île de Tahiti, ont décidé d'adopter le régime de la communauté universelle suivant les articles 514 et suivants du C.P.C.P.F. à dater de leur requête conjointe aux lieu et place du régime de la séparation de biens pure et simple aux termes de leur contrat de mariage reçu par Me Jean SOLARI, notaire à Papeete, le 27 septembre 1977, existant entre eux depuis leur mariage célébré en la mairie de la commune de Papeete le 29 octobre 1977.

*Pour extrait,  
Me Jean-Marc FOURCHEGU, avocat.*

## CESSION DE FONDS DE COMMERCE

M. Louis LABORDE a vendu à la S.A.R.L. ATEA (maisons individuelles) un fonds de commerce à l'enseigne ATEA.

Montant de la vente : 8.000.000 F CFP, comprenant le nom commercial, la clientèle, l'achalandage.

Enregistré à Papeete, le 3 avril 2001, n° 3280 H.

*Pour 2e avis.*

## ANNONCES DIVERSES

### ASSOCIATION SYNDICALE DES PROPRIETAIRES DU LOTISSEMENT "TE MARU ATA"

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(19 avril 2001)

Président	:	BLANCHARD Pierre
Vice-président	:	RIGO Bernard
Secrétaire	:	MILLAUD Nicole
Trésorier	:	BAUDHUIN Jacques
Membre	:	MORIN Françoise

### AMICALE DES SAPEURS-POMPIERS DE LA COMMUNE DE MAHINA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(29 mars 2001)

Président	:	ARAI Mirirani
Vice-président	:	VIRASSAMY Matahi
Secrétaire	:	VIRAU Moenau
Secrétaire adjoint	:	POUIRA Juliano
Trésorier	:	MAI Joseph
Trésorier adjoint	:	TEIHOARII François

### ASSOCIATION MARAA RUGBY CLUB

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(28 janvier 2001)

Président d'honneur	:	TEUPOOHUITUA Lucien
Président	:	RATARO Pita
Vice-présidents	:	TEAHUI Georges MU François
Secrétaire	:	TAUFA Teiva
Secrétaire adjoint	:	TAVAE Fleury
Trésorier	:	TEISSIER Karl
Trésorier adjoint	:	JENNINGS Nelson
Assesseeurs	:	TUPEA Lucien LENOIR Basil

### ASSOCIATION A TAUTURU IANA RAIATEA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(10 février 2001)

Présidente	:	BROTHERS Violette
Vice-présidents	:	SOMMER Jean-Pierre BROTHERS Franklin MARAHITI Ladys
Secrétaire	:	SMITH Tatiana
Secrétaires adjoints	:	ROCHETTE Valentino PAPA Maryse
Trésorière	:	HUNTER Lorna
Trésorières adjointes	:	MOULON Lynda HART Turia TAUTU Caroline
Commissions de contrôle	:	NAVARRO Yvette TETAHIO Denise

### ASSOCIATION TAMARII HITIKAU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(18 mars 2001)

Président d'honneur	:	TEIKITEEPUPUNI Lazare
Président	:	TEIKITEEPUPUNI Paul
Vice-président	:	TEATIU Paul
Secrétaire	:	AH-SAM Athanase
Secrétaire adjoint	:	TAIAAPU Charles
Trésorier	:	TEIKITEEPUPUNI Firmin
Trésorier adjoint	:	TAAVIRI Ned

### ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE PRIMAIRE ARUE - 2

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(7 décembre 2000)

Président	:	FAATOMO Siméon
Secrétaire	:	CARNET Miri
Trésorière	:	PRAK Belen
Trésorier adjoint	:	BARET Eric
Assesseeurs	:	MATATOA Mireille HOE-CHUMANO Teramo

### ASSOCIATION APAKA IHI TE VII TAHI NO HIVA OA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(28 mars 2001)

Président	:	BONNO Jean-Pierre
Vice-président	:	BONNO Bruno
Secrétaire	:	BELCASTRO Armand
Secrétaire adjoint	:	GERST Olivier
Trésorier	:	MENDIOIA Etienne
Assesseeurs	:	FREBAULT Vanessa TEHAAMOANA Georges

### ASSOCIATION TE VEVO O TE TIATURIRAA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(28 janvier 2001)

Président	:	BARBER Eric
Vice-président	:	LEVANT Louis
Secrétaire	:	SIAO Raymond
Trésorier	:	ALBERT Thierry

### FEDERATION POLYNESIENNE DE SPORTS ADAPTES ET HANDISPORTS

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(30 mars 2001)

Présidente	:	KAMIA Henriette
Vice-président	:	TOROMONA John
Secrétaire	:	TUAIRAU Roger
Secrétaire adjointe	:	HELME Héliène
Trésorier	:	COJAN Patrick
Trésorier adjoint	:	POURSIN Jean-Marc

**FEDERATION SPORTIVE ET CULTURELLE DE FRANCE  
UNION TERRITORIALE DE POLYNESIE FRANÇAISE**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(17 février 2001)

Président	: CAILLET Francis
Vice-président	: MAONO Jean-Marc
Secrétaire	: EKOUMA Isabelle
Secrétaire adjointe	: TEARIKI Poema
Trésorier	: NAHEI Georges
Membres	: PORLIER Marie-Paule
	OPUU Linda
	MARTY Danièle
	TARAA Rosalie
	TANÉPAU Justin
Administratrice de l'U.T.F.S.C.F.	: TEARIKI Sylvie

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES  
DE L'ECOLE DE NAHOE**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(14 février 2001)

Président	: KOKAUANI Joseph
Vice-président	: KOKAUANI Aristide
Secrétaire	: VAATETE Daniel
Secrétaire adjoint	: TOHETIAATUA Philippe
Trésorière	: SULPICE Marie
Trésorière adjointe	: O'CONNOR Marie

**FEDERATION POLYNESIENNE DE VA'A HORUE  
(SURF SKI)**

*Modification de statuts*

L'article 1er a été transformé comme suit :

L'organisation de la pratique et la promotion du surf ski, du canoë-kayak,..., et va'a à voile.

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(24 mars 2001)

Président	: ARCHER Carl
Vice-président	: ITCHNER Stephen
Secrétaire	: GACHEN Cyril
Secrétaire adjoint	: MAINGUET Jérôme
Trésorière	: AUSSAGE Moea
Trésorier adjoint	: TARAIHAU Franco

**COMITE DU TOURISME DE MOOREA**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(6 avril 2001)

Président	: RUTA Billy
Vice-présidents	: MAIHI Georges
	KELLEY Hiro
Secrétaire	: LEONELLI Jean-Christophe
Secrétaire adjointe	: GENDRON Tekeani
Trésorière	: GERMAIN Vaiana
Trésorière adjointe	: GUY Moetia

**COOPERATIVE MATAIREA RAVA'AI**

*Modification des statuts :*  
(4 avril 2001)

M. LO WING Jimmy est nommé trésorier en remplacement de M. PERRIER Christian.

**SYNDICAT DES INDUSTRIELS  
DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(27 février 2001)

Président	: BELLANGER Bruno
Vice-président	: MONVOISIN Michel
Secrétaire	: GALANGAU Jean
Trésorier	: TURCONI Frédéric

**CONSEIL DES EMPLOYEURS DE POLYNESIE FRANÇAISE**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(1er mars 2001)

Président	: YAU Gilles
Vice-présidents	: TRAMINI Georges
	VIARIS de LESEGNO Hubert
Trésorier	: CHOMER Didier

**COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE MATERNELLE  
DE NAHOATA**

*Modification de statuts*

Les articles 5 et 7 ont été modifiés.

Le reste est sans changement.

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(30 janvier 2001)

Présidente	: MERVIN Maire
Secrétaire	: BERROU Catherine
Secrétaire adjointe	: GUENN Alexandra
Trésorier	: TETUAITEROI Maxo

**HAMAUARAA A TE FARE HAAPIRAA - AUPURAA TAMA-  
RII NO TE FARE HAAPIRAA TAMA HAU NO NAHOATA**

*Modification de statuts*

Les articles 3 et 4 ont été modifiés.

Le reste est sans changement.

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(30 janvier 2001)

Présidente	: MERVIN Maire
Secrétaire	: BERROU Catherine
Secrétaire adjointe	: GUENN Alexandra
Trésorier	: TETUAITEROI Maxo

### ASSOCIATION ECOLOGISTE POUR LA DEFENSE DE RAIVAVAE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(3 février 2001)

Président	:	MANAIA Temaui
Vice-président	:	TEHAHE Tenanaha
Secrétaire	:	FLORES Nataretia
Secrétaire adjoint	:	FLORES Napoléon
Trésorier	:	TEIPOARII Eritaia
Trésorier adjoint	:	TEVAATUA Taaroa
Assesseurs	:	TETUAHITI Namata RAI René TETARONIA Teuratuao FLORES Teriitehau OPETA Teriinui TEATAOTERANI Peniamina

### FOYER SOCIO-EDUCATIF ET COOPERATIVE SCOLAIRE DU COLLEGE DE TIPAERUI Anciennement COOPERATIVE SCOLAIRE DU COLLEGE DE TIPAERUI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(11 décembre 2000)

Président	:	LEGER Philippe
Vice-président	:	SCHREYER Kim
Secrétaire	:	NUI Miki
Secrétaire adjointe	:	TEIKITEETINI Maeva
Trésorière	:	ROLLAND Christine
Trésorière adjointe	:	CROSS Valentina

### ASSOCIATION ARTISANALE HEI TIARE MAOHI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(13 mars 2001)

Présidente	:	IOTEFA Haupua
Vice-présidente	:	KASPAR Rara
Secrétaire	:	TAPUTU-MERVIN Débora
Secrétaire adjoint	:	MARUAE PARAUE Hana
Trésorière	:	AH MANG Diana
Trésorière adjointe	:	ELLACOTT Teipo
Assesseur	:	TOA WALTER Teaviu

### MOUVEMENT EUCHARISTIQUE DES JEUNES (M.E.J.)

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(21 mars 2001)

Président	:	JOUSSIN Teva
Vice-président	:	TEHIVA Charles
Secrétaire	:	PUPUTAUKI Léonard
Secrétaire adjointe	:	PIERRON Moea
Trésorière	:	CHONON Christelle
Trésorier adjoint	:	CELTON Alain

### ASSOCIATION FAMILIALE TUKUKAAKI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(10 février 2001)

Présidente	:	TATA Louise
Vice-président	:	TATA Joseph
Secrétaire	:	TATA Liliane
Trésorier	:	TATA Noël

### ASSOCIATION SPORTIVE FARATEA HOE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(30 mars 2001)

Président d'honneur	:	METUA Arthur
Président	:	SCHWARZ Hans
Vice-président	:	DUFOUR Robert
Secrétaire	:	SCHWARZ Hortense
Secrétaire adjoint	:	VIVISH Vaitini
Trésorière	:	DUFOUR Anaïs
Trésorier adjoint	:	DOOM Clayto

### COMITE OLYMPIQUE DE POLYNESIE FRANÇAISE

*Rectificatif*

Le présent bureau remplace celui paru au J.O.P.F. n° 14 du 5 avril 2001 à la page 856.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(24 février 2001)

Président	:	NENE Tauhiti
Vice-président	:	LAUGHLIN Enoch
Secrétaire	:	PAILLE Michel
Secrétaire adjoint	:	VILLANT Pierre
Trésorier	:	GATIEN Ramon
Trésorier adjoint	:	SIU Alain

### ASSOCIATION DES POMPIERS DE PAPEETE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(12 décembre 2000)

Présidents d'honneur	:	BUILLARD Michel BORDET Patrick JAMET Anthony
Présidente	:	IOGNA Christine
Vice-président	:	PAI Tafai
Secrétaire	:	BUCHIN Georges
Secrétaire adjoint	:	MEUEL Hugues
Trésorier	:	ROSCOL Samuel
Trésorier adjoint	:	TEFAATAU Alvest
Assesseurs	:	BUCHIN Joseph STEPHENSON Sandro MARUAITU Raymond TEHIVI Jean-Louis

### ASSOCIATION SYNDICALE DU LOTISSEMENT TOAROTU RAHI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(21 mars 2001)

Président	:	MACHOUX Christian
Vice-président	:	BARFF Germain
Secrétaire	:	SCHULTZ Jean-Georges
Trésorier	:	SCHUTZ Dany
Assesseur	:	BARBANCHON Michel

**ASSOCIATION SPORTIVE MAKUOHO**  
(Récépissé n° 3871 DRCL du 19 avril 2001)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION SPORTIVE MAKUOHO, fondée le 27 mars 2001, a pour objet :

- de former à la responsabilité, au civisme, à l'autonomie par la pratique d'activités physiques, sportives ;
- de faire prendre conscience des richesses culturelles et de sensibiliser à l'environnement par la pratique d'activités socio-culturelles ;
- d'organiser des activités ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre ses membres.

Son siège social est fixé à Hokatu, Ua Huka, Marquises. Il pourra être transféré par simple décision de l'organe de direction ; la ratification par la plus proche assemblée générale sera nécessaire.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	TAIAAPU Charles
Secrétaire	:	TAIAAPU Marie-Angéla
Trésorière	:	TAAVIRI Josiane
Commissaires aux comptes	:	PAUTEHEA Jean-Pierre FOURNIER Karène

**ASSOCIATION BISOUNOURS 2**  
(Récépissé n° 3937 DRCL du 20 avril 2001)

Extraits de statuts

Il est fondé le 2 avril 2001, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901, ayant pour titre BISOUNOURS 2.

Elle a pour objet d'organiser des manifestations pour récolter des fonds qui serviront à l'aménagement de la garderie.

Son siège social est fixé à Pirae, rue Yves-Martin. Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration ; la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	:	LIGTHART Simone
Vice-présidente	:	DANIEL Lilia
Secrétaire	:	RAMARIAVELO Moea
Secrétaire adjointe	:	TEURUARI Mireille
Trésorière	:	QUELESME Nicole
Trésorière adjointe	:	SOMMER Georgina
Membres	:	TEIHO Pascale LIGTHART François

**ASSOCIATION TEAHUPOO HORUE**  
(Récépissé n° 3982 DRCL du 23 avril 2001)

Extraits de statuts

L'association TEAHUPOO HORUE, créée depuis le 11 avril 2001, est régie par la loi du 1er juillet 1901. Elle a pour but :

- créée dans la perspective d'accueillir les compétitions internationales de surf, l'association se veut, dès ce jour, étendre ses objectifs en accueillant également les compétitions internationales de body board et toute activité terrestre et nautique susceptible d'être organisée dans la commune de Teahupoo ;
- d'organiser et de gérer l'accueil et l'hébergement des participants et des visiteurs attirés par l'événement ;
- d'organiser les moyens de transport et les navettes vers les sites de compétitions se rapportant à l'événement ;
- de promouvoir la commune de Teahupoo, ses sites de compétitions, ses sites archéologiques, l'hospitalité et la culture de ses habitants afin de favoriser l'afflux touristique tant local qu'international et bénéficier ainsi des retombées économiques ;
- d'organiser des voyages culturels au bénéfice de tous ses adhérents vers les îles de la Polynésie et à l'étranger afin de développer les connaissances et les échanges pour un mieux-être ;
- de créer et de développer une école de surf et de body board au profit des jeunes de Teahupoo et de la presqu'île.

Son siège social est fixé à la mairie de Teahupoo dans la presqu'île de Taiarapu-Ouest, au point kilométrique 16,5 côté mer.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	:	MANUIREVA Clothilde
Vice-président	:	TEUIRA Faataura
Secrétaire	:	TERAIAMANO Greta
Secrétaire adjointe	:	LABASTE Gerda
Trésorière	:	MOU Louise
Trésorier adjoint	:	PARKER Eddy

**ASSOCIATION ARTISANALE TE MATA O UAIVI**  
(Récépissé n° 2846 DRCL du 26 mars 2001)

Extraits de statuts

Il est constitué, entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901.

Elle prend le nom de TE MATA O UAIVI.

Elle a pour but l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des artisans de la commune de Hanaiapa :

- en luttant contre la concurrence des produits d'importation ;
- encourageant la production et la vente d'objets d'artisanat local ;
- en aidant les autorités responsables à prendre des mesures de protection et de sauvegarde de l'artisanat traditionnel ;
- en adaptant les productions aux exigences du marché ;
- en facilitant l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice de la profession ;
- en aidant à la poursuite des progrès moral et professionnel de ses membres ;
- en venant en aide aux membres.

Son siège social est fixé à Hanaiapa.

Sa durée est illimitée.



## COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	:	TETUAVEROA Fernand
Président	:	TAUIRA Teikikautai
Vice-président	:	KEHUEHITU Firmin
Secrétaire	:	BONNO Barbe-Marie
Secrétaire adjointe	:	KEHUEHITU Mireille
Trésorier	:	TAUIRA Georges
Trésorier adjoint	:	KEHUEHITU Augustin
Assesseeurs	:	VAHAPUTONA René SCALLAMERA Robert

**TA'ATIRA'A FAAHOTU IA MAHAENA**

(Récépissé n° 3624 DRCL du 11 avril 2001)

## Extraits de statuts

Il est fondé, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Sa dénomination est "Ta'atira'a Faahotu Ia Mahaena".

Cette association a pour but de :

- défendre les intérêts de ses membres ;
- développer leurs activités ;
- faciliter le regroupement, la production, la commercialisation de leurs produits ;
- organiser toute manifestation promotionnelle, commerciale ou publicitaire.

Le siège social est fixé à la mairie de Mahaena, P.K. 32,500, côté montagne.

La durée de l'association est illimitée. Elle ne prendra fin que lorsque sa dissolution sera votée par une assemblée générale extraordinaire.

## COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	TOM SING VIEN Jean-Pierre
Vice-président	:	TETO Paroe
Secrétaire	:	ARAPARI Elvina
Secrétaire adjoint	:	TCHIOUNG YAO Alphonse
Trésorier	:	PITTMAN Orlando
Trésorier adjoint	:	TINORUA Ludmilda

**MOOREA FENUA MA**

(Récépissé n° 3806 DRCL du 18 avril 2001)

## Extraits de statuts

L'association Moorea Fenua Ma, fondée le 12 avril 2001, est régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et ses textes d'application.

Elle a pour objet :

- de rendre le public en général attentif au fait que les détritrus concernent chaque individu ;
- d'éduquer nos enfants sur ce problème disgracieux qui affecte nos merveilleuses îles.

Son siège social est fixé à Papetoai, Moorea. Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration ; la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

Sa durée est illimitée.

## COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	BLAKE Ted
Secrétaire	:	BLAKE Tatiana
Trésorier	:	AMIOT Gérard
Commissaires aux comptes	:	DEANE Georges CARLSON Claude

**ASSOCIATION SPORTIVE TIARE KAHAIHA DE HAO**

(Récépissé n° 2812 DRCL du 4 avril 2001)

## Extraits de statuts

L'association sportive Tiare Kahaia de Hao, créée le 10 mars 2001, est régie par la loi du 1er juillet 1901 sur les associations et par les présents statuts.

L'association sportive Tiare Kahaia de Hao a pour but d'organiser et de favoriser la pratique des sports et des exercices physiques par tous les jeunes du territoire acceptant les présents statuts.

Elle peut étendre son action dans les domaines autres que sportifs (éducation populaire, éducation artistique, etc.) décidés par le comité directeur.

Elle s'interdit toute discussion présentant un caractère politique ou religieux.

Son siège social est fixé à Hao (Tuamotu). Il pourra être transféré en tout autre lieu fixé par le comité directeur.

Sa durée est illimitée.

## COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	FOSTER Steeve
Vice-président	:	TUAHINE Théodore
Secrétaire	:	POIRIER Maite
Secrétaire adjointe	:	TEPA Bérénice
Trésorier	:	FOSTER Tony
Trésorière adjointe	:	HIO Nadine

**ASSOCIATION TURU RAU NO PIRAE UTA (TITIORO)**

(Récépissé n° 3419 DRCL du 10 avril 2001)

## Extraits de statuts

L'association dénommée TURU RAU NO PIRAE UTA (Titioro), fondée le 24 mars 2001, a pour objet :

- de faciliter l'insertion des jeunes au moyen d'animations, de formations, d'encadrement et d'aides diverses ;
- de développer les activités et les animations dans le quartier ou la commune ;
- d'organiser des sorties et manifestations diverses ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre ses membres.

Sa durée est illimitée.

Elle a son siège à Pirae (lotissement Pirae Uta). Il pourra être transféré par simple décision du bureau directeur qui sera ratifiée par l'assemblée générale.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente d'honneur	:	TEAMOTUAITAU Angéline
Président	:	TUPEA Anania
Vice-présidente	:	TEAHAMAI Mere
Secrétaire	:	MAIROTO Manava
Secrétaire adjointe	:	TEMAI Simone
Trésorière	:	OHU Marie-Yolande
Trésorier adjoint	:	TAUPOTINI Frédéric
Assesseurs	:	MAIROTO Manuia BELLAIS Georgina TUPEA Angéline

#### ASSOCIATION LOTUS SPORT

(Récépissé n° 362 DRCL du 11 avril 2001)

##### Extraits de statuts

L'association LOTUS SPORT, fondée le 16 mars 2001, a pour objet la promotion de l'activité Fitness et Culturisme, etc., ainsi que l'organisation d'activités ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre ses membres.

Sa durée est illimitée.

Elle a son siège au Centre commercial Lotus (New Lotus Fitness Club), Punaauia. Il pourra être transféré par simple décision de l'organe de direction de l'association ; la ratification par la plus proche assemblée générale sera nécessaire.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	BLANCHET Jean-Christophe
Vice-présidente	:	GOBRAIT Claudine
Secrétaire	:	HABERSTROH Brigitte
Trésorier	:	CRUZ Claude
Trésorière adjointe	:	TEMAURI Terai

#### COOPERATIVE AGRICOLE DES PETITS ELEVEURS

(Récépissé n° 244 DAG/DR du 12 avril 2001)

##### Extraits de statuts

Il est constitué le 1er avril 2001, entre ceux qui adhèrent aux présents statuts, une société civile particulière de personnes à capital et personnel variable régie par les dispositions de la délibération n° 34 du 3 mars 1958 portant statut de la coopération dans le territoire de la Polynésie française rendu exécutoire par arrêté n° 119 AAE du 22 mars 1958 en application du décret n° 184 du 2 février 1955 ainsi que par les dispositions réglementaires qui les modifieront ultérieurement.

La coopérative prend la dénomination de "Coopérative Agricole des Petits Eleveurs".

Elle exerce son action dans toutes les circonscriptions territoriales de la Polynésie française.

La coopérative a pour objet, dans le cadre de ses statuts et règlements :

- l'achat de produits nécessaires aux sociétaires ;
- la transformation, le conditionnement et la commercialisation des produits collectés auprès des sociétaires.

La durée de la coopérative est fixée à 99 ans.

Le siège social de la coopérative est établi au domicile du président, mais pourra être situé ailleurs sur simple décision du conseil d'administration.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	:	BONNO Marie-José
Vice-président	:	HUCHARD Pierre
Secrétaire	:	RASSELET Hervé
Secrétaire adjoint	:	ELLACOTT Yvonic
Trésorier	:	LALLA Jean
Trésorier adjoint	:	PAMBRUN Pure
Membres assesseurs	:	VAIHO Franck DENOUEL Mar

#### ASSOCIATION ARTISANALE TE ONE

(Récépissé n° 3809 DRCL du 10 avril 2001)

##### Extraits de statuts

Il est constitué le 31 mars 2001, entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901.

L'association prend le nom de TE ONE.

L'association a pour but l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des artisans de la commune de Papeete :

- en luttant contre la concurrence des produits d'importation ;
- en encourageant la production et la vente d'objets d'artisanat local ;
- en aidant les autorités responsables à prendre des mesures de protection et de sauvegarde de l'artisanat local ;
- en adaptant les productions aux exigences du marché ;
- en facilitant l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice de la profession ;
- en aidant à la poursuite des progrès moral et professionnel de ses membres.

Son siège social est fixé à Papeete, quartier AHLEN, à Fariipiti.

Sa durée est illimitée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	:	PELLATON Philippe
Présidente	:	TAPETA Eléonore
Vice-présidente	:	TIHONI Jacqueline
Secrétaire	:	TEAPIKI Eugénie
Secrétaire adjoint	:	LAISE Clément
Trésorière	:	TAPETA Linda
Trésorière adjointe	:	TAPETA Monique

## LOTO NATIONAL

### ADDITIF A LA MODIFICATION TEMPORAIRE DU REGLEMENT DU JEU DE LOTO DE LA FRANÇAISE DES JEUX RELATIVE AUX TIRAGES DES "25 ANS DU LOTO".

#### Article 1

En raison du report du 19 mai 2001 au 2 juin 2001 de la date des tirages de la Super Finale des "25 ans du Loto", les modifications suivantes sont apportées au texte de la modification temporaire du règlement du jeu de Loto de la Française des Jeux relative aux tirages des "25 ans du Loto" faite le 6 avril 2001 et publiée au *Journal officiel*.

#### Article 2

Les dates 19 mai 2001, 20 juillet 2001 et 21 juillet 2001, mentionnées à plusieurs reprises dans le texte de la modification temporaire du règlement du jeu de Loto précitée, sont respectivement remplacées par les dates suivantes : 2 juin 2001, 3 août 2001 et 4 août 2001.

#### Article 3

Les articles 9 *quater* 2, 9 *quater* 3 et 9 *quater* 4 sont modifiés et sont désormais ainsi rédigés :

"9 *quater* 2. Les 54 personnes mentionnées au sous-article 9 *quater* 1 sont classées par ordre alphabétique et sont porteuses d'un numéro d'ordre de 1 à 54. Il est ensuite procédé, parmi ces 54 personnes, au tirage au sort des 49 participants aux opérations ultérieures. Ce tirage au sort est effectué par extraction au hasard de 49 boules, de manière successive, d'un appareil contenant, avant l'extraction de la première boule, 54 boules numérotées de 1 à 54. L'ordre de sortie des 49 boules détermine l'affectation d'un nouveau numéro de 1 à 49 à chacune des personnes porteuses du numéro d'ordre alphabétique correspondant aux numéros des boules extraites de l'appareil. Le numéro 1 est attribué à la personne porteuse du numéro d'ordre alphabétique correspondant au numéro de la première boule extraite, le numéro 2 est attribué à la personne porteuse du numéro d'ordre alphabétique correspondant au numéro de la deuxième boule extraite, et ainsi de suite jusqu'à l'extraction de la 49<sup>e</sup> boule.

9 *quater* 3. Les 5 personnes dont les numéros d'ordre alphabétique n'ont pas été sélectionnés dans les 49 extractions mentionnées au sous-article 9 *quater* 2 ne font pas partie des 49 participants aux opérations ultérieures et reçoivent un lot de 10.000 francs.

9 *quater* 4. Les 49 personnes auxquelles les numéros de 1 à 49 ont été attribués par le sort font partie des 49 participants aux opérations ultérieures de tirage au sort et se voient attribuer le numéro d'ordre de sortie de la boule qui les a désignées. Elles conservent ce numéro jusqu'à la fin des opérations de tirage au sort de la Super Finale."

#### Article 4

Les présentes dispositions seront publiées au *Journal officiel* de la République française et au *Journal officiel* de la Polynésie française (ou seront disponibles dans tout point de validation agréé par la Pacifique des Jeux).

Fait à Paris, le 18 avril 2001.

Le président-directeur général  
de La Française des Jeux,  
Christophe BLANCHARD-DIGNAC.

Le président  
de La Pacifique des Jeux,  
Roland de VILLEPIN.

### MODIFICATION TEMPORAIRE DU REGLEMENT DU JEU DE LOTO DE LA FRANÇAISE DES JEUX RELATIVE AUX TIRAGES DES "25 ANS DU LOTO".

Les articles 9 *bis*, 9 *ter*, 9 *quater*, 9 *quinquies* et 9 *sexies* suivants sont ajoutés, à partir de leur publication au *Journal officiel*, au règlement des jeux dénommés Loto et Super Loto fait le 15 juin 2000 et publié au *Journal officiel* du 2 juillet 2000, puis modifié le 14 septembre 2000 avec publication des modifications au *Journal officiel* du 22 septembre 2000 (publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du 29 juin 2000 et du 21 septembre 2000) ; ces articles seront caducs le 4 août 2001.

#### "Article 9 *bis*

9 *bis* 1. En application du sous-article 9.2.2 du règlement du Loto, il est organisé, à l'occasion du 25<sup>e</sup> anniversaire du Loto, des tirages au sort exceptionnels du Loto appelés tirages des "25 ans du Loto", qui auront lieu du 23 avril 2001 au 2 juin 2001, selon les modalités ci-après.

9 *bis* 2. Les tirages au sort des "25 ans du Loto" sont constitués de plusieurs tirages successifs dénommés ci-après sélections sur serveur téléphonique et Super Finale. Les tirages de la Super Finale seront normalement diffusés à la télévision sur France 2 le 2 juin 2001.

9 *bis* 3. Ces tirages sont ouverts aux personnes physiques, majeures ou mineures émancipées, dotées de la capacité juridique, à la date de la Super Finale du 2 juin 2001, résidant en France métropolitaine, dans les départements d'outre-mer, en Polynésie française, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Monaco, qui participent aux tirages du Loto du 23 avril 2001 au 12 mai 2001.

#### Article 9 *ter*

##### Les sélections sur serveur téléphonique

9 *ter* 1. Les sélections sur serveur téléphonique sont effectuées de la manière indiquée au présent article 9 *ter*.

9 *ter* 2. Le titulaire d'un reçu de Loto appelle, au numéro de téléphone 08.91.67.00.00 pour la métropole, les Antilles et la Réunion. Le coût de l'appel est de 1,47 franc T.T.C. par minute pour la métropole et de 1,33 F T.T.C. par minute pour les Antilles et la Réunion. Le numéro pour la Guyane, Saint-Pierre-et-Miquelon et la Polynésie française est le 01.53.90.35.53. Le coût T.T.C. de l'appel est de 1,80 franc par minute pour la Guyane, 2,18 francs par minute pour Saint-Pierre-et-Miquelon et de 100 francs CFP par minute pour la Polynésie française. Le coût de l'appel téléphonique n'est pas remboursable.

9 *ter* 3. Ces numéros sont ceux d'un serveur vocal auquel le joueur communique, au moyen du clavier de son téléphone, les informations suivantes :

- la date de participation de son reçu de Loto à la prochaine journée de tirages du Loto ou, si son reçu participe à plusieurs journées de tirages du Loto, la date du dernier jour de tirages du Loto auxquels participe le reçu ;
- le numéro Joker® de son reçu de Loto, qu'il ait participé ou non au jeu Joker® ;
- le montant de sa mise au Loto.

**9 ter 4.** Pour pouvoir participer à une sélection sur serveur téléphonique effectuée pendant la période de prise de jeux d'une journée de tirages du Loto, le joueur doit être titulaire d'un reçu de Loto permettant de participer aux tirages du Loto de cette journée.

En effet, lorsqu'un joueur est sélectionné aléatoirement sur le serveur téléphonique, une opératrice lui demande au téléphone de communiquer le numéro d'identification figurant au bas de son reçu de Loto. Si ce numéro d'identification est effectivement communiqué par le joueur à l'opératrice et est valide, et si les renseignements que le joueur a transmis précédemment au serveur téléphonique, conformément au sous-article 9 ter 3, correspondent à ceux transmis à l'opératrice avec le numéro d'identification du reçu, il est attribué aléatoirement au joueur l'un des lots du tableau de lots mentionné au sous-article 9 ter 12.

**9 ter 5.** Si le joueur a un reçu participant à plusieurs journées de tirages du Loto, il peut participer à chacune des sélections sur serveur téléphonique correspondantes. A cet effet, il doit rappeler les numéros de téléphone mentionnés ci-dessus dans les 3 jours précédant les tirages du Loto auxquels participe son reçu : lundi, mardi ou mercredi pour les tirages du Loto du mercredi ; jeudi, vendredi ou samedi pour les tirages du Loto du samedi.

**9 ter 6.** Si un numéro Joker® est communiqué une 2e fois au serveur téléphonique, le joueur est mis en relation avec une opératrice, qui relève le numéro d'identification du reçu et vérifie ensuite, que celui-ci correspond bien à un reçu de Loto enregistré sur le site central informatique de La Française des Jeux pour le ou les prochains tirages du Loto. Si c'est le cas, le joueur est reconnecté au serveur téléphonique pour poursuivre le parcours de sélection, sinon son appel est éliminé. Pour la période de 3 jours précédant les tirages du Loto auxquels participe un reçu de Loto, le numéro d'identification du reçu ne permet qu'une participation téléphonique au jeu des "25 ans du Loto".

**9 ter 7.** Les droits de participation au jeu sont proportionnels à la mise au Loto (hors mise Joker® éventuelle) inscrite sur le reçu et communiquée par le joueur. (Si un montant de mise erroné est communiqué 3 fois, la participation au jeu n'est plus possible.)

Les tableaux ci-dessous donnent, pour une sélection sur serveur téléphonique, le nombre de droits de participation en fonction du nombre de grilles jouées et du nombre de tirages du Loto auxquels participe le reçu.

Tableau pour une participation aux tirages du Loto du mercredi ou du samedi		Participation à 1 journée de tirage du Loto (2 tirages du Loto)	Abonnement au Loto pour 1 journée de tirage sur :			
			2 semaines (4 tirages du Loto)	3 semaines (6 tirages du Loto)	4 semaines (8 tirages du Loto)	5 semaines (10 tirages du Loto)
Bulletin	Nombre de grilles simples de Loto jouées	Nombre de droits de participation, pour une sélection sur serveur téléphonique, en fonction du nombre de grilles jouées et du nombre de tirages du Loto auxquels participe le reçu				
Simple	2	2	4	6	8	10
Simple	4	4	8	12	16	20
Simple	6	6	12	18	24	30
Simple	8	8	16	24	32	40
Simple *	10	10	20	30	40	50
Bulletin	Nombre de numéros Loto cochés par grille multiple	Nombre de droits de participation, pour une sélection sur serveur téléphonique, en fonction du nombre de grilles jouées et du nombre de tirages du Loto auxquels participe le reçu				
Multiple	7	7	14	21	28	35
Multiple	8	28	56	84	112	140
Multiple	9	84	168	252	336	420
Multiple	10	210	420	630	840	1.050

\* uniquement par Système Flash

Tableau pour une participation aux tirages du Loto du mercredi et du samedi		Participation à 2 journées consécutives de tirage du Loto (4 tirages du Loto)	Abonnement au Loto pour 2 journées de tirage sur :			
			2 semaines (8 tirages)	3 semaines (12 tirages)	4 semaines (16 tirages)	5 semaines (20 tirages)
Bulletin	Nombre de grilles simples de Loto jouées	Nombre de droits de participation, pour une sélection sur serveur téléphonique, en fonction du nombre de grilles jouées et du nombre de tirages du Loto auxquels participe le reçu				
Simple	2	4	8	12	16	20
Simple	4	8	16	24	32	40
Simple	6	12	24	36	48	60
Simple	8	16	32	48	64	80
Simple *	10	20	40	60	80	100
Bulletin	Nombre de numéros Loto cochés par grille multiple	Nombre de droits de participation, pour une sélection sur serveur téléphonique, en fonction du nombre de grilles jouées et du nombre de tirages du Loto auxquels participe le reçu				
Multiple	7	14	28	42	56	70
Multiple	8	56	112	168	224	280
Multiple	9	168	336	504	672	840
Multiple	10	420	840	1.260	1.680	2.100

\* uniquement par Système Flash

9 ter 8. Du 23 avril 2001 au 12 mai 2001, les jours d'appel sont tous les jours de la semaine sauf le dimanche.

9 ter 9. Les heures locales de participation, pour chaque journée d'appel, sont les suivantes :

Métropole :	de 8 heures à 22 heures ;
Saint-Pierre-et-Miquelon :	de 4 heures à 18 heures ;
Guyane :	de 4 heures à 18 heures ;
Martinique et Guadeloupe :	de 3 heures à 17 heures ;
Réunion :	de 11 heures à 1 heure ;
Polynésie :	de 20 heures à 10 heures.

9 ter 10. Au cours de chaque journée d'appel, 31 personnes sont sélectionnées aléatoirement sur serveur téléphonique, à des instants déterminés aléatoirement.

9 ter 11. La dernière sélection sur serveur téléphonique ayant lieu le 12 mai 2001, les abonnements au Loto enregistrés pendant la période de prise de jeux antérieure au 12 mai 2001 et couvrant la période de participation aux tirages du Loto postérieure au 12 mai 2001 ne donnent aucun droit à sélection sur serveur téléphonique au-delà de cette date.

9 ter 12. Le tableau de lots de chaque journée d'appel est le suivant :

- 25 lots à 10.000 francs ;
- 2 lots à 25.000 francs ;
- 1 lot à 100.000 francs ;
- 3 lots de participation à la Super Finale, du 2 juin 2001 sur France 2 pour gagner *vingt-cinq millions de francs* (25.000.000 francs), soit un total de 31 lots par journée d'appel.

9 ter 13. L'attribution aléatoire des lots mentionnés au sous-article 9 ter 12 est effectuée de la manière suivante : chaque jour, sous le contrôle d'un huissier de justice, de manière confidentielle et sécurisée, les 31 lots sont inscrits sous des numéros d'ordre d'appel différents sur le serveur téléphonique. Les droits de participation du joueur étant proportionnels à la mise au Loto, ces droits sont exercés les uns à la suite des autres. Lorsqu'un appel d'un joueur coïncide avec un numéro d'ordre d'appel gagnant, le joueur gagne le lot attaché à ce numéro d'ordre d'appel, sous réserve des vérifications mentionnées au sous-article 9 ter 4.

9 ter 14. Si le lot est l'un de ceux permettant de participer à la Super Finale, une opératrice demande à son interlocuteur téléphonique les nom, prénom, adresse et numéro de téléphone de la personne qui participera à la Super Finale.

Tout gagnant d'un lot de participation à la Super Finale peut désigner un mandataire pour participer à celle-ci et percevoir le lot, en son nom et pour son compte. En cas de pluralité de gagnants, ils doivent désigner un mandataire chargé de participer à la Super Finale et de percevoir ensuite le lot, en leur nom et pour leur compte. Ce mandat doit être donné par écrit de manière explicite. Il peut être donné à tout moment jusqu'au jour de la Super Finale.

Seules des personnes physiques, majeures ou mineures émancipées, dotées de la capacité juridique, justifiant de leur identité, peuvent participer à la Super Finale.

9 ter 15. Si à l'issue d'une journée d'appel, les 31 lots de la journée n'ont pas été attribués, ils sont reportés. Si lors de la dernière journée, certains lots en numé-

raire n'ont pas été attribués, leur montant reste dans le fonds de report et de réserve du Loto sur lequel il aurait été prélevé en application du sous-article 9 quinquies 2. Si lors de la dernière journée, certains lots permettant de participer à la Super Finale n'ont pas été attribués, un tirage au sort est effectué parmi les gagnants des lots de 10.000 francs, afin de les attribuer.

9 ter 16. Les 54 personnes ayant gagné un lot de participation à la Super Finale ont droit à un voyage à Paris en vue de participer aux tirages de la Super Finale, qui auront lieu le 2 juin 2001.

Chaque voyage à Paris se compose des éléments suivants pour deux personnes :

- a) Frais de transport aller et retour dans la journée entre la gare de chemin de fer ou l'aéroport le plus proche du domicile du gagnant et Paris. Le mode d'acheminement est au choix de l'organisateur du voyage.
- b) Le voyage comporte également les frais de séjour nécessaires, en pension complète, dans un hôtel de type 2 étoiles minimum.

9 ter 17. Le voyage à Paris est organisé par La Française de Motivation, 121 rue d'Aguesseau, 92643 Boulogne-Billancourt, dénommée l'organisateur du voyage, société anonyme au capital de 4.629.400 francs, R.C.S. 381.574.979 Nanterre, titulaire de la licence d'agent de voyages n° LI 092.95.0041, agrément IATA n° 20222300, titulaire d'une garantie financière accordée par le Crédit Lyonnais, 55 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris, et d'une assurance de responsabilité civile professionnelle accordée par Concorde Assurances du groupe Generali, 5 rue de Londres, 75456 Paris Cedex 09.

9 ter 18. En aucun cas, le gagnant d'un voyage à Paris mentionné ci-dessus ne peut en réclamer la contrepartie financière, l'échange ou la modification.

9 ter 19. Les résultats des sélections aléatoires sur serveur téléphonique sont certifiés par un huissier de justice.

#### Article 9 quater La Super Finale

9 quater 1. Les 54 personnes sélectionnées sur serveur téléphonique selon les dispositions de l'article 9 ter pour participer à la Super Finale sont réunies à Paris, le 2 juin 2001, sur un plateau de télévision. L'original du reçu de Loto contrôlé selon les dispositions du sous-article 9 ter 4 sera exigé pour participer à la Super Finale. Une copie du reçu sera conservée par La Française des Jeux et l'original sera restitué à son titulaire, si ce reçu correspond à des abonnements Loto dont les tirages sont postérieurs aux tirages du Loto du 2 juin 2001.

9 quater 2. Les 54 personnes mentionnées au sous-article 9 quater 1 sont classées par ordre alphabétique et sont porteuses d'un numéro d'ordre de 1 à 54. Il est ensuite procédé, parmi ces 54 personnes, au tirage au sort des 49 participants aux opérations ultérieures. Ce tirage au sort est effectué par extraction au hasard de 49 boules, de manière successive, d'un appareil contenant, avant l'extraction de la première boule, 54 boules numérotées de 1 à 54. L'ordre de sortie des 49 boules détermine l'affectation d'un

nouveau numéro de 1 à 49 à chacune des personnes porteuses du numéro d'ordre alphabétique correspondant aux numéros des boules extraites de l'appareil. Le numéro 1 est attribué à la personne porteuse du numéro d'ordre alphabétique correspondant au numéro de la première boule extraite, le numéro 2 est attribué à la personne porteuse du numéro d'ordre alphabétique correspondant au numéro de la deuxième boule extraite, et ainsi de suite jusqu'à l'extraction de la 49e boule.

- 9 quater 3. Les 5 personnes dont les numéros d'ordre alphabétique n'ont pas été sélectionnés dans les 49 extractions mentionnées au sous-article 9 quater 2 ne font pas partie des 49 participants aux opérations ultérieures et reçoivent un lot de 10.000 francs.
- 9 quater 4. Les 49 personnes auxquelles les numéros de 1 à 49 ont été attribués par le sort font partie des 49 participants aux opérations ultérieures de tirage au sort et se voient attribuer le numéro d'ordre de sortie de la boule qui les a désignées. Elles conservent ce numéro jusqu'à la fin des opérations de tirage au sort de la Super Finale.
- 9 quater 5. Les 7 numéros compris entre 1 et 49 résultant du premier tirage du Loto du samedi 2 juin 2001 permettent de sélectionner les 7 personnes titulaires de ces 7 numéros parmi les 49 participants précités.
- 9 quater 6. Dans l'ordre de sortie de leur numéro au premier tirage du Loto, les 7 personnes précitées choisissent une boule creuse parmi un groupe de 14 boules identiques initiales qui leur sont présentées. Ces 14 boules ont été préparées sous la forme de 2 séries de 7 boules ; chaque boule d'une série contient l'un des 7 numéros sortis au premier tirage du Loto. La première personne dont le numéro a été trouvé 2 fois dans les boules creuses, par elle-même ou par un autre participant, gagne deux millions et demi de francs (2.500.000 francs).
- 9 quater 7. Les 7 numéros compris entre 1 et 49 résultant du second tirage du Loto du samedi 2 juin 2001 permettent de sélectionner de nouveau 7 personnes titulaires de ces 7 numéros parmi les 49 participants. Dans l'ordre de sortie de leur numéro au second tirage du Loto, les 7 personnes précitées choisissent une boule creuse parmi un groupe de 14 boules identiques initiales qui leur sont présentées. Ces 14 boules ont été préparées sous la forme de 2 séries de 7 boules ; chaque boule d'une série contient l'un des 7 numéros sortis au second tirage du Loto. La première personne dont le numéro a été trouvé 2 fois dans les boules creuses, par elle-même ou par un autre participant, gagne deux millions et demi de francs (2.500.000 francs).
- 9 quater 8. 7 tirages au sort sont ensuite effectués de manière successive. Le 1er tirage au sort est effectué par extraction au hasard d'une boule d'un appareil contenant, avant l'extraction de cette boule, 49 boules numérotées de 1 à 49. Les 2e, 3e, 4e, 5e, 6e et 7e tirages au sort sont effectués par extractions successives du même appareil, au hasard, d'une 2e, 3e, 4e, 5e, 6e et 7e boules, l'appareil ne contenant plus avant chaque extraction que les 48, 47, 46, 45, 44 et 43 boules restantes.

Le signal du début de chacun de ces 7 tirages est donné par chacun des 7 artistes présents sur le plateau tout au long de l'émission.

Les numéros des 7 boules sorties permettent de sélectionner, parmi les 49 participants, les 7 personnes qui participeront au tirage au sort mentionné au sous-article 9 quater 9.

- 9 quater 9. Dans l'ordre de sortie de leur numéro selon les dispositions du sous-article 9 quater 8, les 7 personnes précitées choisissent une boule creuse parmi un groupe de 14 boules identiques initiales qui leur sont présentées. Ces 14 boules ont été préparées sous la forme de 2 séries de 7 boules ; chaque boule d'une série contient l'un des 7 numéros compris entre 1 et 49 résultant du tirage au sort mentionné au sous-article 9 quater 8. Les 3 premières personnes dont le numéro a été trouvé 2 fois dans les boules creuses, par elle-même ou par un autre participant, sont déclarées finalistes pour le dernier tirage au sort mentionné au sous-article 9 quater 10.
- 9 quater 10. Dans l'ordre de leur désignation en qualité de finaliste selon les dispositions du sous-article 9 quater 9, les 3 finalistes choisissent une boule creuse parmi un groupe de 9 boules identiques initiales qui leur sont présentées. Ces 9 boules ont été préparées sous la forme de 3 séries de 3 boules ; chaque boule d'une série contient l'un des 3 numéros correspondant aux 3 numéros des finalistes. Le premier finaliste dont le numéro a été trouvé 3 fois dans les boules creuses, par lui-même ou par un autre finaliste, gagne vingt-cinq millions de francs (25.000.000 francs).
- 9 quater 11. Chacun des 49 participants qui n'a pas gagné l'un des 2 lots de 2.500.000 francs ou le lot de 25.000.000 francs gagne un lot de 10.000 francs.
- 9 quater 12. Les tirages de la Super Finale se déroulent en présence d'un huissier de justice. Seules font foi ses constatations, notamment le résultat des tirages et les lots gagnés, tels qu'il les constate et tels qu'ils figurent sur le procès-verbal qu'il dresse.
- 9 quater 13. Si un tirage est interrompu en cours d'exécution pour des raisons indépendantes de la volonté de La Française des Jeux, l'huissier de justice établit la liste des résultats valablement obtenus selon les dispositions du règlement et fait procéder à la poursuite des opérations de tirage, en les reprenant juste après le dernier résultat valablement obtenu.
- 9 quater 14. Le gagnant d'un lot de participation à la Super Finale s'engage à participer à l'intégralité de l'émission. A défaut, il n'a droit à aucun lot.

#### Article 9 quinquies Paiement des lots

- 9 quinquies 1. Les lots mentionnés aux articles 9 ter et 9 quater sont cumulables avec les gains du Loto.
- 9 quinquies 2. La valeur des lots mentionnés en francs français aux articles 9 ter et 9 quater est prélevée, pour l'essentiel, sur les lots non

réclamés du Loto inscrits dans le fonds de report et de réserve de ce jeu. Pour les lots en nature, cette valeur est leur prix de revient T.T.C.

**9 quinquies 3.** Les lots en numéraire gagnés selon les dispositions de l'article 9 *ter* seront payés, par le service Relations Joueurs - 117/121 rue d'Aguesseau - 92643 Boulogne-Billancourt Cedex, par chèque adressé par lettre recommandée avec accusé de réception dans les 15 jours suivant la réception de l'original du reçu de Loto, sous réserve de la conformité du reçu selon les dispositions du sous-article 9 *ter* 14. Sous peine de forclusion, le reçu doit être adressé avant le 3 août 2001.

Les lots en numéraire gagnés selon les dispositions de l'article 9 *quater* seront payés par chèque établi au nom du participant à la Super Finale et remis à celui-ci à l'issue de la Super Finale ou envoyé par lettre recommandée avec accusé de réception dans les 15 jours suivant le 2 juin 2001.

**9 quinquies 4.** Les éventuels gains au Loto afférents à un reçu de Loto dont le titulaire est gagnant au jeu des "25 ans du Loto" seront payés, avec les lots des "25 ans du Loto", par le service Relations Joueurs - 117/121 rue d'Aguesseau - 92643 Boulogne-Billancourt Cedex.

**9 quinquies 5.** A peine de forclusion, le cachet de la poste faisant foi, toutes les réclamations, notamment celles relatives aux prises de jeux, aux reçus, à l'enregistrement des jeux, aux tirages, aux résultats ou au paiement des lots, sont à adresser par écrit à La Française des Jeux, au service Relations Joueurs, 92523 Neuilly-sur-Seine Cedex, avant le 3 août 2001 (pour la Polynésie, écrire à La Pacifique des Jeux, angle de la rue Colette et de la rue du 22-septembre-1914, Papeete, Tahiti). Au-delà de ce délai, aucune réclamation ne sera admise.

**9 quinquies 6.** Les lots des gagnants éventuels au jeu des "25 ans du Loto" titulaires d'un reçu de jeu de Loto émis en Polynésie française seront payés en francs français par La Française des Jeux.

#### Article 9 *sexies* Dispositions diverses

**9 *sexies* 1.** Les données nominatives recueillies en application des dispositions ci-dessus sont obligatoires pour permettre aux joueurs de participer aux tirages et, s'il y a lieu, de recevoir un lot. Ces informations ne sont utilisées qu'aux fins de gestion du jeu. Elles peuvent donner lieu, de la part des joueurs, à l'exercice du droit à l'information préalable, du droit d'accès à leurs données, du droit de rectification et de mise à jour de celles-ci, du droit d'opposition à la collecte d'informations, du droit de suppression des données prévus par la loi informatique et libertés n° 78-17 du 6 janvier 1978, en écrivant à La Française des Jeux - Relations Joueurs - 92523 Neuilly-sur-Seine Cedex.

**9 *sexies* 2.** Les gagnants autorisent gratuitement La Française des Jeux et La Pacifique des Jeux à utiliser, pour toute opération publicitaire ou de promotion, leur nom, leur image, leurs propos, le

lieu de leur domicile, le montant de leur lot, sur tous supports et dans tous les médias et à procéder éventuellement à toute diffusion de l'enregistrement des tirages des "25 ans du Loto" les concernant sur une ou plusieurs chaînes de télévision, sur tout ou partie du territoire national. Le gagnant du lot de *vingt-cinq millions de francs* (25.000.000 francs) participera le lendemain des tirages de la Super Finale à des interviews avec des journalistes de la presse écrite, de la radio ou de la télévision en direct ou en différé.

**9 *sexies* 3.** La Française des Jeux ne peut être tenue pour responsable des informations erronées que le joueur a pu transmettre lors de son inscription, ainsi que de tout dommage résultant d'une panne technique, d'une malveillance, d'une atteinte au système de traitement automatisé de données, de difficultés provenant du réseau téléphonique, de France 2, d'une interruption temporaire ou d'un arrêt définitif des jeux ou de tout fait hors de son contrôle.

**9 *sexies* 4.** La diffusion de la Super Finale sur France 2 ne peut être garantie par La Française des Jeux. En cas de non-diffusion, La Française des Jeux effectuera les tirages de la Super Finale en dehors de la télévision.

**9 *sexies* 5.** La participation aux tirages des "25 ans du Loto" implique l'adhésion aux présentes dispositions, ainsi qu'à celles du règlement du Loto.

**9 *sexies* 6.** Les présentes dispositions seront publiées au *Journal officiel* de la République française et au *Journal officiel* de la Polynésie française (ou seront disponibles dans tout point de validation agréé par La Pacifique des Jeux)."

Fait à Paris, le 6 avril 2001 et modifié le 18 avril 2001.

<i>Le président-directeur général</i> de La Française des Jeux, Christophe BLANCHARD-DIGNAC.	<i>Le président</i> de La Pacifique des Jeux, Roland de VILLEPIN.
--	---

#### AVIS RELATIF AU 2<sup>e</sup> TIRAGE DU LOTO N° 34 DU SAMEDI 28 AVRIL 2001

##### Article 1<sup>er</sup>

Il sera attribué à l'ensemble des gagnants de premier rang du deuxième tirage du loto n° 34 du samedi 28 avril 2001, un gain total minimum de 545.760.205 F CFP net du prélèvement légal.

Les sommes éventuellement nécessaires à cet effet seront prélevées pour leur montant brut du prélèvement légal, tout d'abord à hauteur de 254.688.096 F CFP sur les sommes non attribuées en raison de l'absence de gagnant de premier rang lors de deuxièmes tirages antérieurs et placées dans le fonds de report et de réserve, et ensuite, s'il y a lieu, par tranches de 1.819.201 F CFP sur ledit fonds, en application de l'article 9 du règlement.

Fait à Papeete, le 24 avril 2001.

<i>Pour le président-directeur général</i> de La Française des jeux, Christophe BLANCHARD-DIGNAC.	<i>Le président</i> de La Pacifique des jeux, Roland de VILLEPIN.
---	---

**LOTO NATIONAL N° 31**

Premier tirage du mercredi 18 avril 2001 :

**12 20 24 29 33 48**Numéro complémentaire : **40**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	1	99.983.627
5 bons numéros et numéro complémentaire.....	4	2.587.447
5 bons numéros.....	298	120.886
4 bons numéros et numéro complémentaire.....	727	5.530
4 bons numéros.....	15.864	2.765
3 bons numéros et numéro complémentaire.....	18.980	544
3 bons numéros.....	302.992	272

Deuxième tirage du mercredi 18 avril 2001 :

**10 20 24 27 29 48**Numéro complémentaire : **1**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	2	108.155.505
5 bons numéros et numéro complémentaire.....	10	1.048.227
5 bons numéros.....	257	139.442
4 bons numéros et numéro complémentaire.....	993	5.602
4 bons numéros.....	15.177	2.801
3 bons numéros et numéro complémentaire.....	27.231	544
3 bons numéros.....	290.241	272

**N° JOKER : 5 2 7 2 7 9 9****LOTO NATIONAL N° 32**

Premier tirage du samedi 21 avril 2001 :

**13 14 27 30 33 44**Numéro complémentaire : **24**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	<i>Pas de gagnants, sommes redistribuées</i>	
5 bons numéros et numéro complémentaire.....	6	18.886.827
5 bons numéros.....	325	126.707
4 bons numéros et numéro complémentaire.....	815	5.056
4 bons numéros.....	20.139	2.528
3 bons numéros et numéro complémentaire.....	25.988	508
3 bons numéros.....	366.880	254

Deuxième tirage du samedi 21 avril 2001 :

**6 15 25 26 31 43**Numéro complémentaire : **4**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	<i>Pas de gagnants,</i>	
5 bons numéros et numéro complémentaire.....	6	1.982.935
5 bons numéros.....	302	135.985
4 bons numéros et numéro complémentaire.....	947	5.894
4 bons numéros.....	16.728	2.947
3 bons numéros et numéro complémentaire.....	29.096	582
3 bons numéros.....	326.258	291

**N° JOKER : 7 2 8 1 7 3 3****KENO**

Numéro Jackpot 8 54 66 32				Numéro Jackpot 7 93 59 65				Numéro Jackpot 5 91 33 29			
Lundi 16/04/01				Mardi 17/04/01				Mercredi 18/04/01			
1	2	7	9	2	4	6	7	1	2	6	7
14	20	21	23	10	13	14	16	8	10	13	18
25	34	37	39	20	22	24	25	23	24	26	38
41	42	60	61	32	36	47	48	43	44	51	62
63	64	66	69	50	64	65	67	65	66	68	70

Numéro Jackpot 8 62 77 37				Numéro Jackpot 7 45 35 54				Numéro Jackpot 0 16 66 96				Numéro Jackpot 7 37 29 67			
Jeudi 19/04/01				Vendredi 20/04/01				Samedi 21/04/01				Dimanche 22/04/01			
2	3	7	9	7	8	11	14	1	3	6	8	3	4	9	13
11	14	16	23	17	28	30	31	15	18	21	29	14	17	20	22
30	34	43	47	34	40	43	45	33	35	38	42	23	26	27	34
49	52	53	54	48	49	50	55	45	48	50	56	39	43	49	53
56	66	67	69	63	65	68	70	58	62	68	69	61	64	67	69